SEANCE DU JEUDI 30 MARS 2006 A 19 HEURES

2006-03

PRESIDENT : M. Etienne PINTE, Maire

Sont présents :

Groupe Union pour Versailles

Mme DUPONT, M. DEVYS, Mme LEHUARD (Sauf délibérations n°2006.03.73 et 74), Mme DUCHENE, M. FONTAINE (Sauf délibération n°2006.03.83), Mme BUSSY (Sauf délibérations 2006.03.65 et 66 et 2006.03.68 à 74), M. MEZZADRI, Mme de BARMON, M. BUFFETAUT (Sauf délibérations n°2006.03.85 à 87), Mme CABANES, M. de MAZIERES, Mme GALICHON (Sauf délibérations n°2006.03.73 et 74), M. MARVAUD (Sauf délibérations n°2006.03.63 à 2006.03.91), M. PICHON, Mme GUILLOT Adjoints.

Mme BERREBI (Sauf délibérations n°2006.03.65, 84 et 85), Mme COURME, Mme LECOMTE (Sauf délibérations n°2006.03.83 à 91), M. ULRICH (Sauf délibération n°2006.03.83), Mme GRAS (Sauf délibération n°2006.03.65), Mme FLICHY (Sauf délibérations n°2006.03.65 et 66 et 2006.03.68 à 73), Mme de FERRIERES, M. de BAILLIENCOURT (Sauf délibérations n°2006.03.68 à 77 et 2006.03.84 à 91), Mme GIRAUD, Mme BRUNEAU, Mme FRANGE, M. THOBOIS (Sauf délibération n°2006.03.67 pouvoir à Mme Berrebi, et 2006.03.73 à 77), M. BANCAL (Sauf délibérations n°2006.03.84 et 85), M. JAMOIS, M. GRESSIER (Sauf délibérations n°2006.03.74 à 77), M. VOITELLIER, M. BARBÉ (Sauf délibérations n°2006.03.65 et 66 et 2006.03.68 à 72), M. LITTLER, M. BERTET, Mme VIALARD-GOUDOU, Mme SCHMIT.

Groupe Union pour le Renouveau de Versailles

M. de LESQUEN, M. AUDIBERT (Sauf délibération n°2006.03.71), Mme LEHERISSEL (Sauf délibération n°2006.03.65), M. BAGGIO (Sauf délibération n°2006.03.67 pouvoir à M. de Lesquen), Mme MASSE,

Groupe La Gauche Plurielle pour Versailles

M. GOSSELIN, Mme NICOLAS (Sauf délibération n°2006.03.65), Mme COULLOCH-KATZ, M. DEFRANCE,

Radical

Mme NEGRE (Sauf délibérations n°2006.03.65, 66, 68 et 2006.03.82 à 91 pouvoir à M. Defrance)

Non inscrit

M. BERNOT (Sauf délibération n°2006.03.69 à 77)

Absents excusés :

Groupe Union pour Versailles

M CAILLAUX a donné pouvoir à M. DEVYS
Mme BOURGOIN-LABRO a donné pouvoir à Mme BRUNEAU
Mme BLANC a donné pouvoir à Mme SCHMIT

Groupe Union pour le Renouveau de Versailles

Mme BASTOS a donné pouvoir à Mme MASSE

Groupe La Gauche Plurielle pour Versailles

M. CASANOVA a donné pouvoir à Mme COULLOCH-KATZ

Secrétaire de séance : Mathieu BARBÉ

M. de LESQUEN :

Monsieur le Maire...(murmures)

M. le Maire :

Un instant.

M. de LESQUEN :

Je demande la parole sur l'ordre du jour...

M. le Maire :

Vous l'aurez après le compte-rendu...

M. de LESQUEN :

...en vertu de l'article 15 du règlement intérieur (*exclamations*). Si mes collègues n'aiment pas le règlement intérieur, tant pis pour eux !

**COMPTE-RENDU des décisions prises par M. le Maire en application de
l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales
(délibération du 25 novembre 2004)**

DATES	N°	OBJET
20 janvier 2006	2006/23	Don de l'association des « Amis du musée Lambinet » en faveur du musée Lambinet
24 janvier 2006	2006/25	Contrat d'animation avec le cercle celtique « Ar Gorriganed Widreüz » pour une représentation à la maison de quartier de Clagny-Glatigny les 22 et 25 février 2006
25 janvier 2006	2006/26	Convention d'occupation des Archives Communales aux Grandes Ecuries liant la ville de Versailles et l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles - Avenant
26 janvier 2006	2006/27	Contrat relatif à la coédition, l'impression et la diffusion d'un catalogue des peintures de post impressionnistes de la collection Guy et de dessins, aquarelles de Paul Signac
27 janvier 2006	2006/28	Contrat d'animation avec l'association "SEEVE, S'Epanouir Et Vivre Ensemble" pour une prestation proposée aux enfants de la maison de quartier de Notre Dame les 13 et 14 février 2006

27 janvier 2006	2006/30	Contrat avec l'association "Les enfants de la Lune" pour une prestation "Contes de Bretagne" à la maison de quartier Clagny-Glatigny le 22 février 2006
27 janvier 2006	2006/31	Contrat d'animation pour une intervention de Marie FLUSIN SIMON autour de l'illustration du livre jeunesse à la maison de quartier Clagny-Glatigny le 1er février 2006
27 janvier 2006	2006/32	Achat de carnets de chèques carburant pour les départs en vacances des familles dans le cadre de l'action "Vacances familiales" mise en place par la ville de Versailles
30 janvier 2006	2006/33	Contrat relatif à la mission de coordination sécurité et protection de la santé conclu avec BATIPREV dans le cadre des travaux de démolition et de reconstruction d'une "baraque" située 24 rue Royale à Versailles
30 janvier 2006	2006/34	Contrat relatif à la mission de contrôle technique conclu avec la société HINDIE France dans le cadre des travaux de reconstruction d'une "baraque" située 24 rue Royale à Versailles
1 ^{er} février 2006	2006/35	Achat d'un appareil de type véhicule type combiné - marché à procédure adaptée conclu avec la société HYDROVIDE
2 février 2006	2006/36	Régie de recette pour la perception des droits de stationnement du secteur St Louis - Modification
2 février 2006	2006/37	Régie de recette pour la perception des abonnements aux places de stationnement payant - Modification
2 février 2006	2006/38	Régie de recette pour la perception des droits d'inscription aux conférences, cours de langues, examens de l'Alliance Française et des ventes de livres, pin's, affiches, gravures et cassettes détenus en stock par l'Université Inter-Ages - Modification
2 février 2006	2006/39	Régie d'avance pour les centres de loisirs primaires et centres de vacances - Modification
2 février 2006	2006/40	Régie de recettes de la bibliothèque annexe de l'UIA - Modification
2 février 2006	2006/41	Contrat d'animation avec l'association "SEEVE, S'Epanouir Et Vivre Ensemble" pour une prestation proposée aux enfants de la maison de quartier des Chantiers les 13, 14 et 15 février 2006
2 février 2006	2006/42	Réception par traitement en décharge de Bazainville des déchets inertes en provenance de la Ville (gravats, terres), pour une durée de un an, à compter du 1er janvier 2006
3 février 2006	2006/43	Régie de recettes de l'Ecole des Beaux Arts - Modification

6 février 2006	2006/44	Contrat d'animation avec l'association "SEEVE, S'Epanouir Et Vivre Ensemble" pour une prestation proposée aux enfants de la maison de quartier de Montreuil Près aux Bois du 18 au 21 avril 2006
7 février 2006	2006/45	Contrat relatif à l'organisation de camps de vacances ou séjours pour les usagers des centres socioculturels (Pâques 2006) conclu avec l'association Plein Temps Vacances et Loisirs (lots 1 et 2)
8 février 2006	2006/46	Marché relatif au réaménagement des espaces verts du carré aux puits
8 février 2006	2006/47	Contrat relatif à l'entretien des horloges situées dans les bâtiments communaux de la Ville conclu avec la société HORELEC
9 février 2006	2006/48	Audit sur plusieurs domaines d'achat – Marché à procédure adaptée conclu avec la société Ernst & Young
9 février 2006	2006/49	Contrat de maintenance périodique et de surveillance d'un poste de relevage d'eaux pluviales, rue Jean Mermoz à Versailles – marché sans formalités préalables conclu avec la Société des Eaux de Versailles et de Saint Cloud (S.E.V.E.S.C.)
10 février 2006	2006/50	Restructuration de la piscine Montbauron et création d'un espace sports, loisirs, santé - Avenant n°1 au contrat SPS passé avec Monsieur Jean MIR
10 février 2006	2006/51	Régie de recettes de la bibliothèque municipale - Modification
10 février 2006	2006/52	Régie de recettes de la bibliothèque annexe de l'UIA - Modification
10 février 2006	2006/53	Contrat relatif à une mission de contrôle et essais installations sportives du parc de la ville de Versailles conclu avec le cabinet ALVI
10 février 2006	2006/54	Engagement pour l'enregistrement de 2 noms de domaine européen pour le site Internet de la Ville
10 février 2006	2006/55	Avenant n°1 au contrat relatif à la mission OPC pour la restructuration de la piscine Montbauron et l'aménagement d'un espace sports, loisirs et santé
20 février 2006	2006/56	Contrat relatif à la mission de contrôle technique dans le cadre des travaux d'installation d'un nouveau système de sécurité incendie au théâtre Montansier, rue des Réservoirs à Versailles
21 février 2006	2006/57	Modification de la régie d'avances de l'Hôtel de Ville - Cabinet du Maire

21 février 2006	2006/58	Contrat de maintenance des terminaux de paiement
21 février 2006	2006/59	Marché relatif aux prestations de distribution en boîte aux lettres du magazine de la ville de Versailles
22 février 2006	2006/60	Entretien des appareils élévateurs en service dans les bâtiments de la ville de Versailles - Marché à procédure adaptée conclu avec la société KONE
22 février 2006	2006/61	Marchés relatifs à l'organisation de centres de vacances pour l'été 2006 - Prestations d'accueil d'enfants de 4 à 17 ans
22 février 2006	2006/62	Contrat de maintenance pour 4 appareils lecteurs-reproducteurs-numériseurs de microfilms
23 février 2006	2006/63	Contrats de connexion Internet pour les établissements scolaires
28 février 2006	2006/64	Marchés relatifs à l'organisation de centres de vacances pour l'été 2006 - Prestations d'accueil d'enfants de 4 à 17 ans - lots 2 et 14
28 février 2006	2006/65	Marché relatif à la rénovation du pavage de chaussée Boulevard de la Reine (entre les rues de Provence et Pierre Bertin)
28 février 2006	2006/66	Contrat avec l'association "Amulette" pour la représentation d'un spectacle "Le bal rock des enfants" à la maison de quartier de Versailles Porchefontaine
1 ^{er} mars 2006	2006/67	Contrat relatif à la mission de vérification initiale des installations électriques pour la mise en conformité du nouveau TGBT du Conservatoire National de Région, 24 rue de la Chancellerie à Versailles
2 mars 2006	2006/68	Contrat relatif au développement d'un logiciel de suivi et d'analyse prospective de la masse salariale passé avec la société AMPHAZ
3 mars 2006	2006/69	Contrat relatif à l'organisation d'un séjour inter âges en bord de mer (juin 2006), conclu avec la société Renouveau Vacances
6 mars 2006	2006/70	Réaménagement de l'espace de jeux de l'école élémentaire Charles Perrault à Versailles - Avenant n°2 au MAPA conclu avec la société AGRIGEX

Les décisions n°2006/24 et 2006/29 sont sans objet.

En l'absence d'observations, le Conseil municipal prend acte de ces décisions.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 23 FEVRIER 2006

M. le Maire :

Y a-t-il des observations ?

M. VOITELLIER :

Dans mon intervention de la page 167, il convient de compléter ainsi la quatrième ligne : «et a pu se rendre *compte* de ce qu'était... ». D'autre part, à la fin de mon intervention, il semble que ma voix ait été couverte par les applaudissements (*rires*) car j'avais ajouté «expression reprise par le Président de la République il y a quelques mois».

M. de LESQUEN :

En premier lieu, je vous fais observer que vous auriez dû me donner la parole immédiatement sur l'ordre du jour, (*protestations*) en vertu de l'article 15. Respectez un peu la démocratie, s'il vous plaît. La démocratie, c'est le respect des minorités et des règles. A quel moment aurai-je la parole sur l'ordre du jour, Monsieur le maire?

M. le Maire :

Après l'approbation du procès-verbal.

M. de LESQUEN :

Sur le procès-verbal, je voudrais faire quatre observations.

Ma première observation est d'ordre général. Je suis frappé, à la lecture de ce procès-verbal, comme des précédents, par le fait que les interventions très sensées et équilibrées des membres de l'URV sont constamment censurées par des cris, des quolibets déplacés. Nous ne sommes pas au jardin d'enfants, et vous devez laisser la parole à l'opposition, même si elle dit des vérités qui ne vous plaisent pas.

Sur le procès-verbal, page 115, j'avais dit que j'allais envoyer à tous les membres du Conseil municipal une copie de l'extrait du Journal officiel qui fait état du don de la société Léon Grosse à M. DEVYS. Je l'ai fait aujourd'hui par courrier électronique. Je suis désolé pour ceux d'entre vous qui n'ont pas d'adresse électronique ou dont je ne connais pas l'adresse.

Page 136, M. PICHON dit qu'il ne prendra pas part au vote. Dont acte. Mais je comprends mal que sur cette question de conflit d'intérêt, sur laquelle je m'étais exprimé dans son propre intérêt, il ait pris la mouche en mettant la main sur le cœur. C'était parfaitement déplacé.

Page 139, à la dernière ligne, ceci à l'intention de M. FONTAINE, j'ai demandé au nom de l'URV une plage gratuite de 20 minutes de stationnement dans les rues commerçantes. Je le répète, car le jour où vous serez obligés de le faire sous la pression des Versaillais et de l'URV, ne venez pas dire que vous avez oublié que c'était l'URV qui l'avait demandé.

Page 183 enfin, je demande une rectification du procès-verbal, puisque mes propos ont été censurés. J'avais fait état de la décision du juge d'instruction de renvoyer M. BEDIER devant le tribunal correctionnel pour corruption et trafic d'influence. Ce passage a été supprimé. Il n'y a aucune raison. C'est un fait qui concerne la vie politique du département des Yvelines et qui intéresse M. DEVYS tout particulièrement d'ailleurs.

M. DEVYS :

Pourquoi ?

M. de LESQUEN :

Parce que vous êtes l'adjoint de M. BEDIER au Conseil général.

M. DEVYS :

Je ne suis pas adjoint, je suis vice-président du Conseil général.

M. de LESQUEN :

Vous êtes trésorier-adjoint de l'UMP des Yvelines, dont M. Pierre BEDIER est le président.

M. DEVYS :

Pas du tout. Vous êtes mal informé. Il n'est pas président de l'UMP. Vous ne savez rien sur rien !

M. de LESQUEN :

Il l'était il y a trois mois.

M. le Maire :

Il ne l'était point.

J'observe que tout cela ne constitue pas des rectifications du procès-verbal. Mais deux collègues veulent répondre car ils ont été attaqués personnellement.

M. DEVYS :

Je confirme, comme cela est publié au Journal officiel, que je n'ai jamais touché de l'argent de la société Léon Grosse. Comme M. le Maire est mis en cause également dans le même courrier électronique, je confirme également qu'il n'a jamais touché d'argent de la société Léon Grosse, tout simplement car c'eût été illégal. Ce sont nos mandataires financiers respectifs qui avaient reçu ces sommes. Cela a été publié au Journal officiel. Nos comptes ont été approuvés par la commission des financements politiques et des comptes de campagne. Il n'y a là rien de nouveau. Tout est complètement transparent, et cela n'a aucun intérêt, Monsieur de LESQUEN.

M. PICHON :

Les attaques auxquelles s'est livré M. de LESQUEN...

M. de LESQUEN :

Ce n'est pas une attaque !

M. le Maire :

Cela suffit ! Seul M.PICHON a la parole.

M. PICHON :

Ces attaques montrent simplement que M. de LESQUEN est quelqu'un qui ne recule devant rien et que n'étouffe aucun scrupule.

M. de LESQUEN :

Je ne vous ai pas attaqué, mais vous, vous m'attaquez de façon ignoble. Salopard ! (*protestations*)

Mme de BARMON :

Sortez !

M. le Maire :

Cela suffit, Monsieur le vicomte !

Mme COURME :

Je voudrais préciser que, dans le programme en cours avec le ministère du Commerce, nous travaillons sur le dossier concernant une demi-heure de stationnement gratuit avec M. DEVYS, et que l'URV n'y est strictement pour rien.

M. BERNOT :

Nous avons eu un débat sur le commerce, qui intéresse les Versaillais. Dans mon intervention, pages 140 à 142, il y a quelques erreurs de retranscription. D'abord, au milieu de la page 141, je dis que votre politique manque de « lisibilité » et non de « visibilité ». A la ligne suivante, il faut rectifier ainsi : « telle que les caddies en ville et de réalisations certes utiles mais très ponctuelles. A la dernière ligne, il faut faire parler la présidente de l'UVCIA du « centre commercial de la ZAC des Chantiers ». Enfin, en haut de la page 142, ligne 5, à propos du Grand Parc, il faut remplacer « alibi commode de démocratie » par « alibi commode pour esquiver le débat démocratique auquel nous avons droit ».

Au bénéfice de ces modifications, le procès-verbal de la séance du 23 février 2006 est adopté à l'unanimité.

INFORMATIONS MUNICIPALES

M. le Maire :

Plusieurs d'entre vous l'ayant demandé, M. FONTAINE va faire le point sur la réfection du parking souterrain de la place de la cathédrale. Il a reçu cet après-midi des précisions que nous souhaitons porter à votre connaissance.

M. FONTAINE :

Cet après-midi, j'ai eu des informations de la part du groupe Eiffage sur l'avenir du parking de la cathédrale. Le contexte a sensiblement évolué, puisque, vous l'avez certainement lu dans la presse, ce groupe a cédé sa filiale Eiffage Parking à un groupe d'investisseurs dont le Crédit agricole, Charterhouse et probablement, dans les semaines qui viennent, les caisses d'épargne. La nouvelle société s'appellera Epolia et sera la société mère de Omniparc, propriétaire du parking de la Cathédrale. Au cours de l'entretien que j'ai eu avec le Président directeur général, j'ai eu des informations concernant la remise en état du parking. Les travaux sont estimés entre 500 000 et 700 000 euros et devraient être réalisés au cours du deuxième semestre de cette année. On peut donc espérer que le parking recommencera à fonctionner avant la fin de cette année.

M. de LESQUEN :

Ce ne sont pas de bonnes informations. Avant la fin de cette année, cela signifie que le parking sera resté fermé un an et demi. On aurait dû prévoir dès l'origine le risque d'inondation, compte tenu de l'emplacement choisi pour ce parking et il est très dommage que le seul parking réalisé depuis 1995 soit aujourd'hui fermé, et pour une aussi longue période.

M. le Maire :

Il ne faut jamais oublier que la construction et la gestion de ce parking ont été confiées à une entreprise privée. C'était peut-être à elle à prévoir, alors qu'elle était prévenue par toutes les études faites en amont, qu'il y a avait des risques. Cela étant, l'important est que ce soit réparé très vite.

M. BANCAL :

Pour éviter l'amalgame, je rappelle simplement à M. de LESQUEN que lui-même n'avait rien prévu, puisqu'il s'était concentré sur les risques d'inondation du parking dus aux infiltrations, et pas du tout à ce qui est arrivé. Personne ne l'avait prévu, pas même lui.

Mme COULLOCH-KATZ :

Nous qui réclamons régulièrement des parkings, nous nous sommes réjouis à l'époque lorsqu'on a décidé ce parking de la cathédrale, même s'il y a eu de grandes difficultés de mise en œuvre. Il est effectivement regrettable que la fermeture dure 18 mois. C'est même effarant. Nous savons que c'est compliqué, mais nous imaginons que vous allez faire le nécessaire pour que les choses se passent le plus rapidement possible. Quoi qu'il en soit, des riverains avaient acheté des places de parking à un prix élevé, sur des délais très longs. Je sais qu'ils ont la possibilité de garer gratuitement à l'extérieur. Mais est-il envisagé un dédommagement par la société ?

M. FONTAINE :

Evidemment les amodiataires et ceux qui ont loué des emplacements pour une période de longue durée sont ou seront indemnisés par la société Eiffage.

M. le Maire :

Nous allons commencer par la délibération relative aux réservoirs Gobert.

M. de LESQUEN :

Est-ce que je peux faire une observation sur l'ordre du jour ? (*murmures*)

M. le Maire :

Allez-y.

M. de LESQUEN :

Je rappelle d'abord que dans le règlement intérieur que vous avez adopté, l'article 15, alinéa 3, dit que, après l'appel, le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation concernant l'ordre du jour. Cela fait une demi-heure que j'ai demandé la parole, et on me la donne seulement maintenant. Vous pouvez pousser des beuglements, mais le respect de la règle, c'est l'essence de la démocratie.

Mme NEGRE :

Venant de l'extrême droite, ces rappels continuels à la règle républicaine sont quand même assez étonnants. Pourriez-vous modérer un peu vos expressions, Monsieur de l'extrême droite ?

M. de LESQUEN :

Madame NEGRE, je méprise vos propos qui sont anti-républicains. C'est nous qui défendons ici la République. Je vais d'ailleurs le montrer... (*exclamations*)

Mme NEGRE :

La République, lorsqu'elle était une dictature, oui !

M. de LESQUEN :

Ces calomnies sont infâmes. Elles vous déshonorent, tant pis pour vous.

Mme NEGRE :

Vous ne tenez jamais de propos raisonnables.

M. de LESQUEN :

Nous défendons la démocratie..

Mme NEGRE :

L'extrême droite qui défend la démocratie !

M. de LESQUEN :

Nous récusons ce terme. Vous êtes peut-être, vous, à la solde de l'extrême gauche, mais nous ne sommes pas à la solde de l'extrême droite.

Mme NEGRE :

Concernant « radical », vous êtes en retard d'un siècle.

M. de LESQUEN :

Après avoir été interrompu par ces insanités, je voudrais faire quelques observations sur l'ordre du jour.

Monsieur le Maire, il vaut mieux se répéter que se contredire. Mais malheureusement, en l'espèce, je préférerais ne pas avoir à me répéter. Le faire signifie que vous n'avez pas fait droit à nos revendications légitimes, énoncées en page 110 du procès-verbal de la dernière séance.

D'abord, pour la circulation, qui est l'un des sujets qui intéressent le plus les Versaillais, il faut un grand débat public, et il faut que les documents soient envoyés au moins 15 jours à l'avance, pour que tous les conseillers municipaux puissent raisonnablement s'y pencher, et consulter les experts ou personnes intéressées. Il faut aussi que ces documents soient diffusés auprès de tous les conseillers intéressés et pas seulement des présidents de groupe. Il faut encore que le document déjà présenté en décembre soit mis en ligne sur le site de la mairie pour que chacun puisse le consulter. Il faut assumer vos responsabilités. Il ne faut pas que ces sujets graves qui intéressent tout le monde, qui sont d'intérêt général, soient traités à huis-clos et en catimini. Nous ne devons pas avoir peur de la démocratie.

En second lieu, je vous rappelle que la loi du 27 février 2002 a modifié le code général des collectivités territoriales et précisé que lorsque les communes diffusent, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'informations générales sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Vous avez fait un règlement intérieur inadéquat. Nous l'avons attaqué et il a été annulé sur ce point. Vous avez fait un nouveau règlement intérieur qui était encore inadéquat et qui a été à nouveau annulé. Par un jugement du 17 novembre 2005, le tribunal administratif a demandé qu'un espace soit réservé à l'opposition sur le site Internet de la ville de Versailles. A l'heure qu'il est, je n'ai toujours pas vu la moindre suite de cette décision, et vous n'avez pas proposé la modification du règlement intérieur qui s'impose. Nous sommes en 2006, la loi est de 2002. Cela fait quatre ans qu'elle s'applique, cela fait quatre ans que vous ne

l'appliquez pas. Nous sommes des démocrates, nous sommes des républicains, (*exclamations*) nous demandons l'application de la loi. Et nous méprisons la calomnie des potes de Pol Pot. (*protestations*)

En troisième lieu, il y a plus grave. Vous aviez prévu des avantages de rémunération supplémentaires réservés aux agents étrangers. Par une décision du 17 novembre – elle est définitive, car vous n'avez pas fait appel – le tribunal administratif a dit : « Considérant que le critère de la nationalité ne présente pas un caractère de nature à justifier la différence de traitement entre les agents bénéficiaires potentiels de la revalorisation indiciaire prévue, que dès lors, M. de LESQUEN est fondé à demander l'annulation de la délibération attaquée en tant qu'elle comporte les mots « en raison de leur nationalité », le tribunal décide : article 1^{er}, la délibération est annulée en tant qu'elle comporte les mots « en raison de leur nationalité ». Nous demandons qu'une délibération prenne acte de cette décision, et qu'à cette occasion, il soit rendu justice aux observations légitimes que nous avons faites lorsque vous avez présenté votre délibération qui créait une discrimination contraire à la loi, contraire à la République. Nous avons démontré ce jour-là que c'était nous qui défendions le principe d'égalité républicaine, et vous qui l'attaquiez.

Enfin, le dernier sujet est important également et délicat. Par un arrêt du 6 décembre 2005, Monsieur le Maire, vous avez été condamné *intuitu personae* par la cour d'appel à publier un droit de réponse. Il ne l'a pas été dans les règles. Mais ce n'est pas le sujet. Vous avez été condamné à payer 1751 euros à l'URV. Or vous avez fait payer la Ville à votre place. J'aimerais savoir quelles sont les dispositions juridiques qui vous permettent de faire payer la Ville à votre place lorsque vous avez une dette personnelle, sachant que la Ville n'était pas partie dans ce procès.

M. le Maire :

La réponse à la dernière question vous l'avez reçue de Mme MASSIAS, notre receveur percepteur. Elle vous a donné les raisons juridiques : j'étais attaqué en tant que maire, et c'était donc à la Ville, avec les assurances que nous avons contractées, à défendre son maire.

M. de LESQUEN :

C'est illégal.

M. le Maire :

Si, c'est la loi.

M. de LESQUEN :

Les juges en décideront.

M. le Maire :

Attaquez donc la loi.

En ce qui concerne la délibération sur les agents non titulaires le tribunal administratif a annulé la délibération en tant qu'elle comporte les mots « en raison de leur nationalité ». Ce passage ayant été annulé par le tribunal, de droit la délibération concernée ne comporte plus ces mots et n'est donc pas irrégulière.

En ce qui concerne le plan de circulation, une première réunion en décembre vous a permis de prendre connaissance du projet. Maintenant, M. FONTAINE présente ce plan quartier par quartier de façon à avoir de premières réactions. Il en sera fait une synthèse qui vous sera de nouveau soumise. In fine, lorsque tout le monde sera à peu près d'accord, le plan de circulation vous sera proposé. Voilà la procédure qui sera suivie.

Mme NEGRE :

Je suis très surprise de la procédure que vous utilisez en ce qui concerne ce plan de circulation. Finalement, le conseil municipal est une chambre d'enregistrement. Nous ne participons pas à grand chose, et j'ai l'impression qu'un fossé se creuse de plus en plus, sans doute à cause de l'extrême droite. Il y a une opposition raisonnable et qui est prête à discuter des projets, mais on ne l'entend plus, on ne l'écoute plus. Nous en avons là un exemple flagrant. Ainsi les conseils de quartier, qui ont été élus avec 2% pour un tiers des membres, les autres étant des personnalités qualifiées, n'ont aucune légitimité pour exercer un quelconque rôle de réflexion. Ils ne représentent rien d'autre qu'eux-mêmes. Nous qui avons été élus par les habitants de Versailles – près de 25% – nous sommes mis de côté. On ne nous entend pas, et nous perdons notre temps. C'est pire d'année en année et la démocratie locale de notre ville est en train de disparaître à cause de l'extrême droite, mais pas seulement.

M. de LESQUEN :

C'est nous qui faisons régner la démocratie. (*exclamations et rires*)

M. DEVYS :

Terroriste.

M. le Maire :

Je vous ai présenté ce plan de circulation Etiez-vous présente ?

Mme NEGRE :

Excusez-moi, mais j'étais hospitalisée.

M. le Maire :

En tout cas, ne dites pas qu'il n'y a pas de concertation. Il est normal que les conseils de quartier donnent leur avis. Ensuite, je reviendrai devant vous.

Mme NEGRE :

Tout sera ficelé.

M. le Maire :

Pas du tout. Ce ne sera pas une délibération, mais une nouvelle information, avant délibération définitive le moment venu.

M. BARBE :

On en a un peu assez que, après quatre ans de fonctionnement des conseils des quartiers, leurs membres, qui sont environ quatre cents, soient encore méprisés par les oppositions. Rappelons que les deux-tiers sont élus, un tiers par les habitants, un tiers par les associations, et un tiers seulement désignés par le maire. Madame NEGRE, j'ai d'autant plus de mal à comprendre votre attitude que, comme vous, les membres des conseils de quartier sont des bénévoles qui font leur travail dans l'intérêt général. Ils le font avec conscience à Notre Dame comme ailleurs, et on devrait les saluer. (*applaudissements*)

Mme NICOLAS :

Je ne suis pas totalement d'accord. Je pense que les élus municipaux que nous sommes devraient être invités dans les conseils de quartier, de façon exceptionnelle peut-être, mais sur des problèmes comme celui dont nous parlons, nous sommes aussi concernés. Pourquoi sommes-nous exclus des conseils de quartier ? Des habitants sont plus au courant de ce qui se passe que nous ne le sommes.

M. FONTAINE :

Il y a une ambiguïté sur la nature du document qui vous a été présenté le 3 décembre. En fait il s'agit des résultats d'une étude de plan de circulation réalisée par un bureau d'études. Rien n'est arrêté. M. le Maire vient de vous dire comment, après le conseil municipal, nous comptons informer les conseils de quartier. Mais aujourd'hui, on ne peut pas dire que c'est le nouveau plan de circulation de Versailles. Nous en sommes encore loin.

M. de LESQUEN :

Vous ne voulez pas qu'on en parle parce que l'étude dit que la circulation est mauvaise.

Mme NICOLAS :

Dans notre rôle d'élus municipaux, nous devrions être au courant de ce qui se passe. Nous le sommes par les délibérations, mais dans nos quartiers nous avons le droit aussi d'être informés.

M. le Maire :

Il y a eu, de façon prioritaire, une première réunion d'information pour l'ensemble du conseil municipal. Il est normal qu'ensuite les conseils de quartier aient leur mot à dire, et le dossier reviendra ensuite devant vous. Mais tout ce qui est présenté aux conseils de quartier vous l'a déjà été à l'occasion de la réunion d'information. Vous le reverrez avec l'appréciation de chaque conseil de quartier sur la partie le concernant.

M. BERNOT :

Je le dis calmement, je partage en grande partie ce qu'ont dit mes collègues sur l'absence de représentativité des conseils de quartier. Certes un tiers des membres a été élu par les habitants, mais avec un taux de participation extrêmement faible. En tout cas, pour apaiser les querelles, si vraiment on voulait travailler de façon constructive, il me paraîtrait normal que les conseillers municipaux soient invités systématiquement à toutes les réunions de conseil de leur quartier. Alors nous serions convenablement informés. Actuellement, nous sommes censés recevoir les comptes rendus de ces conseils, mais nous les recevons avec énormément de retard, quand nous les recevons. Des présidents de conseil de quartier font des efforts pour nous informer, mais ce n'est pas le cas pour tous. Par ailleurs, les questions de fond, comme les déplacements, ou le développement économique sont des sujets qui nécessiteraient un débat, auquel la démocratie locale aurait tout à gagner. Tout cela est verrouillé des deux côtés, notamment en ce qui concerne le sujet que je viens d'évoquer à la communauté de communes, où nous ne sommes pas représentés. C'est regrettable. D'ailleurs nous ne recevons pas non plus de comptes rendus pour la communauté de communes. Il y a là un déficit de démocratie.

Mme COULLOCH-KATZ :

Nous avons eu cette même discussion un grand nombre de fois. Nous nous plaignons de ne pas être dans les conseils de quartier. On sait aussi que les élections des conseils de quartier se sont passées tellement rapidement que les élus ne sont pas représentatifs. Nous savons pourquoi on ne nous souhaite pas dans les conseils de quartier : pour les raisons qu'a dites Mme NEGRE tout à l'heure. Vous ne voulez pas être ennuyés par une certaine opposition. Moyennant quoi, vous verrouillez tout et nous en subissons les conséquences. On peut comprendre, mais ce n'est pas normal. Il y a certains conseils de quartier comme celui de Jussieu où tout le monde est accueilli et je pense que si nous, conseillers municipaux, nous y allions, nous le serions aussi. Je ne vois pas pourquoi ce n'est pas possible ailleurs. Vous avez tort de verrouiller de cette manière. Le comportement de certains conduit à décourager l'opposition. Les gens se rendent compte que se comporter comme le font certains n'est pas démocratique. La démocratie, vue par l'URV...

M. de LESQUEN :

Cela suffit !

Mme COULLOCH-KATZ :

... c'est à mourir de rire.

M. de LESQUEN :

Ca suffit, la fausse opposition et ce jeu de rôle. Elle a l'oreille du maire. Susucre !
(*exclamations*)

Mme COULLOCH-KATZ :

L'intervention de M. de LESQUEN illustre tout à fait ce qu'est la démocratie selon l'URV. Donc laissez-le s'exprimer, au contraire ! Il se tire une balle dans le pied à chaque fois qu'il parle. Allons-y ! Vous avez vu l'article du *Nouvel observateur* ? C'était parfait ! Laissons-le s'exprimer dans les conseils de quartier (*Non ! sur plusieurs bancs*)

Mme NEGRE :

Il se produit parfois dans la ville des incidents, graves ou moins graves. Paradoxalement, nous ne l'apprenons nous, conseillers municipaux d'opposition, que par la presse ou des connaissances. Comme il n'y a pas de réunion des conseillers non inscrits comme dans certaines villes, nous pourrions être informés des difficultés par courrier électronique. Cette semaine, il y a eu des manifestations, on n'est pas au courant...

M. de LESQUEN :

Ne faites pas semblant d'exister, madame NEGRE !

Mme NEGRE :

Il y a des événements qui se produisent, un assassinat par exemple, et je regrette de l'apprendre en lisant les *Nouvelles de Versailles*. Il y a assez d'agents de la ville, et au service de communication pour nous informer, par courtoisie républicaine, de ce qui se passe. Je vous en remercie.

M. le Maire :

Je ne suis pas là pour faire le travail du commissariat de police ou du préfet. Comme vous, j'apprends par le *Parisien Libéré* du lendemain qu'il s'est passé telle ou telle chose dans cette ville. Nous ne sommes pas systématiquement informés de tout, et je ne suis pas là pour relayer des informations que de toute façon je n'ai pas. Je ne peux pas tout faire.

En ce qui concerne les conseils de quartier, je verrai avec M. FONTAINE comment essayer d'améliorer la communication de l'information et l'association des conseillers municipaux aux réunions de ces conseils. Mais j'observe, puisque c'est du plan de circulation que nous parlions initialement, que le plan qui a été présenté dans chaque quartier, vous en avez eu la primeur.

En ce qui concerne le compte rendu du conseil de la communauté, il vous est systématiquement envoyé par mail si vous en avez un (*mouvements*). On me dit que c'est systématique. Je demande au directeur général de la communauté de communes, qui est notre directeur général, de vérifier cela.

Nous allons maintenant commencer l'examen de l'ordre du jour par la délibération relative à l'aménagement des étangs Gobert. Toute l'équipe dont le projet a été choisi est présente et va vous en expliquer l'économie.

2006.03.67

Maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ouvrages relatifs à l'aménagement paysager des espaces publics liés au franchissement des réservoirs Gobert-Désignation du maître d'oeuvre

M. BONNET :

Nous vous remercions de nous accueillir pour présenter le projet d'aménagement des réservoirs Gobert, dont nous sommes les maîtres d'œuvre. Nous avons bien conscience de son importance et de son rôle symbolique pour Versailles ; c'est pour nous un projet majeur, auquel nous consacrons toute notre énergie, et pour cette raison toute l'équipe pluridisciplinaire est présente ce soir : les deux architectes paysagistes et urbanistes, Marc... et moi-même qui sommes les associés fondateurs de l'agence Obras. Nous avons travaillé à l'étranger et dans toute la France, en particulier sur la reconquête de sites abandonnés, en Espagne par exemple. Nous sommes en train d'aménager le port du Havre également. Notre spécialisation porte sur les sites où le patrimoine est en jeu ainsi que la nature. Notre concepteur lumière a mis en lumière la cathédrale Notre Dame et le jardin de l'Atlantique à Paris ; il travaille dans le monde entier avec son bureau d'études. Un de nos membres est économiste, l'un est ingénieur hydraulicien, deux autres ingénieurs d'un grand bureau d'études en infrastructures.

Le problème qui se posait à nous était le suivant : l'avenue de Sceaux est la seule du trident qui ne débouche pas, elle se termine sur l'ancien abreuvoir qui est un jardin public. Les réservoirs Gobert se composent de l'étang long, envahi par une végétation spontanée, et l'étang carré qui est toujours en eau. Plus loin près de la gare, le projet de la ZAC va offrir différents équipements. La Ville avait une double demande : d'une part assurer la continuité de l'avenue de Sceaux, à ciel ouvert, avec l'accord du ministère de la Culture, donc à travers les bassins pour qu'il y ait un lien fonctionnel et urbain entre le quartier des Chantiers, la gare, l'avenue de Sceaux, Saint Louis et le château ; d'autre part d'organiser autour de ce lieu un jardin accessible. La difficulté de la tâche s'est transformée quand nous avons découvert que dans les réservoirs abandonnés, une nature extraordinaire s'est développée : on se trouve en pleine campagne, comme sur le plateau de Saclay, juste à côté de l'une des gares les plus importantes d'Ile-de-France. Dans une ville comme Versailles, mondialement connue pour l'art des jardins, cette présence de la nature nous a semblé la base à partir de laquelle offrir un environnement renouvelé aux habitants et aux visiteurs, en créant un jardin naturel. L'idée essentielle du projet est donc de réconcilier cet ancrage dans la géographie locale et l'héritage historique de l'architecture en pierre. Le passage à travers les bassins est d'ailleurs en pierre, et le jardin naturel de l'étang carré est préservé intégralement. Le chantier aura un impact minimal et l'architecture des bassins sera préservée.

A côté de la maîtrise d'œuvre, nous assurons une série d'opérations de coordination qui vont s'étaler dans le temps, comme l'aménagement de la place des Francine, plus tard celui de l'avenue de Sceaux qui deviendra une grande esplanade conduisant au Château, et la ZAC, avec une nouvelle place dans la ville.

Pour faire un jardin et un passage en assurant l'interface avec d'autres opérations, nous avons travaillé sur trois registres. D'abord, la nature, avec l'idée d'un socle naturel, qui nous renvoie à la géographie locale, de l'étang de Saclay. Ensuite la tradition de la pierre qui réconcilie l'histoire et la ville contemporaine. Enfin, une coordination se fera avec la dalle artificielle de la gare.

Le quartier des Chantiers, autour de la gare, devient un nouveau centre dans une ville qui en a plusieurs. Le jardin qui l'accompagne va devenir accessible et permettre le lien entre les quartiers. C'est aussi une nouvelle façon d'accéder au château depuis la gare.

L'abreuvoir des Francine sera remis en eau. Nous n'intervenons pas sur la place, qui est un carrefour. Mais nous avons proposé à la Ville que le carrefour se transforme en place, avec priorité aux piétons. Le bus aura un passage en site propre vers la gare routière et la piste cyclable venant de la ZAC sera intégrée au réseau existant. Il y aura une continuité complète des trottoirs. Il y a une voie montante et une voie descendante, traitées dans l'esprit de l'architecture en pierre qui contient la végétation. La nuit, la mise en lumière utilisera les reflets sur l'eau. Le deuxième élément de continuité est le jardin en promenade haute. Place Poincaré, on est déjà dans le jardin, puis le belvédère est conservé et les rampes des pentes sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. Le jardin d'enfants se diffuse dans

l'ensemble de l'aménagement. Ce lieu, comme la plupart des squares, sera fermé la nuit. Les jeux seront associés à la reconnaissance de la végétation.

Enfin, on aura une visibilité directe sur les bassins Le fond du bassin, en végétation naturelle, sera accessible grâce à des sentiers. La mémoire de l'eau est restituée. Dans ce lieu, on pourra faire un voyage vers la campagne. Les rampes resteront toujours accessibles, alors que d'autres lieux pourront être fermés – cela sera à voir avec les services de la Ville.

Enfin, ce lieu de proximité pour les habitants sera aussi un lieu monumental, qui participe à une scénographie urbaine. Reprenant l'idée du bosquet, nous aurons une scène fabriquée avec le végétal. Selon les événements, il sera possible d'aménager différents dispositifs, plus ou moins contemporains. L'héritage de la nature sauvage deviendra alors une référence culturelle, avec une ambiance différente d'une place urbaine minérale ou du parc du château. (*applaudissements*)

M. le Maire :

Je vous remercie pour cette très belle présentation.

M. VOITELLIER :

C'est l'un des grands projets de ce mandat qui nous est présenté aujourd'hui, après plusieurs autres comme la piscine Montbauron, la crèche. Celui-ci concerne le quartier des Chantiers, en plein centre de Versailles, et nous n'avons pas le droit à l'erreur. Je tiens d'abord à souligner la qualité du travail accompli depuis un an par le jury que vous avez mis en place. J'ai eu la chance d'y participer et il était très intéressant d'avoir des débats entre les élus, les fonctionnaires et les personnes qualifiées qui y participaient. Au départ, il y avait une trentaine de projets. Le projet présenté ce soir était un de ceux qui m'avaient frappé à l'époque car il était assez enthousiasmant, et cette équipe avait fait le projet d'Alicante, et Notre Dame de Paris. Les projets étaient alors anonymes, et progressivement, nous avons découvert ce groupe de professionnels. En cours d'année, nous avons eu quelques inquiétudes en raison des contraintes importantes qui pèsent sur le site. Finalement, après des hésitations au cours des derniers mois, je crois que c'est le bon choix que nous faisons ce soir. D'abord, le projet présenté respecte complètement la philosophie de Versailles. Ensuite, c'est un projet souple et qui est fait pour tous.

Il respecte la philosophie de Versailles, par rapport à d'autres, en ce qu'il met en relation étroite la nature, tout ce qui est espaces verts, l'eau et tout ce qui est la pierre, en prenant en compte ce qui existe au château, avec le concept du bosquet, d'ambiances différentes dans les divers endroits, et le concept de pierre avec l'Orangerie, ce qui me paraît tout à fait bien vu pour franchir cet obstacle qu'est la colline de Sceaux. On y retrouve aussi la grandeur de Versailles, avec une promenade qui permettra de faire le tour des étangs et on aura la vue sur le château depuis la chambre des vannes ; c'est l'un des projets qui la met le plus en valeur.

Il s'agit aussi d'un projet souple et parfaitement aménageable qui, à ce titre, s'inscrit parfaitement dans le concept de développement durable. Nous ne sommes pas liés pour l'avenir : on engage Versailles pour les prochains siècles mais en conservant une marge de manœuvre qui permettra un aménagement au jour le jour en fonction de ce qu'on veut faire : aménagement pour l'eau, pour des spectacles, pour des promenades, et c'est vraiment un projet pour tous puisqu'il fera coexister les piétons qui iront à la gare ou qui voudront se promener, les transports en commun nécessaires et les voies de bus. Parmi les projets qui nous ont été présentés, c'est, je crois, le meilleur.

M. DEFRANCE :

Il y avait des anciens lavoirs à cet endroit. Si l'on en retrouve des vestiges, seront-ils inclus dans votre projet ou simplement supprimés ? J'aimerais qu'on conserve cet élément important de la vie de la Ville.

En second lieu, j'ai été choqué quand on a parlé de squares fermés. Les gens du quartier ne peuvent pas s'approprier les squares fermés (*murmures*). Fermés la nuit, oui. Mais ce n'est pas pour éviter les mauvaises rencontres, car ce genre de personnes sautent par-dessus les barrières fermées. Je suis contre le fait de fermer des espaces de vie.

D'autre part, j'ai l'impression que dans ce projet, on a oublié complètement le sport. D'autres projets proposaient des espaces de vie collective, de grands espaces où l'on pouvait jouer au ballon. Je n'ai pas l'impression que, dans ce projet, il y ait un endroit où tous les jeunes de 12 à 17 ans auront envie de prendre un ballon et de jouer au football ensemble. Cela me gêne. Une partie de cet espace qui aurait dû être un espace que les gens du quartier s'approprient va être fermé et le sport collectif a été un peu oublié.

M. le Maire :

Pour ce qui est des vestiges, des sondages ont été faits et nous avons des plans de l'époque où il y avait l'abreuvoir et les lavoirs, et si on les retrouve, ils seront, tant que faire se peut, protégés.

En ce qui concerne la fermeture, il faudra en discuter. Le débat est ouvert.

Pour le sport, je rappelle que, dans le cadre de la ZAC, il va y avoir un gymnase, qui n'existait pas jusqu'à présent, et j'ai demandé à M. JAMOIS de demander au service des sports de me présenter un programme et un projet. En effet l'aire de sports actuelle n'est pas aux normes. Quelles normes faut-il respecter pour que certaines disciplines – et lesquelles ? – puissent y être exercées ? D'autre part, peut-être parce qu'il n'est pas aux normes, on me dit que le terrain, actuellement, serait assez peu fréquenté par les élèves des collèges. En revanche, le foyer de jeunes travailleurs l'utilise plus. J'ai besoin d'un petit rapport à ce sujet, afin de négocier avec la Sevesc la surface nécessaire, non pas pour reconstituer à l'identique ce qui n'était pas aux normes, mais pour retrouver un espace aux normes et en fonction des disciplines que les collèges et le foyer des jeunes travailleurs souhaitent pouvoir y exercer.

Mme NEGRE :

Je suis assez contre certains éléments de la partie construite du projet de ZAC. Mais j'applaudis à ce projet magnifique, pour ce que l'esquisse nous en montre, car je ne faisais pas partie du jury. Il réconcilie bien le passé de notre ville et une nature sauvage et spontanée. Avoir un espace de nature libre dans une ville est merveilleux, plutôt que d'avoir des jardins minéraux. Je partage le souci de M. DEFRANCE sur l'absence d'un grand espace de jeux à accès libre. Vous nous rassurez avec les aménagements que vous venez d'exposer. Il est très bien de pouvoir se réunir et de taper dans un ballon sans avoir à demander l'autorisation à personne. Bravo.

M. le Maire :

Madame MASSE, vous qui participiez au jury, vous n'avez rien à dire ?

Mme MASSE :

Si, si vous voulez. Je suis très heureuse car c'était le plus joli projet et le plus poétique. Il m'a beaucoup plu.

M. de LESQUEN :

Je joins ma voix à celle de Martine MASSE et de nos collègues pour féliciter le cabinet d'architectes Obras et ses collaborateurs pour ce très beau projet. C'est un projet poétique, qui fait rêver, et qui est conforme aux vœux que nous formions pour ce réaménagement des étangs Gobert et leur réappropriation par les Versaillais, à l'occasion de la création de cette ZAC, qui n'a que trop tardé, et pour laquelle, malheureusement, beaucoup de préoccupations restent à régler.

Mais nous sommes à un conseil municipal et nous ne pouvons nous en tenir à la simple poésie. Martine MASSE a aussi dit, lors d'une séance précédente, que le jury s'est déterminé sans référence aucune à des considérations financières et au coût du projet. Le procès-verbal des commissions donne désormais le coût. Il y a une différence importante entre les coûts des différents projets. Les plus beaux sont les plus chers, ce qui ne nous surprend pas. Pour permettre un choix complètement responsable, il faudrait savoir si la différence de qualité justifie la différence de prix, mais nous n'avons pas les éléments pour nous prononcer la-dessus. Nous faisons totalement confiance à la commission d'appel d'offres, et pour ma part, je fais totalement confiance à Martine MASSE (*rires et applaudissements*). Pour une fois,

vos interruptions ne sont pas méchantes. Je fais donc entièrement confiance à Martine MASSE, mais le dossier qui a été présenté au conseil municipal ne permet pas aux conseillers qui n'étaient pas dans la commission d'appel d'offres de faire la comparaison entre le projet qui a été retenu, ce très beau projet, et ceux qui ont été refusés, qui étaient peut-être aussi bien, même si, sans doute, ils l'étaient moins.

Ensuite, et ce n'est pas une critique pour le cabinet d'architectes qui n'y est pour rien, il y a sur ce projet une grande interrogation. Le cabinet d'architectes a travaillé dans le cadre des règles qui lui étaient fixées. Le projet a une grande incidence sur la circulation. Les questions de circulation n'ont pas du tout été prises en compte. Martine MASSE m'a dit que sans doute vous aviez prévu de réserver deux voies routières, l'une dans un sens, la seconde dans l'autre, aux bus, et vous voudriez les interdire aux automobiles, ce qui me paraît mauvais.

De toute façon, il n'est pas certain que le parti qui a été pris, qui ne favorise pas la circulation automobile et l'accès à la gare des Chantiers ni, a fortiori, au delà en passant par dessus les voies ferrées, soit le bon. Nous ne sommes pas du tout convaincus que cette liaison directe de l'avenue de Sceaux à la gare des Chantiers soit suffisante. Nous craignons que ce choix fait non par l'architecte, mais par vous, pour la ZAC et pour l'aménagement des étangs Gobert ne consiste une nouvelle fois à sacrifier les intérêts légitimes des automobilistes par idéologie. Il faut rechercher un équilibre entre les préoccupations des piétons, des automobilistes et des usagers des transports en commun, d'autant que chacun de nous est, selon le moment, dans l'une de ces catégories. Vous refusez l'équilibre par idéologie, c'est pourquoi nous nous abstiendrons.

M. BONNET :

Votre question montre que je n'ai sans doute pas été suffisamment clair, et je vous prie de m'excuser de cette confusion. Il y a deux voies montantes et deux descendantes, et dans chaque cas une voie réservée pour les bus et une pour les véhicules automobiles. C'est une voie publique ouverte à la circulation.

M. de LESQUEN :

C'est un problème d'exploitation plutôt qu'un parti architectural.

M. BONNET :

Cela faisait en fait partie de la demande. Ce qui a motivé la partie « passage » du projet, c'est que les véhicules puissent passer.

M. MEZZADRI :

Le cabinet d'architectes avait deux contraintes. La première était la contrainte forte exprimée par le ministère de la Culture sur le respect du lieu et de l'histoire. Ce projet est celui qui respecte le plus la tradition. Au jury participaient des représentants du ministère de la Culture et des Bâtiments de France et ce projet avait depuis le début leur faveur. Il y avait une deuxième contrainte, venant de toutes les études faites précédemment, notamment sur la circulation et les choix d'entrée et de sortie de la ZAC et la possibilité d'avoir des trémies de parking, qui privilégiait l'arrivée de transports en commun en site propre à la gare. Dans les esquisses que font les bureaux d'architecte sur la ZAC, la place sera disponible pour des manifestations ou des marchés et, dans ce cas, les bus pourront ne pas la traverser mais faire le tour complet des îlots B et C de la ZAC pour arriver directement au pôle d'échanges. Les réflexions actuelles de l'architecte de Nexity conduisent à ce que les deux côtés de la place soient ouverts pour l'animation et le commerce. En fond de place, des écrans grâce au mobilier urbain permettront, tout en faisant passer les bus, de protéger cette place et son aspect. Tout cela figurait dans le cahier des charges.

M. DEFRANCE :

Pour la circulation, il faut être clair. Ce sont deux voies d'accès à la gare, qu'on emprunte pour aller déposer les voyageurs et ressortir de la ZAC, mais pas pour se rendre de la place des Francine à la rue des Chantiers. Il s'agit d'une voie de desserte de la gare du centre commercial et des bureaux, pas une voie traversière pour accéder plus vite à la rue des Chantiers.

M. MEZZADRI :

On a voulu éviter que cette ZAC, qui est un cœur de quartier, ne devienne une voie de passage. C'est pourquoi le passage est réservé aux transports en commun et au bus qui arriveront devant le pôle multimodal. Certains repartiront vers l'avenue de Sceaux, d'autres pourront descendre en passant sous la dalle vers la rue de l'abbé Rousseau, la rue des Chantiers ou la rue Vergennes. Les automobilistes qui viendront à la gare pour déposer ou chercher quelqu'un viendront au parking. La disposition des trémies a permis de conserver le plus possible le caractère convivial de la place. Ce sera une voie des départs, mais non une zone de passage qui perturberait le côté agréable, convivial, commercial et de loisirs que nous voulons pour ce nouveau cœur de quartier.

M. de LESQUEN :

C'est justement cela que nous avons contesté. Nous contestons le fait que ce soit un cul-de-sac et qu'on n'ait pas prévu un accès aussi rapide que possible à la RN 286 et à l'A 86.

Mme COULLOCH-KATZ :

Avec la réserve qu'a faite M. DEFRANCE à propos des terrains de sport, nous voterons cette délibération.

M. de MAZIERES :

La démonstration qui nous a été faite est très brillante. Il faut en effet avoir à l'esprit les contraintes énormes qui pesaient sur ce projet. Nous en avons très souvent discuté au jury. Le ministère de la Culture avait une vue très précise des choses et voulait un prolongement. D'autres projets, également intéressants, prévoyaient une trémie en contradiction totale avec les prescriptions du ministère de la Culture. A la fin, il nous a fallu décider entre deux projets. Celui-ci était très séduisant visuellement, mais un autre était peut-être encore plus approprié a priori aux besoins de la vie des Versaillais. Or à y voir de près, il y avait une différence énorme de qualité entre l'étude faite par Obras et l'autre dossier. Il y a eu un vrai travail de fond remarquable pour trois raisons. D'abord, il a une vraie portée historique. Monsieur le maire, vous avez voulu qu'il s'agisse d'un projet majeur, et c'est le cas. Sur les dernières années, s'il n'y en a pas de plus importants en dehors de Satory. Il y a là une vision historique de Versailles. C'est un prolongement et il répond à la contrainte du moment qui est celle du développement durable. Ce mot un peu galvaudé veut dire que, dans un urbanisme très développé, il faut prendre en compte le vivre ensemble, et le vivre ensemble avec la nature. Sur ce point, il y a vraiment une pensée. Une autre contrainte, qui est moins apparue ce soir que dans une autre présentation à la municipalité, est que c'est un espace petit. En fait, en cumulant les trois aires de spectacles ou de jeux, l'espace est plus petit que la cour carrée devant le château. Il faut vraiment beaucoup d'intelligence pour en valoriser au mieux le potentiel, et c'est tout l'intérêt de la proposition.

Quand on fait ce type de projet, il faut travailler dans l'histoire. Et il s'inscrit tout à fait dans le XXI^{ème} siècle, tout en étant relié au passé de notre ville. Faire cette liaison entre le passé et le présent est bien la mission d'une municipalité.

M. le Maire :

Voici la délibération sur laquelle je vous demande de vous prononcer ; par délibération en date du 25, en créant un jardin naturel novembre 2004, le conseil municipal a approuvé le programme des travaux de réalisation d'ouvrages d'infrastructures liés au franchissement et à l'aménagement paysager des étangs Gobert et a décidé d'engager une consultation de maîtrise d'œuvre.

Le 7 février 2005, le jury a retenu, parmi 26 candidatures reçues, 5 équipes pour participer au concours d'architecture :

- Groupe d'ARCHITECTURE ELLIPSE – JOSSE – MARTINEAU, AGENCE LAVERNE, SOGREAH CONSULTANTS, GRANDEUR NATURE – 06 impasse Charles Petit – 75011 PARIS
- OBRAS Sarl d'Architecture, BETURE INFRASTRUCTURE, AEI Economie de la Construction, LIGHT – CIBLES, BCEOM – 42 rue d'Avron – 75020 PARIS

- AREP, CONFLUENCES, Michel DESVIGNES- 163 bis avenue de Clichy – Impasse Chalabre – 75017 PARIS
- ARNAULD YVER, H.Y.L, COSIL Sarl, SET ENVIRONNEMENT, OMNIUM GENERAL D'INGENIERIE – 90 rue du Chemin Vert – 75011 PARIS
- Agence MICHELIN, AGENCE TERRITOIRES, Bureau Michel FORGUE, C.F.I., BONNARD et GARDEL, LES ECLAIRAGISTES ASSOCIES – 09 cour des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Les 5 équipes retenues ont disposé de 12 semaines de travail pour remettre anonymement leurs esquisses, documents et notes de calculs.

Le 20 juin 2005, le jury s'est à nouveau réuni pour examiner les différents projets. Après 4 heures de présentation et de délibération, le jury a retenu comme lauréats ex aequo, après levée de l'anonymat, le projet des deux équipes suivantes :

1/ ARNAULD YVER, architecte mandataire, composé des bureaux d'études ou cabinets suivants :

- H.Y.L
- COSIL Sarl
- SET ENVIRONNEMENT
- OMNIUM GENERAL D'INGENIERIE

2/ OBRAS Sarl d'Architecture, architecte mandataire, composé des bureaux d'études ou cabinets suivants :

- BETURE INFRASTRUCTURE
- AEI Economie de la Construction
- LIGHT – CIBLES
- BCEOM

Le jury a particulièrement apprécié sur ces projets le fait qu'ils soient les plus adéquats face aux enjeux urbains historiques du quartier. Cependant, le jury a souhaité procéder à un dialogue des deux offres retenues et a rencontré les deux groupements lors d'un jury du 30 juin 2005

En application de l'article 70 du code des marchés publics, le Maire a engagé des négociations avec les deux groupements. Les différents points abordés sont examinés dans l'annexe « rapport de M. le Maire suite aux négociations ». Il ressort de celle-ci que le projet du groupement OBRAS présente des avantages conformes aux intérêts de la Ville. Il s'agit d'un projet évolutif dans le temps et dans l'espace, respectant au plus près la mémoire des réservoirs et le paysage, par la mise en valeur des anciens bassins, de l'eau et de l'aspect naturel du site. La très grande adaptabilité du projet a permis de mettre en évidence la possibilité de faire acquérir au site une forte ouverture à l'animation culturelle, à l'événementiel et à l'accès à un public le plus large possible, d'espaces naturels exceptionnels fortement mis en valeur.

Ce projet apporte des réponses conformes aux demandes de la Ville telles qu'elles ont été formulées dans le cahier des charges.

1. Adéquation du projet face aux enjeux urbains et historiques.

Le projet propose une insertion urbaine dans l'axe de l'avenue de Sceaux appartenant au tracé fondateur de la ville historique.

Il assure la relation urbaine entre les différents quartiers et leur mise en valeur.

Il contient une mise en scène paysagère et l'application de l'art des jardins pour repenser la liaison entre le monde classique et le monde contemporain, pour créer un passage harmonieux entre le monde du 18^{ème} siècle et celui du 21^{ème} siècle.

Il assure une qualité fonctionnelle et spatiale des espaces de liaison entre la gare et l'échappée de l'avenue de Sceaux.

Il respecte l'identité du site des réservoirs et l'interprétation de la mémoire liée à l'eau et aux grands ouvrages hydrauliques du château.

Il ne porte pas atteinte au caractère unitaire de la ZAC des Chantiers. Il fait partie intégrante du schéma directeur paysager et assure la coordination entre les différentes séquences des paysages urbains.

2. Traduction architecturale et paysagère des espaces mis à disposition du public.

L'évolution du projet et son adaptation ont permis d'apporter les précisions et garanties nécessaires pour assurer l'accessibilité des différentes promenades, les liaisons, la fonctionnalité et la transparence.

L'appropriation des espaces par le public est très large grâce à une accessibilité au jardin naturel et à la possibilité d'une forte animation culturelle des lieux. Ce projet répond à la volonté d'ouvrir ces espaces non seulement à l'échelle des quartiers mais également à celle de la Ville, afin de l'offrir au plus grand nombre et à toutes les catégories d'usagers.

La sécurisation du site est assurée par des secteurs qui peuvent être isolés et fermés.

Qualité et cohérence des traitements de surfaces des végétaux font partie intégrante du projet, dont la mise en valeur sera accentuée par une mise en lumière.

3. Respect du programme fonctionnel et prise en compte des principes d'organisation de l'espace.

Les dispositions du cahier des charges sont respectées tant dans l'aménagement des réservoirs Gobert que dans la coordination avec les autres espaces du site des Chantiers. Notamment le groupement a manifesté une très bonne compréhension de la mission de conseil et de coordination avec les autres maîtres d'œuvre en vue d'assurer la mise au point du schéma d'aménagement urbain et paysager.

Des réponses ont été apportées aux questionnements sur la gestion et l'entretien des différents espaces.

Le montant provisoire de la rémunération du maître d'œuvre a été fixé comme suit :

- pour la conception des aménagements urbains et paysager (secteur A du cahier des charges) : 605 048 € H.T. (723 632,40 € T.T.C.) pour une enveloppe prévisionnelle de travaux évaluée à 6 332 125 € H.T ;
- pour le schéma d'aménagement urbain et paysager (secteur A et B) : 78 100 € HT (93 407,00 € TTC) ;
- pour la mission de conseil et de coordination avec les autres maîtres d'œuvre : 1.900 € HT par demi-journée (2.272,40 € TTC).

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide de retenir le projet de l'équipe de maîtrise d'œuvre OBRAS Sarl d'Architecture, BETURE INFRASTRUCTURE, AEI Economie de la Construction, LIGHT-CIBLES, BCEOM pour la réalisation d'ouvrages relatifs à l'aménagement paysager des espaces publics liés au franchissement des réservoirs Gobert ;*
- 2) *donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer le marché à intervenir et tout document s'y rapportant ;*
- 3) *dit que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la Ville*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec six abstentions (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles)

M. le Maire :

Je remercie encore toute l'équipe du cabinet Obras, (*les membres du cabinet d'architecte quittent la salle du conseil sous les applaudissements*)

M. BANCAL :

Les membres de l'URV se sont abstenus, mais ils ont applaudi tout de même.

M. de LESQUEN :

Nous avons applaudi le travail des architectes, qui n'est pas en cause. C'est eux que nous félicitons. Mais les choix opérés par cette municipalité ne sont pas les nôtres.

2006.03.63**Vote des taux 2006 de la taxe d'habitation, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et de la taxe professionnelle.****M. DEVYS :**

Je vais vous présenter la fiscalité pour l'exercice 2006. S'agissant des bases, je rappelle qu'elles sont déterminées par l'administration fiscale qui nous les transmet. Chaque assemblée délibérante vote un taux, ce que nous allons faire ce soir. En multipliant les bases par les taux, on obtient le produit fiscal qui va financer le budget de la collectivité.

Les bases des quatre taxes varient en fonction d'un certain nombre de facteurs. D'abord, le législateur majore les bases chaque année en loi de finances et il peut aussi voter des exonérations pour différents catégories. Les collectivités locales peuvent fixer les taux d'abattement de la taxe d'habitation et voter aussi des exonérations diverses. Autre facteur, la situation familiale, la composition et l'activité professionnelle des ménages peuvent varier. Enfin, les constructions ou aménagements nouveaux et les démolitions font évoluer les bases.

Comparons les bases 2005, qui sont les bases définitives qui nous ont été communiquées, avec les bases 2006, qui nous ont été notifiées mais peuvent évoluer d'ici la fin de l'année. Pour la taxe d'habitation, ces bases passent de 175 à 179 millions, soit + 2,42 % ; pour la taxe sur le foncier bâti, elles passent de 139 à 143 millions soit + 2,34% ; pour le foncier non bâti, les variations ne sont pas significatives car elles portent sur des montants très faibles et le seul fait qu'un grand terrain change de catégorie aboutit à une très forte variation ; pour la taxe professionnelle, elles passent de 83 à 85 millions, soit + 2,80 %. Le total des bases des quatre taxes passe de 397 à 407 millions, soit + 2,46%. Les chiffres en millions sont arrondis, mais les pourcentages sont exacts.

En tenant compte de l'augmentation de 1,8 % votée par le Parlement, l'augmentation physique des bases est de 0,62 % pour la taxe d'habitation et de 0,54% pour la taxe sur le foncier bâti, au titre de l'imposition de nouveaux locaux et d'aménagements divers. Les ajustements sont faits par une commission municipale des impôts directs qui est indépendante. Pour la taxe professionnelle, l'augmentation est de 2,80 %. Si l'on considère l'évolution de la variation physique de la taxe d'habitation depuis 1999, l'année se situe bien dans la moyenne qui est de 0,73%.

Voyons maintenant les compensations que nous verse l'État. Pour la taxe d'habitation, elles passent de 436 000 à 427 000 euros, soit une baisse de 2,10 % liée au fait qu'une certain nombre d'exonérations nouvelles diminuent la collecte de taxe d'habitation. Pour la taxe foncière bâtie, les compensations augmentent de 24,93 %. Pour la taxe professionnelle, elles diminuent de 7,07 %. Vous vous souvenez qu'il y a eu d'abord des abattements sur les immobilisations puis une diminution progressive de la base salaires, que l'État a compensée jusqu'au moment où il a intégré cela ailleurs. Le total des compensations passe de 1,561 million à 1,490 million, soit une diminution de 4,5 %. Ces compensations avaient atteint jusqu'à 6,6 millions il y a quelques années mais, sur ce montant, il y avait 4,5 millions au titre de la compensation pour la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle qui a été intégrée à partir de 2004 dans la Dotation globale de fonctionnement.

Venons-en aux taux. Aux termes de la loi du 10 janvier 1980, à partir de 1981, les communes votent directement les taux des quatre taxes dans un cadre juridique fixé par la loi dans le respect du plafonnement des taux et des liens entre variations des taux. Pour le budget 2006, nous avons voté un produit fiscal à collecter de 47 436 000 euros. En multipliant les bases par les taux qui permettent d'arriver à ce montant, nous devons augmenter les taux de taxe d'habitation, de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie de 1,2 % et de taxe professionnelle, en utilisant la déliaison des taux, de 1,8%. L'application de ces taux aux bases notifiées nous donne un produit de 47 487 000 euros. Les 50 000 euros de plus que nous collectons sur les contribuables vont compenser les 50 000 euros de compensations que l'État ne nous verse pas.

En tenant compte des coefficients d'augmentation que je viens d'indiquer, le taux de la taxe d'habitation passe de 10,59 % à 10,72 % en 2006. Pour la taxe professionnelle, on passe de 10,98 % à 11,18 %.

Comparons ces taux avec les taux pour 2005 au niveau national, départemental, et à celui de la strate. Le taux que nous proposons à Versailles pour la taxe d'habitation, à 10,72%, est inférieur à la moyenne nationale et départementale et très inférieur à celle des villes de même taille.

M. de LESQUEN :

Cela n'a pas de sens.

M. DEVYS :

Si, cela a un sens. Pour le foncier bâti, à 13,14%, il en va de même, ainsi que pour la taxe professionnelle à 11,18%

M. de LESQUEN :

Cela n'a pas de sens.

M. DEVYS :

Comme vous ! Et on sait que, plus la population augmente dans la strate, plus les taux sont élevés. Comme nous sommes dans le haut de la fourchette de la strate de 50 000 à 100 000 habitants, nous devrions être au-dessus de la moyenne et nous sommes très en-dessous. Cela prouve l'effort que nous faisons.

En 1998, nous avons diminué le taux de taxe d'habitation de 0,1% ; il était resté au même niveau jusqu'en 2001. En 2002, nous l'avons augmenté de 9,9% en raison de la mise en place de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, de l'augmentation des traitements, et de l'effort important que nous avons consenti pour la politique sociale et familiale, dans le cadre du CCAS et avec l'ASSADAVE, enfin en raison de la politique d'investissement avec la mise en liaison froide des 40 offices des écoles primaires et maternelles, du début des travaux de la piscine et de la crèche. Les années suivantes, il y a eu décélération du taux d'augmentation, et, cette année, elle est de 1,2%.

Compte tenu d'une augmentation de 1,8% de la valeur locative et de 1,2% du taux, la cotisation du contribuable versaillais augmentera de 3%. Pour une valeur locative de 10 000 euros, soit le double de la valeur locative moyenne, la cotisation annuelle passera de 975 à 1004 euros par an, ou de 81 à 84 euros par mois. Pour la cotisation moyenne, on passe de 39,7 à 41,1 euros, soit 1,4 euro de plus pour financer les travaux importants que nous faisons. Pour le foncier bâti, la base de la taxe foncière étant la moitié de la valeur locative de la taxe d'habitation, sur une base de 5000 euros, soit le double de la moyenne, la cotisation passera de 649 à 669 euros, soit de 54 à 56 euros par mois. La cotisation moyenne mensuelle passera de 28,6 à 29,6 euros, soit un euro de plus par mois.

S'agissant de la taxe professionnelle, nous n'avons plus le droit de citer le nom des dix entreprises plus fortes contributrices, comme je le faisais les autres années. Pour ces dix entreprises, les bases sont passées de 26 millions environ à plus de 28 millions, soit + 9,2 %. Pour l'ensemble des entreprises, on passe de 82,6 millions à près de 85 millions soit une augmentation de 2,8%. C'est donc une bonne année, avec cette augmentation globale et particulièrement forte pour les dix premières entreprises, dont la part passe de 31,4% à 33,4% cette année.

L'an dernier, la taxe d'habitation représentait en gros 40% du produit fiscal, le foncier bâti également et la taxe professionnelle 20%. Cette année, les taxes sur les ménages représentent un peu moins alors que la taxe professionnelle, elle, représente 21,4 %.

Pour conclure, la hausse modérée de la fiscalité est rendue possible par la rationalisation des dépenses de gestion et la maîtrise de la dette. Cela nous permet de développer les services rendus aux Versaillais et de valoriser la ville dans son ensemble. (*applaudissements*)

M. le Maire :

Merci pour cette présentation toujours aussi lumineuse. Nous allons rétablir la lumière dans la salle.

M. de LESQUEN :

Eh oui, la lumière revient quand M. DEVYS se tait. (*protestations*)

Mme de BARMON :

C'est insultant !

M. BANCAL :

Quand vous vous taisez, c'est la sérénité qui revient.

M. de LESQUEN :

Cette délibération sur le taux des taxes vient malheureusement confirmer ce que nous avons appris en décembre 2005 lors du vote du budget. M. DEVYS l'a dit à l'instant, à l'augmentation des taux, il faut ajouter l'indexation des bases, puisque le législateur dans sa grande sagesse ou sa grande indulgence a dispensé les collectivités locales et en particulier les communes, d'augmenter les taux à concurrence de l'inflation, si elles veulent maintenir, toutes choses égales par ailleurs, leur produit fiscal. Une augmentation de 3%, pour les ménages sur la taxe d'habitation et la taxe foncière bâtie, c'est plus que l'inflation puisque l'indexation des bases est censée refléter celle-ci. Il en va de même pour les entreprises avec les 3,6% d'augmentation de taxe professionnelle.

Ces augmentations peuvent paraître modérées et M. DEVYS s'est livré, comme d'habitude, à des acrobaties comptables pour faire croire qu'elles le sont. Elles ne le sont pas. D'abord, je l'ai dit, parce qu'elles sont plus élevées que l'inflation. En second lieu, pour me référer à un excellent auteur, Anne LEHERISSEL vous a fait quelques fortes observations lors du débat d'orientations budgétaires le 17 novembre dernier. Elle a fait remarquer que sur la période 2001-2005, d'après une étude de l'association des maires de France de juin 2005, la progression du taux de taxe d'habitation à Versailles est de 4,3% contre 2,9% en moyenne pour les 39 plus grandes villes de France. Versailles est exemplaire, certes, mais pour l'augmentation des taux. Si j'intègre l'augmentation des bases, sur la période 2001-2006, c'est plus 30%, un tiers d'augmentation en cinq ans. Troisième raison pour laquelle cette augmentation n'est pas acceptable, selon les comptes des communes publiés par le ministère des finances et que l'on peut consulter sur son site, pour 2004, la contribution moyenne des Versaillais pour la taxe d'habitation est de 212 euros, contre 137 euros pour les communes de la strate, soit 47 % de plus. M. DEVYS nous fait une fois de plus son numéro sur les taux qui n'a aucun sens. L'impôt est le produit de la base par le taux.

M. DEVYS :

On l'a dit.

M. de LESQUEN :

Vous vous répétez assez souvent pour permettre à d'autres de le faire.

Les bases ont été fixées en 1977 de façon peu rigoureuse et surtout, pas comparable d'une commune à l'autre. Il est donc absurde de comparer les taux, on ne peut comparer que les contributions. Anne LEHERISSEL a d'ailleurs observé que les bases d'imposition à Versailles étaient supérieures de 75% à la moyenne des communes comparables, alors que les revenus des Versaillais ne seraient plus élevés en moyenne que de 25%. Vous n'auriez pas dû, dans ces conditions, augmenter encore les taux. Et le graphique qu'a présenté M. DEVYS sur l'évolution des taux, avec pour explications des prétextes complètement bidons, est caricatural d'un scénario électoraliste. Vous avez augmenté massivement les taux non en 2001, car vous n'avez pas osé le faire tout de suite, mais en 2002, l'année suivant les élections, puis fait des augmentations plus modérées à mesure que vous vous rapprochez de l'échéance électorale suivante. Mais rassurez-vous, Monsieur DEVYS et Monsieur PINTE, les Versaillais n'auront pas la mémoire courte et d'autant moins que l'URV leur rappellera ce que vous avez fait avant. L'augmentation des taux d'une année ne se considère en effet qu'en l'ajoutant à celle des années précédentes. C'est ainsi qu'on fait ressortir que vous avez opéré un matraquage fiscal. Il fallait, au minimum, ne pas augmenter les taux, et même les diminuer; mais il aurait fallu pour cela bien gérer la ville, réduire les gaspillages...

M. DEVYS :

Lesquels ?

M. de LESQUEN :

Mais évidemment, vous en êtes incapables. Nous refusons l'aggravation du matraquage fiscal et nous voterons contre cette mauvaise délibération.

M. le Maire :

Bis repetita.

Mme COULLOCH-KATZ :

Je rappelle simplement l'utilité de la collecte de l'impôt, pour financer les services publics auxquels nous attachons une grande importance. C'est le seul moyen pour une ville, un département ou l'État, d'assurer une certaine solidarité. Nous déplorons certaines baisses d'impôt instaurées par le Gouvernement avec les conséquences que l'on sait. L'impôt est la garantie de l'égalité pour tous en ce qui concerne l'éducation, la santé, certains transports. Je constate une fois de plus dans le discours de la personne qui m'a précédée combien elle a la mémoire courte. Elle a, je crois, bénéficié d'études longues et coûteuses, et sans l'impôt, je me demande comment l'État, la République, qu'on défend bizarrement dans certains moments, lorsque cela arrange...

M. de LESQUEN :

Que vous, vous ne défendez pas. Que vous attaquez !

Mme COULLOCH-KATZ :

Vraiment, c'est le pollueur chronique.

Sans l'impôt donc, il n'y aurait pas eu ces études et nous aurions peut-être un peu plus de tranquillité. Ce que je regrette, au vu de la comparaison dans le temps, c'est que, à une certaine période, vous n'avez pas augmenté l'impôt : il doit suivre l'inflation. En ne l'augmentant pas pendant quatre ans, vous avez dû, l'année suivante, l'augmenter de 9,9%. C'est regrettable, car il est plus facile pour une famille de payer régulièrement une petite augmentation qu'une augmentation importante tous les quatre ou cinq ans.

Nous voterons cette délibération.

M. BERNOT :

Lors de la séance du 8 décembre consacrée à l'examen détaillé et au vote du budget primitif, j'avais exprimé ma satisfaction devant une évolution raisonnable des dépenses de fonctionnement qui, pour la première fois depuis le début de cette mandature, témoignait d'un réel effort pour les contenir, à défaut de commencer à les réduire. C'est déjà un début. S'agissant du contenu, j'avais en revanche exprimé de sérieuses réserves sur ce que j'appelais un manque de lisibilité politique de ce projet de budget, avec notamment un défaut de cohérence entre d'un côté les intentions et les priorités affichées dans certains domaines et, de l'autre, les sommes inscrites pour leur financement, notamment en ce qui concerne le logement aidé, le développement économique et, éternelle Cendrillon, la sécurité. Mais j'avais également évoqué le problème de la dette publique, dont l'ensemble des collectivités territoriales portent une large part de responsabilité, fruit amer d'une politique de décentralisation sans doute excessive et en tout cas mal maîtrisée. A cet égard, je regrettais que, dans le cadre d'un budget présenté comme vertueux, nous n'apportions pas à notre niveau, même modeste, une contribution au redressement des comptes de la nation en amorçant le nécessaire désendettement de notre ville.

M. DEVYS nous a présenté, avec beaucoup de brio comme à son habitude, les données techniques et les chiffres. J'ai relevé que l'augmentation des taux avait permis de dégager une certaine souplesse. Je regrette d'autant plus que l'on n'affecte pas ce surplus de ressources à un début de désendettement de notre ville.

Évidemment, il n'est pas question de matraquage fiscal. Si l'on veut parler de matraquage, il faut plutôt chercher du côté des régions, contrôlées à deux exceptions près par la gauche. C'est là qu'on trouvera sans trop de peine des augmentations à deux chiffres de la pression fiscale : par exemple plus 30% en 2005 et plus 24% en 2006 pour la région PACA. Je n'ai pas les chiffres de la « Septimanie » de M. FRECHE dont il faut bien financer le train de vie fastueux. Je ne dirai rien de M. Jean-Paul HUCHON, qui m'apparaît quand même beaucoup plus sérieux (*sourires*), encore qu'il a augmenté le prélèvement fiscal de 24 % l'an dernier – je n'ai pas ici les chiffres pour cette année.

Compte tenu des réserves sérieuses que j'avais exprimées sur le budget lui-même, et même si certaines des réponses apportées par M. DEVYS m'avaient paru intéressantes et positives, notamment la suggestion d'organiser au sein de la commission des finances une réunion spéciale sur le problème de la dette – proposition que je souhaiterais voir se concrétiser dès que possible – je ne peux voter les taux en l'état. Je m'abstiendrai donc.

Mme COULLOCH-KATZ :

M. BERNOT n'a pas l'air de savoir que l'État a transféré des charges sans transférer les moyens. Il devrait se tenir au courant. Procéder ainsi s'appelle faire de la politique de la part du Gouvernement.

M. le Maire :

Je l'ai suffisamment dénoncé et je continuerai à le dénoncer.

M. GRESSIER :

Quand Mme COULLOCH-KATZ fait cette remarque à propos des régions, qu'elle se souvienne aussi que, en 2002, si nous avons augmenté l'impôt de 9,9%, c'est à cause du passage aux 35 heures imposé à toutes les collectivités par la gauche. C'était un choix politique, idéologique, effectué brutalement en une seule fois. Nous aurions bien aimé lisser l'effet, mais nous n'avons pas pu car nous avons un an pour appliquer la mesure. Il faut aussi vous souvenir des mesures prises par les gouvernements que vous souteniez.

Quant à M. de LESQUEN, quand il dit qu'il faut limiter l'augmentation à l'inflation, nous aimerions bien pouvoir le faire. Il se trouve que la masse salariale pour la ville augmente mécaniquement du fait de la progression annuelle des salaires et du glissement vieillesse-technicité d'environ 3% par an ; or elle représente 50% de nos dépenses. Dans ces conditions, en rester au niveau de l'inflation à périmètre constant, c'est impossible. Il y a certains discours qui méritent des éclaircissements.

M. MEZZADRI :

Dans votre intervention à l'Assemblée, Monsieur le maire, vous avez rappelé la part importante, de 20 à 22 points, de transferts sur les communes, sans transfert des moyens. Tout à l'heure on a parlé d'indulgence ou de sagesse à propos de l'augmentation de 1,8% pour les bases. Sur dix ans, cette augmentation a toujours été en moyenne en retard sur l'inflation. Sur ces dix ans on a ainsi perdu 5 points, soit 0,5 % par an, à comparer à ce qu'a montré M. DEVYS, une évolution physique des bases liées à notre dynamisme qui, en ce qui concerne à la taxe d'habitation, est complètement mangée par le retard de l'évolution des bases par rapport à l'inflation. Sur l'augmentation de 1,2% des taux, la moitié tient à ce retard dans l'évolution des bases.

Mme COULLOCH-KATZ :

Nous perdons aussi 4,5 % sur les compensations, et il faut bien les rattraper d'une façon ou d'une autre. C'est le même phénomène que celui qui frappe les régions dans des proportions bien plus importantes.

M. DEFRANCE :

Pour répondre à M. GRESSIER, la réduction du temps de travail, nous l'assumons complètement, encore aujourd'hui. Les chiffres sont les chiffres. C'est le résultat d'une loi socialiste que nous soutenons.

M. JAMOIS :

Et que nous payons !

M. le Maire :

Je vous rappelle la délibération :

Le vote des taux des quatre taxes directes locales par le conseil municipal doit intervenir avant le 31 mars, sauf l'année du renouvellement des conseils municipaux où cette date est reportée au 15 avril.

L'évolution de ces taux est fonction de la variation des bases imposables notifiées par les services fiscaux et du montant du produit fiscal attendu. Elle doit se faire dans le respect des règles destinées à éviter des transferts de charges trop importants vers certains agents économiques conformément à la loi du 10 janvier 1980 et modifiée par l'article 31 de la loi de finances pour 2003. Deux limites s'imposent aux communes :

- le plafonnement des taux différents selon les taxes. La ville de Versailles est très en-deçà des taux plafonds ;
- les liens entre les variations de taux de la taxe professionnelle et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;
 - le taux de la taxe professionnelle ne peut excéder celui de l'année précédente, corrigé de la variation du taux moyen pondéré des taxes foncières et de la taxe d'habitation ou, si elle est moins élevée de la variation du taux de taxe d'habitation. Seul le plus faible des deux coefficients est retenu. Cette règle vaut à la hausse comme à la baisse.

Toutefois, l'article 31 de la loi de finances pour 2003 permet, à compter de 2003, aux collectivités d'augmenter leur taux de taxe professionnelle dans la limite de 1,5 fois l'augmentation de leur taux de taxe d'habitation ou de leur taux moyen pondéré des taxes ménages si cette variation est plus faible. Cette possibilité n'est offerte que si le taux de taxe d'habitation augmente.

En outre, l'article 103 de la loi de finances pour 2005 permet, à compter de 2005, aux collectivités (communes, départements et EPCI dotés d'une fiscalité additionnelle) de diminuer leur taux de taxe professionnelle dans une proportion égale au moins à la moitié, soit de la diminution du taux de la taxe d'habitation, soit de la diminution du taux moyen pondéré des taxes ménages, soit de la plus importante des diminutions si ces deux taux sont en baisse.

- le taux de la taxe foncière non bâtie ne peut excéder celui de l'année précédente corrigé de la variation du taux de la taxe d'habitation.

Les valeurs locatives foncières bâties et non bâties qui constituent les bases d'imposition des ménages et, partiellement, les bases de la taxe professionnelle augmentent de 1,8% en application de l'article 94 de la loi de finances pour 2006.

A ces variations nominales des bases s'ajoutent les variations physiques.

Les bases des quatre taxes directes locales, telles qu'elles viennent d'être notifiées par les services fiscaux, sont les suivantes :

	Rappel bases 2005 définitives	Bases 2006 notifiées provisoires	Variation 2005/2006
Taxe d'habitation	175 132 298 €	179 362 000 €	+ 2,42%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	139 234 824 €	142 495 000 €	+ 2,34%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	351 262 €	314 800 €	- 10,38%
Taxe professionnelle	82 617 238 €	84 928 000 €	+ 2,80%
TOTAL	397 335 622 €	407 099 800 €	+ 2,46%

Comparée aux bases 2005 définitives du rôle général et mise à part la majoration forfaitaire de 1,8%, la progression des bases de TAXE D'HABITATION dégage une variation physique de 0,62% contre 0,53% en 2005. Cette variation physique résulte de l'imposition de nouveaux locaux et de réaménagements divers.

Les bases de TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES augmentent de 2,34% contre 2,09% en 2005. La variation physique enregistrée en 2006, soit 0,54% contre 0,29% en 2005, provient de nouvelles constructions et de réaménagements divers.

Les bases imposables de ces deux taxes sont réduites du montant des bases des contribuables qui bénéficient de dégrèvements ou d'exonérations en fonction de leurs faibles revenus. Ces pertes de bases, égales en 2006, à 5 210 267 € pour la taxe d'habitation (1 596 exonérations contre 1 613 en 2005) et à 716 287 € pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (383 exonérations contre 309 en 2005) sont compensées partiellement par l'Etat. Les compensations représentent pour 2006, une somme de 427 033 € pour la taxe d'habitation et une somme de 71 984 € pour la taxe foncière sur les propriétés bâties. Globalement, elles augmentent de 1,06% par rapport à 2005.

Toutefois, j'attire votre attention sur le caractère prévisionnel des bases de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties en raison de certains éléments, non détenus aujourd'hui par les services fiscaux.

C'est ainsi qu'en matière de taxe d'habitation, les personnes à charge ouvrant droit aux abattements et les conditions de revenus exigées pour les exonérations et les dégrèvements partiels de taxe d'habitation 2006 seront recensées à partir de la déclaration que les contribuables vont souscrire au titre des revenus de 2005. Ainsi en 2005, le produit fiscal voté était de 45 834 641 € pour un produit encaissé de 45 735 032 €.

Les bases de TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES, compte tenu de leur faible montant, n'appellent pas de commentaires particuliers. Toutefois, l'article 13 de la loi de finances pour 2006 prévoit une réduction de 20% de la base des propriétés non bâties classées dans les catégories 1 à 6, 8 et 9. La compensation versée par l'Etat est égale au montant des bases exonérées en 2006 (2 986 €) par les taux communal et syndical 2005 de la taxe foncière non bâtie (12,6848%), soit une compensation égale à 379 €.

Les bases de TAXE PROFESSIONNELLE connaissent une augmentation de 2,80% entre 2005 et 2006. D'une manière générale, comme vous le savez, les redevables de la taxe professionnelle bénéficient de nombreux allègements et les pertes de bases correspondantes font l'objet de compensations partielles par l'Etat, dont le montant total s'élève à 991 419 € contre 1 066 805 € en 2005.

La Ville perçoit cinq compensations qui se répartissent de la façon suivante :

- 81 735 € au titre de la réduction de la fraction imposable des salaires (18% au lieu de 20%), décidée par la loi de finances pour 1982,
- 290 598 € au titre de l'abattement de 16% des bases brutes, appliqué depuis 1987,
- 27 006 € au titre de la réduction pour création et embauche, décidée par la loi de finances pour 1987,
- 588 751 € au titre de la réduction progressive de la part recettes décidée par la loi de finances pour 2003,
- 3 329 € au titre de l'exonération de plein droit des activités de préparation, d'entraînement et d'exploitation des équidés domestiques à compter du 1^{er} janvier 2005 (article 22 de la loi de finances pour 2004).

Je vous rappelle que l'exonération totale temporaire des entreprises nouvelles votée par le Conseil Municipal le 30 juin 1989, au titre des deux années suivant l'année de création ne s'applique plus à Versailles depuis le 1^{er} janvier 1997. Conformément à la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, cette exonération est réservée à des zones géographiques très précises, notamment à certaines zones rurales et de redynamisation urbaine.

Comme je vous l'ai déjà dit, l'article 31 de la loi de finances pour 2003 permet aux collectivités d'augmenter leur taux de taxe professionnelle dans la limite de 1,5 fois l'augmentation de leur taux de taxe d'habitation ou de leur taux moyen pondéré des taxes ménages si cette variation est inférieure.

Ainsi, compte tenu de la notification des bases d'imposition prévisionnelles pour 2006 et du produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget 2006, je vous propose une augmentation des taux de 1,2% pour les impôts ménages et de 1,8% pour la taxe professionnelle.

Cette augmentation des taux d'imposition n'empêche pas Versailles de figurer parmi les villes où ils sont les plus bas.

	Taxe d'habitation	Taxe foncière bâtie	Taxe professionnelle
Taux moyens 2005 de la strate de 50 000 à 100 000 habitants (communes et groupements - métropole)	15,94%	18,88%	18,06%
Taux moyens 2005 nationaux	14,34%	18,36%	15,52%
Taux 2005 (Versailles)	10,59%	12,98%	10,98%
Taux 2005 (Versailles et groupements)	10,82%	13,25%	11,20%
Taux 2006 pour Versailles	10,72%	13,14%	11,18%

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

1) décide d'appliquer en 2006 aux bases d'imposition des quatre taxes directes locales les taux suivants :

- Taxe d'habitation : 10,72%
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 13,14%
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 12,81%
- Taxe professionnelle : 11,18%

2) décide que le produit attendu pour 2006 est de 47 486 725 € ainsi calculé :

	Bases notifiées	Taux votés	Produit fiscal
Taxe d'habitation	179 362 000 €	10,72%	19 227 606 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	142 495 000 €	13,14%	18 723 843 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	314 800 €	12,81%	40 326 €
Taxe professionnelle	84 928 000 €	11,18%	9 494 950 €
	Produit fiscal attendu		47 486 725 €

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances.

Le projet de délibération, mis aux voix est adopté avec six voix contre (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles) et deux abstentions (M. BERNOT et Mme NEGRE)

2006.03.64

Principe d'instauration d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité

Mme COURME :

En 2000, nous avons fait réaliser un diagnostic complet de l'appareil commercial de Versailles qui a fait apparaître les forces et faiblesses suivantes :

- une forte dispersion commerciale avec 35 pôles et un découpage de la ville en deux blocs distincts : nord et sud, qui a l'avantage d'offrir une couverture géographique large du territoire en micro-pôles de proximité ;
- une offre très attractive dans le commerce alimentaire spécialisé traditionnel, fortement soutenue par les Halles et Marchés grâce à l'absence de grandes surfaces à dominante alimentaire, ainsi que de façon spécifique en antiquité/brocante. Toutefois, l'offre s'avère non homogène et faible en équipement de la personne, équipement de la maison et culture-loisirs ;
- une présence assez moyenne des enseignes nationales, surtout concentrées sur les services, et faible en équipement de la personne ;

Ce constat a été décliné en propositions d'actions qui ont l'objet d'une demande d'aide auprès du FISAC (fonds d'intervention pour la sauvegarde du commerce et de l'artisanat) par délibération du 25 septembre 1998 pour une première tranche et du 11 juillet 2002. La réponse favorable du gouvernement a été reçue le 21 février 2001 pour la première tranche (subvention de 98 330 €) et le 20 janvier 2006 pour la deuxième tranche (subvention de 70 230 €)

En 2004, le Grand Parc a entrepris une mise à jour du diagnostic pour Versailles et un diagnostic pour les 9 autres communes. Pour Versailles, le solde de commerces a légèrement diminué (perte de 8 commerces). En outre, la transformation de commerces en « services en agence » a fortement augmenté (+ 13 « services en agence » et – 28 commerces alimentaires, métiers d'arts, brocantes, hygiène, santé, beauté, culture et loisirs).

		2000	2004	2004/2000	
				En valeur	En %
Alimentaire spécialisé y compris halles et marchés	Pôle d'attraction	146	145	-1	-0.7%
Alimentaire non spécialisé (généraliste)	Sous densité	18	13	-5	-27.8%
Equipement de la personne	Sous densité	146	155	9	6.2%
Equipement de la maison	Sous densité	198	195	-3	-1.5%
<i>dont métiers d'art, brocante, antiquité</i>	<i>Pôle d'attraction</i>	<i>69</i>	<i>61</i>	<i>-8</i>	<i>-11.6%</i>
Hygiène, santé, beauté	Equilibre	186	176	-10	-5.4%
Culture Loisirs	Sous densité	178	174	-4	-2.2%
Cycles auto	Sous densité	76	71	-5	-6.6%
Cafés, hôtels, restaurants	Equilibre	271	269	-2	-0.7%
Services en agence	Surdensité	228	241	13	5.7%
<i>dont banques</i>	<i>Surdensité</i>	<i>58</i>	<i>59</i>	<i>1</i>	<i>1.7%</i>
<i>agences de voyages</i>	<i>Surdensité</i>	<i>19</i>	<i>19</i>	<i>0</i>	<i>0.0%</i>
<i>agences immobilières</i>	<i>Surdensité</i>	<i>58</i>	<i>71</i>	<i>13</i>	<i>22.4%</i>
<i>agents d'assurances</i>	<i>Surdensité</i>	<i>54</i>	<i>50</i>	<i>-4</i>	<i>-7.4%</i>
Locaux vacants		130	129	-1	-0.8%
Total		1576	1568	-8	-0.5%

A ce mouvement s'est ajoutée depuis début 2005 la transformation de commerces en logements en raison de la forte augmentation des prix de vente de l'immobilier résidentiel.

La situation observée à Versailles reflète le mouvement au niveau national. C'est pourquoi le Parlement a voté en août 2005 une disposition permettant aux communes de se doter d'un premier outil de réponse. La loi n° 2005-882 du 2 août 2005 instaure un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux. Le conseil municipal peut délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, à l'intérieur duquel ce droit de préemption pourra s'exercer. Ainsi, au sein de ce périmètre, chaque cession est subordonnée à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune qui dispose de deux mois pour décider d'exercer son droit de préemption. Passé ce délai, le silence de la commune vaut renonciation à l'exercice de ce droit. Afin de ne pas retarder les transactions, il est clair que la mairie, lorsque cet outil législatif sera mis en œuvre, informera les vendeurs de sa décision dans les plus brefs délais. En revanche, si elle décide de préempter, elle doit rétrocéder dans le délai d'un an le fonds à une société immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité de l'activité commerciale et artisanale du périmètre concerné.

Pour devenir effective et opérationnelle, cette disposition doit être complétée par un décret en Conseil d'Etat. Nous l'attendons. Toutefois, rien ne s'oppose à ce que nous prenions dès à présent une délibération de principe, indiquant que nous sommes favorables à l'instauration d'un droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux sur la commune.

Dès la publication des décrets d'application, une délibération précisant le périmètre de ce droit de préemption ainsi que ses modalités de mise en œuvre, vous sera proposé.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

est favorable à l'instauration d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité sur le territoire communal, en application de l'article 58 de la loi 2005-882 du 2 août 2005

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances.

M. BERNOT :

Je voudrais commencer par remercier les services, car j'ai trouvé dans les procès-verbaux de la commission la réponse aux questions que j'avais posées. D'abord, j'ai confirmation que le tableau concerne bien Versailles et non l'ensemble de la communauté de communes. Ensuite, je dispose à présent de la liste des 35 pôles.

S'agissant de la délibération, lors de la séance précédente, j'étais intervenu, dans le cadre d'un débat portant sur la convention de partenariat, pour demander que soit définie et mise en œuvre une véritable politique de sauvegarde – pas de soutien, j'y insiste – du petit commerce de proximité qui joue un rôle économique et social essentiel pour la vie de nos quartiers. J'avais insisté en particulier sur la nécessité de mettre à profit les possibilités nouvelles offertes par le projet de loi en préparation, notamment en ce qui concerne la possibilité de préemption par les communes des locaux à usage commercial et artisanal. Cette délibération se réfère à un texte législatif déjà en vigueur, ce qui est une bonne chose, et représente un pas dans la bonne direction, une première étape indispensable, en définissant un cadre juridique d'action. Nous prenons ainsi date, nous l'espérons, pour une mise en application rapide du droit de préemption dès la parution des décrets.

Mais ce que j'en retiens avant tout, c'est une déclarations d'intention : nous disons aux commerçants que nous sommes prêts à faire quelque chose pour eux, et c'est très important. C'est un signal positif en direction d'une profession qui rencontre des difficultés réelles en ce moment. C'est pourquoi je me réjouis personnellement d'avoir été entendu, ce qui, pour autant, ne m'empêchera pas d'être très attentif, le moment venu, aux modalités d'application et surtout à la définition du système de veille, de pilotage et de suivi qu'il conviendra de mettre en place à cet effet au plus près des réalités du terrain. A cet égard, cette responsabilité en quelque sorte opérationnelle ne devra, selon moi, en aucun cas être déléguée à l'intercommunalité. Cela n'aurait, selon moi, aucun sens, car les situations sont très différents d'une ville à l'autre. De quelle utilité seraient en effet des statistiques globalement satisfaisantes, à cette échelle macroscopique, dans tel secteur d'activité, si l'on observait ici une concentration importante et là une carence quasi totale ? Concrètement, il n'est pas souhaitable pour nos concitoyens de devoir traverser la moitié de la ville et, a fortiori, de se rendre dans une autre commune du Grand parc, pour y trouver les produits et services de première nécessité dont ils ont quotidiennement besoin. C'est donc à notre niveau de subsidiarité, pour employer le jargon technocratique à la mode, qu'il conviendra d'y veiller. Dans cet esprit, je vous propose, Monsieur le Maire, la création dans les meilleurs délais, d'un observatoire du commerce de proximité sur le modèle de celui mis en place pour la circulation et le stationnement – sur le même modèle, mais si, possible pas selon les mêmes modalités. Je souhaiterais la prise en compte de candidatures individuelles sur une base territoriale, quartier par quartier, de façon que les électrons libres qui, comme moi, portent intérêt à la vie de leur quartier, n'en soient pas mécaniquement exclus par d'obscures raisons politiciennes.

Bien évidemment, je suis tout particulièrement favorable à cette délibération.

M. le Maire :

Nous sommes en train, effectivement, de faire une étude sur les périmètres de proximité des activités commerciales qui pourront bénéficier de ces lois de préemption, qu'il s'agisse des murs ou des baux. C'est une bonne mesure, mais j'espère qu'elle ne sera pas trop difficile à mettre en œuvre. Préempter des baux commerciaux, c'est bien, mais j'attends le décret d'application pour voir à partir de quelle valeur ? Vraisemblablement, d'après ce que le ministre nous a dit, ce sera le service des Domaines qui évaluera la valeur du bail. Mais ce qui m'inquiète un peu, c'est que, dans un second temps, nous n'avons qu'un an pour rétrocéder le bail à une entreprise commerciale ou artisanale. Or nous voulons essayer de cibler tel type de commerce plutôt que tel autre pour revitaliser les quartiers, et non pas avoir à tous les coins de rue des agences immobilières et des agences bancaires. J'ai quelque raison d'être inquiet car, jusqu'à présent, je n'avais que des outils d'incitation, que j'ai utilisés. Mais deux fois sur trois, nous n'avons pas pu concrétiser les souhaits que nous avons exprimés pour l'installation de tel commerce plutôt que de telle autre activité. Le principe est bon, l'application risque d'être plus ardue.

Mme NEGRE :

Je trouve ce projet intéressant car effectivement, dans quelques années, nous aurons une ville morte, ou une ville-dortoir, si l'on continue à ce rythme. C'est une catastrophe. Mais il est certain que les choses ne sont pas simples, compte tenu des montants exigés pour un bail commercial. En commission, je me suis abstenue car j'ai été assez surprise : comment une mairie peut-elle préempter un bail commercial ? Il y aura donc une modification du décret de 1953, ou créerez-vous une structure ad hoc ? Je ne vois pas du tout comment c'est possible en l'état des textes. Pour le moment, je m'abstiendrai, car cette délibération va dans le bon sens, mais je ne vois pas comment elle peut s'appliquer légalement.

D'autre part, je ne doute pas de votre bonne volonté, mais il y a d'autres municipalités qui ont des difficultés et il y a quand même des possibilités, par exemple des programmes pour subventionner les vitrines, ou des programmes pour favoriser les créations d'entreprises de femmes, ou de personnes défavorisées. Certes les choses sont plus difficiles à Versailles en raison du coût, mais avec la préemption vous pourrez certainement avoir un rôle incitatif et remettre des gens sur les rails. Il y a aussi tout le réseau des franchises. Sur certains sites de chambres de commerce et d'industrie, il y a des plates-formes initiative emploi et il y a là un dynamisme avec lequel la ville n'assure pas une convergence suffisante. Je ne dis pas que les choses sont faciles, mais on pourrait faire beaucoup plus, car la situation est périlleuse. Je m'abstiendrai car, en droit, cette délibération ne tient pas la route. Mais sur le fond, je suis assez d'accord, il faut faire quelque chose.

M. le Maire :

C'est pour cela que j'attends avec impatience les décrets d'application.

M. JAMOIS :

Je suis assez étonné quand on dit que, dans dix ou vingt ans, Versailles sera une ville morte. J'ai l'impression d'entendre ce que l'on disait il y a vingt ans : Versailles était une ville-dortoir qui allait mourir à petit feu. Il me semble que la ville est très dynamique. Il suffit pour le constater d'aller place du marché ou dans le quartier Saint Louis. Il y a nombre de restaurants, de boutiques ; elles ouvrent et ferment, c'est vrai, mais c'est cela le dynamisme, ce n'est pas de se maintenir dans la routine, c'est un commerce qui bouge et répond aux nouvelles attentes. Les modes, les habitudes changent. Ce pessimisme me semble navrant, venant de gens qui ne pensent qu'à l'avenir. Par ailleurs, on peut certes faciliter les choses mais cessons de vouloir tout réglementer, ordonner, encadrer, taxer. Laissons un peu, comme disait Adam Smith, la main invisible faire son travail.

M. DEFRANCE :

Cette délibération a la vertu de pouvoir sauver quelques institutions versaillaises. Nous avons perdu la brasserie Muller il y a quelques années, nous avons perdu la *Jeune France* il n'y a pas si longtemps – elle a été transformée en agence bancaire – et demain on nous annonce la fermeture du *Chat qui prise*. Ce sont des cafés, mais ce sont des lieux de vie. Ils participent à la vie, et ce sont des banques qui les remplacent. La ville change : telle petite confiserie, une boulangerie, Sport 2000, disparaissent et les banques et agences immobilières les remplacent. C'est ainsi que la ville va s'endormir.

M. de LESQUEN :

Avant d'intervenir sur le vif du sujet, je ne peux pas ne pas réagir à ce qu'a dit M. JAMOIS qui a cité Adam Smith et la main invisible. Je peux lui annoncer, ce qui lui fera plaisir, que le Conseil constitutionnel vient de valider sans réserve le CPE. (*murmures*)

M. le Maire :

Pour dire exactement la vérité, il l'a fait à l'exception de deux articles qui ont été censurés.

M. de LESQUEN :

Pour revenir à la délibération, elle nous laisse dubitatifs pour des raisons de fond et de forme. Bien entendu, l'objectif est excellent. Nous sommes les premiers à demander que l'on sauvegarde le commerce et l'artisanat de proximité qui font la vie, la convivialité de notre cité. Mais nous nous interrogeons sur la méthode. Lors de notre dernière séance, en février, nous avons approuvé une convention de partenariat. L'URV l'a saluée ainsi que l'initiative du Gouvernement et le dynamisme des commerçants versaillais. Mais nous avons aussi souligné que, pour la revitalisation du commerce versaillais, l'essentiel était ailleurs. Il faut d'abord que l'urbanisme soit adapté et, ensuite, que la circulation et le stationnement répondent aux besoins des commerçants. Malheureusement, vous avez toujours manqué cruellement de vision en matière d'urbanisme, monsieur le Maire, et le PLU que vous avez fait adopter le 12 juillet 2004 et qui n'innove que pour la ZAC des Chantiers, est conçu pour organiser le dépérissement du centre ville. (*protestations*) Quant à la circulation et au stationnement, ce sont parmi les premiers sujets de préoccupation des Versaillais. Mais vous ne voulez pas parler du mauvais plan de circulation que vous préparez, vous le dissimulez aux Versaillais, car il démontre que la situation est mauvaise et que les perspectives sont catastrophiques.

En la matière, l'URV a fait des propositions pour le renouvellement de la ville. J'en apporte une nouvelle, que j'ai évoquée à la dernière séance.

M. JAMOIS :

Alors, elle n'est pas nouvelle.

M. de LESQUEN :

Elle est nouvelle par rapport à notre programme officiel. Nous demandons vingt minutes de stationnement gratuit, comme cela existe dans un certain nombre de villes, Nantes, La Roche-sur-Yon Arcachon Sartrouville, Rodez, Honfleur, Lyon, Dinan, Thionville, Vallauris.

M. JAMOIS :

Allez-y donc !

M. de LESQUEN :

Cessez ces remarques ridicules.

C'est déjà le cas dans plusieurs villes. Il faut faire la même chose pour favoriser le commerce dans les rues commerçantes de Versailles. C'est donc au niveau du PLU notamment qu'il faut définir des règles qui favorisent le commerce de proximité. Vous ne l'avez pas fait, vous avez laissé passer l'occasion, et vous laissez la circulation et le stationnement empirer.

Maintenant vous proposez que la Ville intervienne en faisant usage du droit de préemption. Cela nous éloigne de la main invisible d'Adam Smith, revue et corrigée par M. JAMOIS. Cette loi nouvelle est peut-être adaptée à des communes rurales. Le droit de préemption pour des commerces et même pour des logements d'habitation peut se défendre dans des cas exceptionnels, mais il ne faut toucher qu'avec une main tremblante au droit de propriété. De toute façon, la préemption ne peut pas remplacer une vraie politique en faveur du commerce. C'est la gauche qui veut à tout prix et coûte que coûte faire du socialisme municipal. Nous, à l'URV, nous pensons qu'il faut préserver la liberté du commerce et de l'industrie. Le droit de préemption, qui est une violation du droit de propriété, doit rester exceptionnel. Avez-vous pensé aux conséquences pour les finances de la Ville de ce portage de fonds de commerce que vous voulez pratiquer ? Il y a aussi des raisons de forme à nos doutes. A quoi sert cette délibération ? D'évidence, à rien. Elle n'a aucun objet juridique, c'est un neutron juridique. Ce n'est pas une vraie délibération, c'est plutôt un résolution. C'est parfaitement inutile et nous ne prendrons pas part au vote.

Mme COULLOCH-KATZ :

M. JAMOIS semble confondre commerce de proximité et commerce de service. Dans une ville, un commerce de service ne crée pas de l'animation. On peut aller à sa banque, chez un opticien ou un assureur, mais de temps en temps. Cela me rappelle M. MARVAUD qui, lorsque nous regrettons l'OPA sur Suez, nous disait de nous réjouir que les étrangers s'intéressent à notre industrie.

Une brasserie va fermer rue de la Paroisse, une autre rue d'Anjou. Ce ne sont pas des bars, mais des brasseries où les gens déjeunent. Cela manquera aux employés du quartier. Nous sommes pour ce type de délibération, mais vous avez, Monsieur le Maire, un rôle à jouer sur la transformation des locaux commerciaux en appartements. C'est un sujet qui me tient à cœur. Il y a eu un cas rue de Satory il y a quelques années et il y a eu trois cas rue de Philippe de Dangeau où les commerces ont du mal à vivre. Quand on me dit qu'on ne le savait pas, j'ai du mal à le croire car le maire doit donner son autorisation avant la DDE pour une transformation de ce type. Par ailleurs, il y a suffisamment de policiers municipaux en ville pour signaler ce qui paraît anormal. J'ai du mal à croire que l'on ait pu faire des travaux sans permis de construire affiché. Pour moi, ce ne sont pas de bonnes réponses. On a mentionné un cas rue de Montreuil l'autre jour. Il faut vraiment être vigilant sur ce type d'autorisation. Si l'on ne veut pas que les commerces disparaissent, il ne faut pas en plus y prêter la main.

M. le Maire :

C'est la raison pour laquelle on va définir des périmètres de sauvegarde. Dans le cas que vous citez rue de Satory, le logement a été retransformé en magasin, à notre grande satisfaction. Je vous rappelle aussi que dans le cadre de la réhabilitation des « Baraques » du carré Saint Louis, le cahier des charges comporte l'obligation que le rez-de-chaussée reste un commerce. En ce qui concerne les murs, nous avons déjà fait beaucoup de choses qui prouvent notre volonté d'aller dans ce sens. En ce qui concerne les baux, nous nous y investirons également. J'attends quand même des éclaircissements sur la façon de procéder. Je pense que c'est la bonne solution si l'on veut maintenir le commerce de proximité et sa diversité. Effectivement, par les permis de construire et les déclarations d'intention d'aliéner, nous sommes au courant de tout ce qui se passe. Simplement, j'ai refusé un certain nombre d'opérations et nous avons incité des commerçants « traditionnels » à s'installer. Mais la plupart du temps, les baux demandés par les propriétaires, je l'ai encore vu à Porchefontaine la semaine dernière, sont exorbitants. Dans ce quartier par exemple, un coiffeur et le serrurier veulent s'étendre, mais ils n'arrivent pas à trouver des locaux avec des baux raisonnables. C'est pourquoi nous serons amenés à nous substituer autant que faire se peut et casser ce marché prohibitif.

M. LITTLER :

M. de LESQUEN a dit que le stationnement devait être adapté aux besoins des commerçants. Il n'y a pas de commerce sans clients, et le nombre de clients doit être supérieur au nombre de commerçants.

M. de LESQUEN :

C'est ce que je voulais dire.

M. LITTLER :

Non, vous avez parlé des besoins des commerçants. Aussi la Ville a-t-elle défini un plan de stationnement en faveur des Versaillais et donc aussi des clients des commerçants versaillais.

M. BUFFETAUT :

Je pense que la préemption de baux ou de fonds de commerce doit être vraiment exceptionnelle et réservée à des cas particuliers. Cela sera d'ailleurs difficile, surtout si on préempte cher, car la loi oblige à revendre dans l'année, et il faut trouver un preneur. Un aspect intéressant de la loi est qu'elle aidera peut-être à restructurer les espaces commerciaux qui, à Versailles, sont trop petits. Pour ce qui est du problème juridique soulevé par maître NEGRE, les décrets que nous attendons régleront la question.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec une abstention (Madame NEGRE), le groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles ne prenant pas part au vote.

2006.03.65**Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Avenant à la convention****Mme LEHUARD :**

Lors de la séance du 21 novembre 2002, le conseil municipal a décidé de passer une convention avec l'Etat et l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (Anah) dans le cadre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (Opah) visant la production de logements à loyer maîtrisé et la lutte contre la vacance, l'insalubrité et le saturnisme. Cette convention a été signée le 30 janvier 2003 en présence du Président de l'Anah et du Préfet.

Cette opération s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune. Je vous en rappelle les intérêts multiples pour la ville :

- la remise sur le marché de logements locatifs privés pour augmenter l'offre actuellement très insuffisante et répondre aux besoins.
- l'entretien et la valorisation du patrimoine grâce aux travaux réalisés.
- la dynamisation de l'économie locale grâce à ces interventions sur le parc bâti.

Après validation par l'Anah des travaux subventionnables et des montants de subventions, la Ville s'est engagée à la mise en place de subventions concernant les travaux réalisés par les propriétaires pour les logements conventionnés en programme social thématique (PST), en conventionnés Anah ou prêt locatif social (PLS) et les logements à loyer intermédiaire.

Depuis le lancement de cette opération, vous avez voté des subventions pour 26 logements conventionnés et 8 logements intermédiaires. Aujourd'hui, il convient de poursuivre la dynamique initiée en signant un avenant à la convention de janvier 2003 pour prolonger cette opération jusqu'à fin juin 2006. Les conditions d'attribution des subventions restent les mêmes. La Ville assure le financement du suivi-animation dont le coût s'élève pour la durée de l'avenant à 24 496,93 €. Ce dispositif sera subventionné par l'Anah à hauteur de 40% de ce coût plafonné à 6 352 €. Ce délai nous permettra également d'établir un bilan et une analyse des dossiers validés et de préparer une prochaine opération programmée d'amélioration de l'habitat.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat visant à prolonger cette opération jusqu'à fin juin 2006.

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de la Famille, du social et du logement.

Mme MASSE :

Bien entendu, nous voulons bien prolonger de six mois – en fait il en reste trois – l'opération programmée d'amélioration de l'habitat. C'est ce que nous souhaitons pour notre ville, et vous n'en faites pas assez. L'opération a pour but de remettre sur le marché des logements vétustes, vacants, avec l'appui de l'Anah. Il faut accélérer cette politique. Hélas, en trois ans, vous en faites vous-même le bilan, il n'y a eu que 34 logements ainsi valorisés et, avec les trois mois supplémentaires qui vous restent, vous n'allez pas améliorer de beaucoup le score, je le crains. Ces 34 logements représentent le centième de ce qu'il y aurait à faire. On est donc loin du compte, quand on pense à tous ceux qui cherchent à se loger et qui ne trouvent pas, à la chute de population de Versailles, qui est inexorable, quand on pense à tous ces logements vacants insalubres qui devraient être une priorité. C'est un très, très mauvais bilan et il faut le reconnaître, vous n'avez pas brillé du tout dans cette mission.

M. le Maire :

Madame MASSE, il faut être deux pour faire ce genre d'opération. Nous avons fait tous les efforts possibles pour inciter les gens à réhabiliter dans ce cadre, avec un financement sans commune mesure avec ce qui existe par ailleurs. Mais on ne peut pas forcer les gens et faire leur bonheur contre leur gré. Nous poursuivons, grâce à cet avenant, la convention passée précédemment et nous signerons à partir de juillet une nouvelle convention, en espérant que les propriétaires qui ont besoin de nos aides s'engagent dans cette opération. On ne peut pas les obliger.

M. VOITELLIER :

Une fois de plus, l'URV n'entend pas la logique de ce que nous voulons faire. Il y a quelques minutes, nous étions de méchants socialistes interventionnistes. Or c'est l'inverse : nous travaillons en coopération avec les gens, de façon bénévole, et on ne peut pas forcer les gens à signer une convention à laquelle ils ne veulent pas adhérer.

M. le Maire :

C'est aussi le respect de la liberté.

M. BERNOT :

Je voterai cette délibération même si, pour les raisons que nous connaissons tous et dont certaines viennent d'être évoquées, il ne faut pas attendre de cette prolongation de quelques mois autre chose qu'un impact très marginal sur la réalisation des logements aidés dont nous avons besoin.

M. le Maire :

C'est pour terminer les dossiers en cours.

Mme LEHUARD :

Cette prolongation de six mois permettra de terminer 17 logements. Ce n'est pas négligeable.

M. BERNOT :

L'expérience nous a appris que sur 17 dossiers au départ, il n'y a pas forcément 17 logements à l'arrivée. Vous-même nous l'avez expliqué.

Mme LEHUARD :

C'est un travail de longue haleine et les choses ne sont pas aussi faciles qu'on aurait pu le penser au départ, j'en suis d'accord. Mais on ne peut pas forcer la main aux propriétaires s'ils ne veulent pas. Ils arrêtent aussi parce qu'ils se rendent compte qu'ils ne pourront pas suivre.

M. THOBOIS :

En tant qu'administrateur de Versailles Habitat, je voudrais rappeler à ceux qui semblent l'oublier que tous les logements à rénover sont dans le secteur sauvegardé. Une fois chiffré le coût des travaux, les propriétaires y regardent à deux fois, car ils doivent faire les avances de fond et il n'est pas évident d'avancer une grosse somme d'argent sachant que les subventions viendront bien après. Il est facile de dire que nous n'en faisons pas assez. Mais allez donc dire à un propriétaire qu'il doit mettre tout de suite 30 000 ou 50 000 euros. Il y regarde à deux fois.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.66**OPAC Versailles Habitat – Réalisation de 36 logements aidés au 25, boulevard Saint-Antoine – Emprunt de 902 511 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Demande de garantie – Convention – Acceptation.****Mme LEHUARD :**

Le Centre Hospitalier André Mignot est propriétaire d'un bâtiment situé 25, boulevard Saint-Antoine à Versailles, dans lequel est installée l'école des infirmières. Dans l'aile ouest de ce bâtiment, les 2^{ème} et 3^{ème} étages sont actuellement inoccupés. A la demande de M. le Maire, qui a découvert ce problème, une rencontre a eu lieu avec Versailles habitat pour voir ce que l'on pouvait en faire.

Dans le cadre d'un bail emphytéotique de 40 ans, le Centre Hospitalier a proposé à Versailles Habitat, qui a accepté par délibération du Conseil d'Administration du 8 novembre 2005, de réaliser des studios équipés pour y loger les infirmières ou aides-soignantes travaillant au Centre Hospitalier.

Il est prévu de réaliser 36 studios de type PLUS. Les principaux travaux sont les suivants :

Pour les logements :

- réfection complète de l'électricité, de la plomberie et du chauffage ;
- création d'un coin cuisine et d'une salle d'eau ;
- remplacement des fenêtres par des fenêtres bois/alu équipées de double vitrage et de volets roulants ;
- remplacement des portes palières.

Pour les parties communes :

- création d'une entrée et d'un escalier indépendants de l'école des infirmières ;
- création d'un local pour le tri sélectif des ordures ménagères et d'un local à vélos ;
- mise en place d'un système de détection d'incendie et de désenfumage de la cage d'escalier ;
- mise en place d'un interphone en contrôle d'accès du hall ;
- réfection totale des sols, murs et plafonds.

Le coût total des travaux est estimé à 1 471 624 € TTC. Le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

– subvention Etat PLUS :	75 946 €
– subvention Région :	68 694 €

– subvention Communauté de Communes du Grand Parc (1) :	360 000 €
– fonds propres :	64 473 €
– emprunt CDC PLUS :	902 511 €
.....	TOTAL : 1 471 624 €

(1) : sous réserve d'un accord de la CCGP. En conséquence, toute modification de cette subvention viendrait s'imputer sur le montant de l'emprunt à contracter (nouvelle délibération à présenter) ou sur le montant des fonds propres.

Les caractéristiques de l'emprunt PLUS (prêt locatif à usage social hors foncier) que se propose de contracter Versailles Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

– montant :	902 511 €
– durée :	38 ans
– différé d'amortissement :	sans
– taux d'intérêt actuariel annuel :	3,00%
– taux annuel de progressivité :	0%
– révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (pour les prêts à double révisabilité limitée).	

Versailles Habitat sollicite la garantie de la Ville pour la réalisation de cet emprunt. Conformément aux dispositions de la loi d'orientation pour la Ville du 13 juillet 1991 et notamment son article 40, la Ville est autorisée à garantir en totalité l'emprunt contracté par Versailles Habitat.

La Ville garantit à ce jour 73 emprunts pour un montant total de 33 197 304,31 €. Le capital restant dû au 1^{er} janvier 2006 est de 32 397 446,31 €.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2252-1 et L.2252-2,

Vu l'article 19.2 du code des Caisses d'Epargne,

Vu l'article 2021 du code civil,

Vu la demande formulée par Versailles Habitat tendant à obtenir la garantie communale pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 902 511 €,

Vu la convention à intervenir entre la ville de Versailles et Versailles Habitat,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

DECIDE

ARTICLE 1 : *la ville de Versailles accorde sa garantie à Versailles Habitat pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 902 511 € que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de financer l'acquisition et la réalisation de 36 logements aidés de type PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) situés au 25, boulevard Saint-Antoine à Versailles, dans le cadre d'un bail emphytéotique de 40 ans consenti par le Centre Hospitalier Universitaire de Versailles, propriétaire de l'immeuble.*

ARTICLE 2 : *Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :*

– montant :	902 511 €
– durée :	38 ans
– différé d'amortissement :	sans
– taux d'intérêt actuariel annuel :	3,00%
– taux annuel de progressivité :	0%

– révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (pour les prêts à double révisabilité limitée). Il est précisé que le taux effectivement appliqué sera celui en vigueur à date d'établissement du contrat.

ARTICLE 3 : La garantie de la Ville est accordée pour la durée totale du prêt, à hauteur de 902 511 €.

ARTICLE 4 : Au cas où Versailles Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la ville de Versailles s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 5 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

ARTICLE 6 : Le Conseil Municipal autorise le Maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt à souscrire entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Versailles Habitat et à signer la convention à passer entre la Ville et ledit organisme.

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de la Famille, du social et du logement.

M. DEFRANCE :

L'intérêt, c'est que grâce à la réhabilitation, on va créer des emplois et favoriser la venue d'infirmières pour notre hôpital, puisqu'on pourra les loger après leur formation. C'est une excellente idée et il faut poursuivre dans cet esprit, car c'est ainsi que nous attacherons les infirmières et les aides soignantes à notre hôpital et aux Versaillais.

Mme MASSE :

Monsieur le Maire, cela fait bientôt dix ans que vous êtes président du conseil d'administration de l'hôpital Mignot, et cela fait un bon nombre d'années que ces locaux ne servent plus et sont inoccupés. Vous saviez, vous le premier, que ces locaux étaient vides, et c'est seulement maintenant que vous proposez à Versailles Habitat ce montage. Il y a tant de jeunes étudiants, d'infirmières, d'aides soignantes qui ont cherché à se loger pendant tout ce temps-là, l'hôpital Mignot manque cruellement d'infirmiers, d'infirmières et d'aides soignantes, et vous n'y avez pas prêté attention, depuis tout ce temps. C'est très décevant. Nous voterons pour cette délibération. (*Ah ! sur de nombreux bancs*).

Mme LEHUARD :

C'est pénible d'entendre cela !

M. BERNOT :

Je suis tout particulièrement favorable à cette opération qui devrait permettre de loger décemment nos infirmières à une distance raisonnable de leur lieu de travail et à un coût compatible avec leur niveau de rémunération, notamment en début de carrière. C'est par des mesures de ce genre que l'on pourra contribuer à améliorer concrètement le recrutement et les conditions d'exercice d'une profession où les astreintes et la pénibilité du travail ne sont pas suffisamment reconnues.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.68**Achat par la Ville d'une parcelle de terrain nécessaire à l'accès à l'aire de livraison de la Fondation Lépine****Mme de BARMON :**

La Fondation Lépine, maison de retraite située au 41-55 rue des Chantiers à Versailles, fait l'objet d'un important projet de restructuration avec agrandissement de ses locaux. Cette réhabilitation est menée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) qui a la gestion de cet établissement situé sur la parcelle communale cadastrée à la section BL n°428.

Dans le cadre de l'aménagement de la desserte de la Fondation Lépine, et aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale du 12 janvier 2001, la copropriété de l'ensemble immobilier contiguë à la fondation situé 41-43 rue des Chantiers a accordé à la Ville la cession à l'euro symbolique d'une bande de terrain d'une superficie d'environ 1 871 m² longeant la voie SNCF. Cette opération a été approuvée par décision du Conseil municipal le 10 juillet 2003.

Toutefois, cette voie d'accès à l'aire de livraison n'est pas suffisamment large pour permettre aux camions d'effectuer les manœuvres pour les livraisons de la Fondation Lépine, et nécessite 1,50 m de largeur supplémentaire, représentant une superficie d'environ 30 m². Suite à notre demande du 3 mars 2005, l'assemblée générale des copropriétaires du 41-43 rue des Chantiers a autorisé la cession du complément d'accès à l'aire de livraison de la Fondation Lépine le 21 avril 2005.

Les travaux d'aménagement ayant déjà commencé avec l'accord des copropriétaires, un document d'arpentage rectificatif sera établi pour réaliser la division parcellaire de la voie et permettre ensuite son classement dans le domaine public communal.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide d'acquérir pour l'euro symbolique le complément de voie d'accès à l'aire de livraison de la Fondation Lépine d'une superficie d'environ 30 m², assis sur la parcelle cadastrée à la section BL n° 425;*
- 2) *autorise le Maire ou son représentant à signer l'acte d'acquisition, le document d'arpentage, ainsi que tout document s'y rapportant ;*
- 3) *dit que la dépense est inscrite au budget de la Ville : chapitre 908 : Aménagement et services urbains, environnement - article 824 : Autres opérations d'aménagement urbain - nature 2112 : Terrains de voirie- programme 200283 : Diverses acquisitions immobilières*

Avis favorable des commissions concernées.

M. DEFRANCE :

Je l'avais dit en commission, et je tiens parole : j'ai ici les deux euros, que je tiens à disposition de M. de LESQUEN.

M. de LESQUEN :

Donnez-les moi, je les donnerai à la quête dimanche prochain.

M. MEZZADRI :

Une fois cette parcelle intégrée à la voirie communale, l'ensemble de la voie qui longe le chemin de fer pourra être aménagée, ainsi que le stationnement, car il y a actuellement des voitures ventouses de gens qui vont à la gare des Chantiers.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.69**Achat au Département des Yvelines d'une parcelle de terrain contiguë à la Crèche Jeu de l'Oie située 21/23 rue Jean Mermoz****Mme GALICHON :**

Pour l'établissement « multi-accueil petite enfance » située 21/23 rue Jean Mermoz à Versailles, la Ville souhaite acquérir une parcelle de terrain d'environ 79 m², actuellement en talus à l'arrière de la Crèche Jean Mermoz, appartenant au Département des Yvelines, située au 7 rue de la Patte d'Oie à Versailles.

L'aménagement de cette parcelle prévoit l'agrandissement du jardin de la crèche tout en permettant l'amélioration du cadre paysager.

Pour assurer l'entretien des espaces verts, cet agencement nécessite notamment la signature d'une convention portant droit de passage avec le Conseil Général pour accéder à cette parcelle de terrain depuis l'immeuble du Conseil Général situé au 7 rue de la Patte d'Oie.

Les frais de géomètre incombant à l'acquéreur, il est convenu avec le Conseil Général que les frais du découpage parcellaire seront supportés par la Ville.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide d'acquérir une parcelle de terrain d'environ 79 m² appartenant au Département des Yvelines située 7 rue de la Patte d'Oie à Versailles, issue de la parcelle cadastrée BN n° 165, au prix de 12 050 € ;*
- 2) *dit que tous les frais, droits et honoraires, ainsi que les frais de géomètre seront supportés par la Ville ;*
- 3) *autorise le Maire ou son représentant à signer l'acte d'acquisition correspondant et la convention de droit de passage, ainsi que tout document se rapportant à ces actes ;*
- 4) *dit que les crédits de dépenses sont inscrits au budget de la Ville : chapitre 908 : Aménagement et services urbains, environnement - article 824 : Autres opérations d'aménagement urbain - nature 2138 : Autres constructions - programme 2001118 : Crèche rue J. Mermoz*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.70**Demande de remise gracieuse des pénalités pour retard de paiement de taxes d'urbanisme****M. BANCAL :**

Par arrêté du 24 juin 2004, M. et Mme BRUCHOU ont bénéficié d'un permis de construire pour l'extension d'une maison d'habitation située 13, bis rue Jacques Boyceau à Versailles.

Cette extension a généré la mise en recouvrement de taxes d'urbanisme (taxe locale d'équipement, taxe pour la Région d'Ile de France, taxe départementale pour le Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement et pour les espaces naturels sensibles) d'un montant de 3 178 € payable en deux échéances (24/12/2005 et 24/06/2007).

M. et Mme BRUCHOU ont sollicité auprès de la Trésorerie de Maurepas, une remise gracieuse de pénalités concernant la première échéance de la taxe locale d'équipement s'élevant à 53 €.

M. le Trésorier Principal a émis un avis favorable à la remise de la majoration, les redevables indiquant ne pas avoir reçu le courrier initial d'avis d'imposition mais ayant toutefois payé à la première lettre de relance.

Au titre de l'article L.251-A du Livre des procédures fiscales, le Conseil municipal est compétent pour accorder cette remise.

Au regard de ces éléments, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

décide d'émettre un avis favorable à la remise de la majoration de retard due par M. et Mme BRUCHOU, pour retard du règlement des taxes d'urbanisme dues au titre du permis de construire n° 646.03.V.0115 (13 bis, rue Jacques Boyceau) en tant qu'elles concernent la part communale.

La commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et la commission de l'Enseignement, de la culture, de la jeunesse et de sports ont émis un avis favorable et elles ont demandé que l'on regroupe ces cas en une seule délibération par an, compte tenu des montants en jeu.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.71

Fonds de solidarité communal en faveur des collèges et lycées de Versailles

Mme GRAS :

La Ville accorde des crédits au titre du fonds de solidarité communal aux collèges et lycées publics et privés de Versailles.

Les sommes versées sont destinées à atténuer les frais de demi-pension, de voyages ou de déplacements éducatifs, d'achat de livres scolaires, etc. lorsque les familles éprouvent des difficultés financières risquant de gêner la scolarité de leurs enfants. Ce fonds de solidarité communal ne doit pas être utilisé pour régler des frais de scolarité.

Le montant du fonds de solidarité a été calculé pour chaque type d'établissement au prorata du nombre d'élèves versaillais. Le collège de Clagny bénéficie d'une subvention plus importante que les autres collèges, afin de lui permettre de répondre plus largement aux demandes d'aide des familles en difficulté. En fin d'année civile, un compte-rendu relatant l'utilisation des crédits doit être présenté à la Ville par les chefs d'établissement.

Cette année, les collèges publics Pierre de Nolhac et Raymond Poincaré ainsi que le lycée public La Bruyère et le lycée privé Notre Dame de Grandchamp n'ont pas souhaité recevoir de la Ville une aide au titre du fonds de solidarité.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

1) décide de répartir le fonds de solidarité communal de la façon suivante :

COLLEGES PUBLICS ET PRIVES

COLLEGES PUBLICS	EFFECTIFS VERSAILLAIS	SUBVENTION (2,50 €/élève)
<i>Collège Clagny</i>	352	880,00 €
		<i>(1,80 €/élève)</i>
<i>Collège Jean-Philippe Rameau</i>	744	1 339,20 €
<i>Collège Hoche</i>	538	968,40 €
TOTAL	1634	3 187,60 €
COLLEGES PRIVES	EFFECTIFS VERSAILLAIS	SUBVENTION (1,30 €/élève)
<i>Collège "Saint Jean-Hulst"</i>	727	945,10 €
<i>Collège du "Sacré Coeur"</i>	381	495,30 €
TOTAL	1 108	1 440,40 €
TOTAL COLLEGES PUBLICS ET PRIVES	2 742	4 628,00 €

LYCEES PUBLICS ET PRIVES

LYCEES PUBLICS	EFFECTIFS VERSAILLAIS	SUBVENTION (1,80 €/élève)
<i>Lycée Jules Ferry</i>	268	482,40 €
<i>Lycée Jacques Prévert</i>	85	153,00 €
<i>Lycée Marie Curie</i>	440	792,00€
<i>Lycée Hoche</i>	559	1006,20 €
TOTAL	1352	2 433,60 €
LYCEES PRIVES	EFFECTIFS VERSAILLAIS	SUBVENTION (1,30 €/élève)
<i>Lycée "Saint Jean-Hulst"</i>	407	529,10 €
<i>Lycée "Les Châtaigniers"</i>	48	62,40 €
<i>Lycée "Saint Vincent de Paul"</i>	48	62,40 €
TOTAL	503	653,90 €
TOTAL LYCEES PUBLICS ET PRIVES	1855	3 087,50 €

- 2) d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la ville : chapitre 922 "Enseignement - Formation"- article 22.0 "Collèges"- article 22.1 "Lycées"- compte par nature 6714 "Bourses et prix"

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Enseignement, de la culture de la jeunesse et des sports.

M. de LESQUEN :

Ce fonds de solidarité communal est une excellente chose. J'ai du mal à comprendre que certains établissements ne souhaitent pas recevoir des contributions de cette nature. Il me paraît inimaginable qu'il n'y ait pas partout des élèves dans le besoin. Je sais que l'emploi de ce fonds est délicat, car ceux qui en ont besoin ont peur d'être stigmatisés. Mais l'aide peut se faire avec une grande discrétion. Il faudrait peut-être faire un effort de pédagogie auprès des établissements qui ont refusé ces aides pour qu'ils les acceptent.

Mme GRAS :

Ils ont refusé ces aides parce que, l'an dernier, ils n'ont pas utilisé la totalité de leur subvention. Ils n'ont donc pas jugé utile de la demander cette année et ont préféré qu'elle soit donnée à d'autres collègues qui en ont plus besoin. Je ne pense pas que les personnes qui auraient besoin de l'aide se refusent à aller voir le proviseur ou le principal. C'est qu'il n'y a pas de besoin, sinon la porte est toujours ouverte pour que cette subvention soit accordée.

M. de LESQUEN :

Ne peut-on faire une lettre détaillée expliquant les raisons de l'aide ?

Mme GRAS :

Je crois que les proviseurs et les principaux savent très bien gérer cela et accorder les aides nécessaires. Il n'est pas besoin de leur envoyer une lettre supplémentaire.

M. le Maire :

D'ailleurs cette possibilité est prévue dans les règlements intérieurs des établissements.

M. DEFRANCE :

Il y a aussi ce qu'on appelle la solidarité. Certains établissements la pratiquent parce qu'ils peuvent régler leurs propres problèmes. Par ailleurs, quand on a demandé une aide, ce n'est pas inscrit le lendemain dans le préau. Cela se fait dans l'anonymat le plus complet. C'est cela que fait la République.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.72**Adhésion de la ville de Versailles au groupement d'intérêt public dénommé Centre de recherche du château de Versailles****M. de MAZIERES :**

La création d'un Centre de recherche du château de Versailles s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de développement pluriannuel de l'Etablissement public du Musée et du Domaine national de Versailles.

Ce centre de recherche a pour objectif d'exploiter un gisement de connaissances unique pour l'étude des lieux et des expressions du pouvoir, tels qu'ils sont représentés à Versailles, et tels qu'ils peuvent être comparés avec les autres lieux et les autres expressions du pouvoir en France et en Europe.

L'étude serait axée principalement sur les cours d'Europe, aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles.

Cette initiative s'inscrit également dans le cadre des objectifs du schéma directeur de la recherche en histoire de l'Art et sciences humaines, établi par la Direction des musées de France.

Pour parvenir à cet objectif, l'établissement public du Musée et du Domaine national de Versailles a proposé au ministère de la Culture et de la Communication, au Conseil général des Yvelines, à la ville de Versailles, et à des institutions de recherche de renom international (le Muséum national d'histoire naturelle, l'université de Paris IV-Sorbonne, l'université de Versailles-Saint-Quentin, l'école des Hautes Etudes en Sciences Sociales et l'institut National de l'Audiovisuel) de s'associer au sein d'une structure juridique susceptible de conduire ce projet de pôle de recherche, puis d'assurer son développement et son rayonnement.

En raison du caractère historique et culturel majeur de ce travail, la Ville se doit de participer à ce centre par la mise en commun des documents dont elle dispose à la Bibliothèque municipale, aux archives communales ou encore au Musée Lambinet.

La Ville deviendra donc adhérente du groupement d'intérêt public en cours de constitution, réglera comme les autres membres une cotisation annuelle de 10 000 € et pourra mettre à disposition du Groupement une personne employée à mi-temps par elle. Sur un budget global de 1,3 million, cette participation est symbolique, mais il est important que la ville soit associée à cette démarche, qui illustre bien le travail que nous menons avec le château.

La convention constitutive du groupement d'intérêt public définit son objet et les conditions de son fonctionnement et de son financement.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) décide d'adhérer au groupement d'intérêt public dénommé « Centre de recherche du château de Versailles », dans les conditions fixées par la convention constitutive et ses annexes ;*
- 2) autorise M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tous documents y afférents ;*
- 3) dit que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Ville, Chapitre 923 "Culture", article 324 "entretien du patrimoine culturel", nature 6281 "concours divers, cotisations".*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Enseignement, de la culture de la jeunesse et des sports.

Mme NEGRE :

A quoi correspond la possibilité de mettre à la disposition du groupement une personne employée à mi-temps ?

M. de MAZIERES :

Nous avons un fonds des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles exceptionnel à la bibliothèque et l'idée est de réfléchir avec le groupement pour voir si une des formes de participation de la ville de Versailles pourrait être de mettre à disposition une personne spécialisée dans le fonds iconographique, qui resterait à la Ville mais travaillerait avec le groupement. Ce serait une bonne chose pour la recherche et pour la bibliothèque.

M. GOSSELIN :

Nous nous sommes demandés en commission, et nous allons peut-être avoir la réponse grâce à la présence de M. de MAZIERES ce soir, pourquoi le ministère de la recherche n'était pas impliqué dans cette politique. Ne devrait-il pas l'être ?

M. de MAZIERES :

Je ne peux pas vous répondre. La question peut être posée. Cela étant, le ministère est impliqué de façon indirecte par l'intermédiaire du Muséum d'histoire naturelle qui lui est rattaché. C'est probablement la réponse.

Mme LEHERISSEL :

La création d'un pôle académique de recherches consacré aux lieux et expressions du pouvoir à Versailles est très intéressante. Je trouve très pertinent que la Ville y participe en mettant à disposition les documents qu'elle possède. Mais je ne suis pas d'accord sur le financement de cette opération. Ce n'est pas une bonne formule. Le financement partagé dans tous les domaines, est l'ennemi de la bonne gestion et de la responsabilisation. En effet, tout le monde finance et personne n'exerce de responsabilité pleine et entière. En outre, une telle initiative pourrait recevoir des fonds du privé si l'on acceptait de s'en occuper. Le financement revient donc essentiellement au château pour une réalisation intelligente et créative. Nous nous abstiendrons sur cette délibération.

M. de MAZIERES :

Ce que vous dites serait juste q'il y avait égalité des voix. Ce n'est pas le cas, et les voix sont attribuées en fonction de l'argent que l'on met dans la corbeille de la mariée. La Ville met peu d'argent et a une voix sur 88 en tout. Le château met beaucoup d'argent et a 44 voix. Si l'on ajoute celles qui découlent de la subvention du ministère de la Culture, il y a bien décision unique. J'ai parlé dans notre cas de participation symbolique. Nous participons aux travaux si nous le voulons. Tout en adhérant à l'initiative commune, nous ne pourrions jamais bloquer le fonctionnement de ce groupement d'intérêt public.

M. LITTLER :

Cette délibération est particulièrement intéressante. Elle permet de valoriser le patrimoine ancien de notre bibliothèque et de nos archives et certainement de l'associer assez rapidement à la démarche de création de la bibliothèque numérique européenne menée sous l'égide de la Bibliothèque nationale de France. Je félicite ceux qui ont pris cette initiative.

Mme NEGRE :

En écoutant M. de MAZIERES, je trouve toujours l'idée bonne, mais je m'inquiète de la façon dont le projet est conçu. Je ne comprends pas que, la ville de Versailles étant elle aussi un lieu de pouvoir, et alors que tous les fonds de bibliothèque et d'archives sont essentiels – sans eux, le centre de recherches du château serait sans intérêt – n'aura qu'une voix sur 88 !

M. de MAZIERES :

Je dirige un établissement public culturel, et je peux vous assurer que ce qui est important, c'est de siéger dans le conseil d'administration. Le reste n'a pas beaucoup d'importance. En revanche, il est vrai que, sur le plan de la gestion, il faut une vraie logique de décision. Je trouve que ce système est vraiment bien conçu. Nous n'y sommes pas pour grand chose, puisque c'est le château qui l'a pensé avec le ministère de la Culture. M. le Maire a eu raison d'entrer dans cette logique et j'y adhère totalement.

Mme NEGRE :

Mais une voix...

M. de MAZIERES :

Si vous voulez que nous ayons 40 voix, il faut apporter 600 000 euros.

Mme NEGRE :

Mais nous avons un apport en nature, avec le fonds documentaire, et nous amenons aussi du travail, bien au-delà du demi-poste dont il a été question : chaque fois qu'on sollicitera un bibliothécaire ou un archiviste, ce sera une contribution de la ville, dont on ne tiendra pas compte. Si l'on entrait dans votre logique, nous pourrions demander une redevance pour l'utilisation de ce fonds.

M. de MAZIERES :

Cela m'étonne un peu que vous vous placiez dans une optique qui est contraire à vos principes philosophiques. La culture se partage. Quand vous participez à une recherche scientifique, le retour n'est pas pour vous seul, il est pour la communauté sociale dans laquelle vous vivez. Pour la ville de Versailles, le retour est évident. La qualité de la recherche y sera bien supérieure à ce que nous pourrions faire seuls, et les plus grands spécialistes internationaux des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles participent à ce conseil. La quantification a ses limites, et en matière culturelle particulièrement.

Mme NEGRE :

C'est vous qui nous l'opposez et elle est vraiment en notre défaveur, avec une voix sur 88. C'est incroyable ! (*exclamations*)

M. le Maire :

L'établissement public apporte 665 000 euros. Nous apportons 10 000 euros pour notre adhésion et, en nature avec la mise à disposition d'un agent de la bibliothèque à temps partiel, environ 20 000 euros, soit au total 30 000 euros. L'important est de mutualiser les moyens et de toute façon nous en retirerons un bénéfice. Mais nous n'allons pas mettre 665 000 euros sous prétexte que nous voulons faire jeu égal avec l'établissement public. L'important, c'est d'y être.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec 7 abstentions (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles et Mme NEGRE).

2006.03.73**Théâtre Montansier - Demande de subvention****Mme DUPONT :**

J'empiète un peu sur le domaine de M. de MAZIERES, avec son accord, pour vous présenter cette délibération qui concerne les personnes malvoyantes.

Par le contrat d'affermage du 13 mai 2004, la ville de Versailles a, à nouveau, confié la gestion du Théâtre Montansier à la S.A.R.L. « Compagnie Reine Production », représentée par M. Jean-Daniel LAVAL.

Dans ce cadre, la Ville a bien entendu souhaité que la culture théâtrale soit financièrement accessible à tous par une politique tarifaire adaptée.

Afin de rendre encore plus accessible au public la culture théâtrale, et d'améliorer le matériel sonore, il est proposé d'installer au théâtre un système performant d'enregistrement sonore des spectacles, non seulement afin de garder une mémoire vive des pièces produites sur la scène du théâtre, mais aussi afin d'enrichir le fonds des bibliothèques sonores dont le but est de rompre l'isolement des personnes atteintes de troubles visuels.

De surcroît, ce matériel permettra au théâtre Montansier d'atteindre un niveau technique supérieur en matière de son, offrant des perspectives plus qu'intéressantes pour la création et pour l'accueil des compagnies extérieures.

Pour réaliser ce projet, le théâtre doit s'équiper d'un matériel de haute qualité approprié (micros, logiciel pour le traitement des sons, enceintes pour la restitution des enregistrements, ordinateur pour gérer l'ensemble, câblage...).

Le montant prévisionnel de l'opération est fixé à 4 980 € T.T.C. et le délai d'exécution des travaux est de 6 mois.

Ces travaux étant susceptibles d'être subventionnés pour moitié par la réserve parlementaire du Sénat, la somme à la charge de la Ville serait de 2 490 € TTC.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide d'acquérir un système performant d'enregistrement sonore des spectacles donnés au Théâtre Montansier dans le but d'enrichir les fonds des bibliothèques sonores, pour un montant de 4 980 € T.T.C. ;*
- 2) *sollicite auprès du rapporteur général de la commission des finances du Sénat, M. Philippe MARINI, une subvention de l'Etat d'un montant de 2 490 €, à titre de participation au financement de ce système d'enregistrement ;*
- 3) *dit que les crédits de dépenses et de recettes seront inscrits au chapitre 903, Culture, article 313, théâtre ;*
- 4) *autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents à intervenir pour fixer les modalités du versement de cette aide financière.*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Enseignement, de la culture de la jeunesse et des sports.

M. de LESQUEN :

Nous trouvons cette délibération excellente, mais j'ai une question d'ordre juridique. Je suis très intrigué par le fait que ce soit le Sénat qui décide d'une subvention particulière.

Mme DUPONT :

Il ne décide pas. Nous autorisons M. le Maire à demander une subvention.

M. de LESQUEN :

Le principe de séparation des pouvoirs signifie que c'est le Gouvernement, en l'occurrence le ministre de la Culture, qui donne la subvention, pas le rapporteur de la commission du Sénat.

Mme DUPONT :

C'est le rapporteur de la commission des Finances qui donne un avis favorable, et c'est ensuite le ministère qui verse la subvention.

M. de LESQUEN :

Je ne connaissais pas cette procédure. Elle est proprement extravagante...

Mme DUPONT :

Eh bien, je suis très heureuse de vous apprendre quelque chose ! (*rires*)

M. de LESQUEN :

... car elle viole le principe de séparation des pouvoirs.

M. le Maire :

Il n'y a aucun problème de séparation des pouvoirs. Il y a proposition du Sénat d'affecter telle ou telle somme en fonction du ministère compétent en la matière. Nous faisons la même chose à l'Assemblée nationale.

Mme DUPONT :

Et c'est le ministère de la Culture qui versera la somme.

M. DEFRANCE :

Les travaux vont durer six mois. Est-ce que cela perturbera les représentations ?

M. de MAZIERES :

Non, il n'y aura pas de perturbation. J'en profite pour remercier Mme DUPONT, car vous avez compris que la réserve parlementaire du Sénat, c'est bien sûr elle qui en a obtenu le concours.

Mme DUPONT :

Et la somme doit être dépensée dans l'année. Il n'y a pas de report possible.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.74**Subvention exceptionnelle à l'association Versailles Jazz Festival.****M. de MAZIERES :**

En fait, je suis moins habilité pour parler de cette subvention que Mireille GRAS, qui est une fanatique de jazz.

Mme GRAS :

Depuis 2004, un festival de jazz est organisé à Versailles. Cette année, l'association Versailles Jazz Festival prend en charge l'organisation de cet événement, qui se déroulera du 24 avril au 2 mai 2006. Nous avons commencé modestement, et peut-être dans quelques années serons-nous au niveau de Sainte-Adresse ou de Marcihac – peut-être pas Montreux pour l'instant !

L'association Versailles Jazz Festival s'est donné pour objectif de promouvoir le jazz auprès d'un large public, en proposant à l'occasion de cette manifestation une programmation variée entre musiciens de renom et artistes en devenir. Outre des concerts, des masters-class, des stages et des ateliers seront organisés à travers la ville : au Théâtre Montansier, sous le chapiteau de Porchefontaine, à l'Université Inter -Age . Le théâtre a pris en charge le plus gros spectacle.

Quelques prestations seront accueillies par d'autres communes environnantes, telles que Le Chesnay, Saint Cyr l'école, Fontenay le Fleury. Il y aura aussi des animations dans les maisons de retraite, à l'hôpital et dans une prison. Il y a également un « jazz off » prévu dans les cafés de Versailles. Phebus nous laisse un car avec plate-forme pour annoncer l'événement dans tous les quartiers avec un petit orchestre.

Il est proposé que la Ville accorde une aide financière exceptionnelle de 5 000 €, pour aider l'association à financer ce festival.

Le versement de la subvention fera l'objet d'une convention.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide d'attribuer une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'association Versailles Jazz Festival, à titre de participation à l'organisation à Versailles d'un festival de jazz ;*
- 2) *autorise Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir à ce sujet avec ladite association, et tous documents s'y rapportant ;*
- 3) *dit que les crédits afférents à cette dépense sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 923 « Culture » article 33.1 « Encouragement aux sociétés culturelles nature 6745 « subvention exceptionnelle aux personnes de droit privé ».*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Enseignement, de la culture de la jeunesse et des sports.

M. DEFRANCE :

5000 euros, cela me paraît peu pour toutes ces activités de qualité.

Mme GRAS :

C'est un début.

M. de LESQUEN :

Il faut saluer ce genre d'opération, qui montre que Versailles est une ville musicale. Beaucoup de Versaillais s'illustrent dans ce domaine, puisqu'il y a des musiciens classiques, d'autres aiment le jazz, et certains ont développé une école de rock versaillais. Versailles est une ville exceptionnelle par la qualité de ses habitants et il faut que la municipalité encourage toutes les formes d'expression musicale.

M. le Maire :

Nous en sommes bien conscients, grâce au conservatoire et au centre de musique baroque entre autres.

M. DEFRANCE :

N'oublions pas le rap et le hip-hop qu'il faudra favoriser dans les années à venir.

M. de LESQUEN :

Etant donné les paroles du rap, on peut hésiter...

M. DEFRANCE :

Les plus grands poètes ont été subversifs.

M. de LESQUEN :

Mais le racisme contre « les faces de craie », cela se poursuit en justice.

M. DEFRANCE :

Vous avez à peu près les mêmes propos contre d'autres faces.

M. de LESQUEN :

Calomnie et stupidité ! Vous êtes un salaud ! (*exclamations*)

M. DEFRANCE :

J'espère que ce propos figurera au compte rendu. M. de LESQUEN me traite de salaud, j'en ai autant à son service.

M. le Maire :

Après salopard tout à l'heure, salaud maintenant. C'est stupéfiant ! On se demande où vous avez été élevé.

Mme NICOLAS :

M. de LESQUEN oublie qu'autrefois, le jazz a connu la même chose, et le racisme.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.75**Subvention exceptionnelle à la congrégation des Dominicaines missionnaires de Notre Dame de la Délivrante, pour le collège d'Arraya, au Liban****M. BUFFETAUT** :

Versailles soutient depuis longtemps diverses œuvres d'enseignement français au Liban. C'est une vieille tradition, puisque les liens entre le Liban et la France remontent à Saint Louis.

Le village d'Araya, situé en banlieue de Beyrouth, en dessous de la montagne Druze, abrite une école accueillant des élèves de toutes confessions et de toutes origines.

Cette école est située sur une ligne de démarcation, et a subi de nombreux bombardements, vols de matériels etc... Elle a été occupée par l'armée libanaise ou a servi de centre de secours pour la croix rouge suivant les moments de la guerre. Malgré toutes ces difficultés, l'enseignement a été maintenu dans des conditions très difficiles, les bâtiments étaient délabrés, mais les membres ont toujours gardé l'espoir et encore et toujours rebâtissent les murs pour accueillir les enfants.

C'est aujourd'hui un établissement scolaire mixte de 700 enfants qui regroupe tous les enseignements, de la maternelle à la terminale.

La langue d'enseignement est le français pour toutes les matières, y compris les matières scientifiques. Le personnel encadrant est totalement français.

Les subventions obtenues de l'Etat libanais, ne peuvent pas couvrir tous les frais de reconstruction et l'équipement pédagogique nécessaire à la formation des jeunes à une culture européenne.

Ce collège dépend de la Congrégation des religieuses Dominicaines Missionnaires de Notre-Dame de la Délivrande, dont le siège est à Grenoble.

Dans le cadre de sa coopération avec le Liban, la ville de Versailles souhaite aujourd'hui apporter son aide pour l'achat de 25 ordinateurs et de matériel informatique.

Il est proposé d'aider ce projet à hauteur de 15 000 €, en attribuant une aide à la Congrégation. Etant donné le courage de ces sœurs et l'état de cette école, je vous encourage vivement à voter cette subvention à l'unanimité.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide d'accorder une subvention de 15 000 € à la Congrégation des Dominicaines Missionnaires de Notre Dame de la Delivrande, à titre de participation à l'acquisition de matériel informatique pour le collège des Dominicaines de Notre Dame de la Délivrande, à Arraya, au Liban ;*
- 2) *adopte la convention à intervenir entre la ville de Versailles et la Congrégation ;*
- 3) *autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents s'y rapportant ;*
- 4) *dit que les crédits afférents à cette dépense sont inscrits au budget de la ville, chapitre 920 « services généraux des administrations publiques locales », article 04 « relations internationales », 6574 « subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances.

Mme NEGRE :

Comment êtes-vous arrivé à connaître cette congrégation en particulier ?

M. le Maire :

L'an dernier, lors d'un voyage au Liban, j'ai visité différentes œuvres, dont celle-là. Chaque fois nous avons été sollicités, au nom de la tradition d'aide de la France au Liban, ce pays cher et ami. Comme ils sont dans une grande détresse pour financer l'enseignement, je me suis laissé attendrir et j'espère que vous vous laisserez attendrir aussi.

Mme DUPONT :

Nous avons eu au Sénat, une demi-journée consacrée au Liban avec des parlementaires libanais de passage à Paris et l'ambassadeur de France à Beyrouth. Il nous a demandé si nos collectivités avaient des partenariats avec le Liban. J'en ai profité pour lui parler de cette délibération. Il m'a dit à quel point la présence et l'amitié de la France étaient essentielles. Il se trouve que, dans ce cas, il s'agit d'une œuvre religieuse, mais de façon générale, beaucoup de villages libanais sont en difficulté et le gouvernement n'a guère de moyens et l'ambassadeur nous a incités à avoir des partenariats dans l'ensemble du Liban.

Mme NEGRE :

Nous avons du matériel informatique obsolète. Certaines écoles de communes voisines récupèrent ce genre de matériel pour des écoles élémentaires. Ne peut-on essayer de voir comment récupérer et stocker ce matériel qui fonctionne ?

M. le Maire :

J'avais pensé comme vous à cette solution. Mais il y a des problèmes de normes et de compatibilité et il s'ajoute le coût du transport. Ayant examiné la chose, je me suis rendu compte qu'il était préférable d'envoyer une subvention qui permet d'acheter du matériel sur place, ce qui de plus fait travailler l'économie libanaise.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.76**Charte relative aux conditions d'intervention des bénévoles dans le cadre des activités de la ville de Versailles en faveur des personnes âgées (charte en annexe)****Mme de BARMON :**

La population âgée vit parfois dans des conditions de précarité, de maladie, de dépendance physique et/ou psychique et souffre d'isolement, voire d'exclusion.

Certaines personnes âgées recherchent donc une présence pour :

- être accompagnées lors d'un déplacement (loisirs, rendez-vous médicaux, administratifs ou pour effectuer une démarche exceptionnelle).
- un temps de convivialité partagé,
- effectuer certains petits travaux d'écriture courante.

La ville de Versailles a quatre agents qui s'occupent de cette tâche. Mais elle se propose d'établir un lien entre la personne âgée désirant une présence et la personne qui gracieusement, en qualité de bénévole, souhaite donner de façon régulière quelques heures de son temps, au titre de la solidarité et du maintien du lien social.

Afin de s'assurer de l'engagement réel des bénévoles et de fixer un cadre à leurs activités, il est proposé de mettre en place une charte qui garantit le respect des opinions philosophiques et religieuses de la personne accompagnée, de sa dignité, de son

si que la discrétion et la confidentialité.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

approuve les termes de la charte relative aux conditions d'intervention des bénévoles dans le cadre des activités de la Ville de Versailles en faveur des personnes âgées.

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de la Famille, du social et du logement.

Mme NEGRE :

C'est une excellente idée dont je vous félicite.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.77**Travaux à entreprendre sur des immeubles communaux – Autorisation de déposer les dossiers de demandes de permis de démolir, de construire et déclarations de travaux.****M. BERTET :**

Divers projets de travaux à effectuer sur les immeubles communaux en 2006 vont nécessiter l'obtention d'autorisations d'occupation des sols (permis de démolir, de construire et déclarations de travaux).

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

autorise Monsieur le Maire ou son représentant à déposer les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir, de déclarations de travaux correspondant aux opérations suivantes :

<i>PERMIS DE DEMOLIR</i>	
<i>67 rue Royale</i>	<i>Démolition partielle</i>
<i>PERMIS DE CONSTRUIRE</i>	
<i>67 rue Royale</i>	<i>Réhabilitation et réfection de locaux</i>
<i>École élémentaire Pierre Corneille</i>	<i>Création d'un préau</i>
<i>Église Notre-Dame (bâtiment sur cour)</i>	<i>Réaffectation de locaux et modification de façades</i>
<i>Cimetière des Gonards</i>	<i>Agrandissement de l'accueil</i>
<i>Hôtel de Ville</i>	<i>Aménagement du dernier étage et restauration de la façade</i>
<i>Théâtre Montansier</i>	<i>Aménagements intérieurs, rénovation du monte-décor</i>
<i>DECLARATIONS DE TRAVAUX</i>	
<i>Maison de quartier Saint-Louis</i>	<i>Remplacement de gouttières</i>
<i>Logement 21 rue Jacques Boyceau</i>	<i>Ravalement</i>
<i>École maternelle Antoine Richard</i>	<i>Création d'un auvent</i>
<i>58 rue d'Anjou</i>	<i>Modification de façade</i>

Avis favorable de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.78

**Installation et mise en valeur d'une statue de Saint-Louis dans l'église Notre-Dame –
Convention avec le département des Yvelines.**

M. BANCAL :

Par délibération du 25 octobre 2004, le conseil municipal a donné son accord pour la restauration d'une statue de Saint-Louis en terre cuite datant du 19^{ème} siècle et conservée dans l'église Notre-Dame.

Afin de mettre en valeur cette statue, dont la restauration va se terminer dans quelques semaines, il a été décidé en liaison avec le conservateur des monuments historiques de la fixer en hauteur sur un socle spécifique.

Le montant de ces travaux s'élève à 6.979,41 € T.T.C. et le Conseil Général prend en charge 70% du montant de l'opération comme pour la restauration de la statue.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *donne son accord pour les travaux d'installation et de mise en valeur d'une statue de Saint-Louis conservée à l'église Notre-Dame ;*
- 2) *s'engage à participer à hauteur de 30% du montant T.T.C. des travaux soit 2.093,82 € ;*
- 3) *autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention à intervenir avec le Département des Yvelines et tout document s'y rapportant.*

Avis favorable de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

M. GOSSELIN :

Je fais cette intervention à titre personnel. Je ne crois pas être de nature intolérante, mais je trouve que l'on va un peu loin. Jusqu'à quand faudra-t-il subventionner ce qui se passe dans nos églises, même si celles-ci méritent la plus grande attention ? Après la statue, c'est le socle, et chaque fois, c'est 10 000 euros... Tous les Versaillais ne sont pas de confession catholique, certains sont incroyants et je ne pense pas que tous les contribuables soient d'accord pour ce genre de subvention. A titre personnel, encore une fois, j'estime qu'on outrepassa un peu les règles saines de la laïcité.

M. DEVYS :

D'abord, nous sommes propriétaires et c'est notre rôle d'entretenir les biens dont nous sommes propriétaires. Cela vaut pour les églises. Lorsque les autres confessions nous demandent une subvention dans le cadre d'une règle qui a été mise en place, on la verse. Dans quelques temps, nous vous proposerons une subvention pour la synagogue, qui fait des travaux extrêmement importants pour son 120^{ème} anniversaire. J'y suis allé plusieurs fois avec M. PICHON et Mme BERREBI. Vous serez sans doute invités pour la réouverture. Il s'agit de travaux de sécurité et d'embellissement, et il est normal que nous participions de façon raisonnable. Il ne s'agit pas de défendre telle ou telle religion, mais de participer à l'entretien d'un patrimoine, ce que tout le monde peut comprendre.

M. BUFFETAUT :

Je me joins à ces propos et j'ajoute que cette statue est d'un réel intérêt artistique. Quand elle a été retrouvée, elle a été aussitôt inscrite à l'inventaire. Maintenant, si cela vous ennuie que ce soit un saint, pensez que c'était un roi ! (*sourires*)

M. BERNOT :

Dans cette affaire, il faut raison garder. Il s'agit d'une modeste somme de 2000 euros. La réparation est déjà faite, il s'agit seulement de mettre en valeur cette œuvre d'art classée. Comme l'a rappelé M. BUFFETAUT, c'est un roi de France, et la mise en valeur du patrimoine national mérite un coup de pouce de temps à autre.

M. de LESQUEN :

Il n'y a pas de doute sur la compatibilité de cette opération avec la laïcité, ne serait-ce que parce que cette statue, comme l'église Notre Dame, font partie de notre patrimoine architectural et que ce genre d'opération peut contribuer à la mise en valeur touristique de Versailles. De plus, la Ville subventionne maintes associations culturelles. Il n'y a pas vraiment de raison pour que la laïcité nous interdise de subventionner des activités culturelles.

En revanche, j'ai une question d'une autre nature. En commission de l'Urbanisme, nous avons demandé pourquoi cette opération coûtait si cher. On nous dit que le Conseil général paiera l'essentiel. Mais l'argent qu'il dépense ne nous est pas indifférent, nous sommes aussi des contribuables du Département. 7 000 euros pour poser une statue de 1,80 mètre sur un socle, cela me paraît exorbitant. J'ai donc demandé les devis, et je pense qu'une faute de procédure administrative a été commise, car on n'a demandé qu'un seul devis pour chaque type d'activité. Peut-être que ce prix est le bon, mais la moindre des choses aurait été de demander à deux entreprises concurrentes. Pour cette seule raison, nous sommes obligés de nous abstenir, malgré la peine que cela nous fait, et que cela me fait en particulier, car j'ai beaucoup de vénération pour Saint Louis.

M. le Maire :

J'ai entre les mains la lettre du directeur des archives départementales qui dit : « Veuillez trouver ci-joint les devis pour la repose de la statue de Saint Louis dans l'église Notre Dame et l'installation d'une console ». M.DEVYS va chercher l'explication précise.

M. de LESQUEN :

Les devis correspondent à deux corps de métier différents, mais il n'y a pas eu de mise en concurrence.

M. DEVYS :

C'est un procès d'intention une fois de plus. Vous n'en savez rien. Nous allons nous renseigner auprès ...

M. de LESQUEN :

Ce n'est pas un procès d'intention. C'est ce qui est ressorti de la commission d'urbanisme.

M. DEVYS :

Vous n'en savez rien. Il nous a été transmis les devis pour l'exécution des travaux, mais vous ne pouvez pas dire que l'on n'a pas consulté plusieurs entreprises.

M. de LESQUEN :

C'est ce qu'on nous a dit en commission.

M. DEVYS :

On vous a dit quelque chose qui n'est pas juste, ou qui n'est pas vérifié.

M. le Maire :

M. DEVYS va vérifier auprès du Conseil général comment les choses se sont passées. Il nous donnera le résultat.

M. de LESQUEN :

La charge de la preuve n'est pas à nous.

M. DEVYS :

Parlons-en, de la charge de la preuve !

Mme COULLOCH-KATZ :

La laïcité n'interdit rien ; simplement, elle demande de ne pas sombrer dans la démesure. C'est une nuance importante.

M. le Maire :

Je préfère cette rectification.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec dix abstentions (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles et groupe de la Gauche plurielle)

M. le Maire :

Les uns s'abstiennent donc au nom de la laïcité, et les autres...

M. de LESQUEN :

Pour les raisons techniques que j'ai dites.

2006.03.79

Restauration du Conservatoire National de Région (Hôtel de Pange) ; Phase 1 : restauration de la façade Nord et de la clôture rue de la Chancellerie et rue de Fontenay Acceptation de subvention.

Mme GUILLOT :

L'Hôtel de Pange, 24 rue de la Chancellerie, a été construit en 1670 par Mlle de Guise. La ville l'a racheté en 1950 au comte de Pange

Par délibération du 21 octobre 2004, le conseil municipal a décidé d'engager la restauration du Conservatoire National de Région installé à l'Hôtel de Pange.

Je vous rappelle que le bâtiment principal, construit en 1670/1671, est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

La direction régionale des Affaires Culturelles (DRAC Ile-de-France) nous a indiqué par courrier du 30 janvier 2006 son intention de programmer une première phase de travaux sur l'exercice 2006, à savoir la restauration de la façade Nord et de la clôture rue de la Chancellerie et rue de Fontenay.

Le montant de la dépense subventionnable a été évalué à 280.257,60 € H.T. et le ministère de la Culture envisage d'octroyer une subvention de 56.052 € H.T. dans le cadre des interventions sur les bâtiments inscrits.

Parallèlement, le Conseil Général intervient également à hauteur de 30 % sur ce type d'opération dans le cadre des programmes concertés avec l'État sur le patrimoine protégé.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *approuve le projet d'investissement relatif à la réalisation de la phase I de la restauration du Conservatoire National de Région (façade Nord et clôture rue de la Chancellerie et rue de Fontenay) ;*
- 2) *approuve le plan de financement prévisionnel prévoyant un montant total H.T. des travaux de 280.257,60 € et l'octroi d'une subvention de l'État à hauteur de 20 %, soit 56.052 € H.T.*

Avis favorable des commissions concernées.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.80

Autorisation de signer les marchés supérieurs à 210.000 € HT - Choix de la commission d'appel d'offres

M. ULRICH :

En application de l'article L.2122-21-1 du Code général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal autorise le Maire ou son représentant à signer les marchés avec les titulaires choisis par la commission d'appel d'offres.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les marchés listés ci-dessous ainsi que tous documents y afférents.

Objet du marché	Choix faits par la CAO		
	Date de la CAO	Nom des titulaires	Montants des marchés
<i>Réhabilitation du gymnase Montbauron I</i>			
<i>Lot n°12 « Serrurerie »</i>	<i>28/02/2006</i>	<i>S.M. du Forez</i>	<i>79.836,49 € HT, soit 95.484,44 € TTC</i>
<i>Fourniture de pièces détachées nécessaires à l'entretien du parc de véhicules automobiles, de camions et de véhicules utilitaires et spéciaux</i>			
<i>Lot n° 1 « Fourniture de pièces détachées et accessoires, peintures et produits de carrosserie et accessoires nécessaires à l'entretien des véhicules particuliers, véhicules utilitaires et spéciaux < 3 T 5 »</i>	<i>21/02/2006</i>	<i>RENAULT VERSAILLES / SPAA (autodistribution) / PEUGEOT / CITROEN</i>	<i>Marché multi attributaires sans fixation de seuils en valeur ou en quantité</i>

Objet du marché	Choix faits par la CAO		
	Date de la CAO	Nom des titulaires	Montants des marchés
<i>Fourniture de livres neufs pour les bibliothèques, différents services de la Ville et le CCAS</i>			
<i>Lot n°5 : « Fourniture de livres neufs reliés destinés aux bibliothèques de la ville de Versailles »</i>	<i>14/03/06</i>	<i>RENOV'LIVRES</i>	<i>Seuil minimum en valeur : 4 000 €HT, soit 4 784 € TTC Seuil maximum en valeur : 16 000 €HT, soit 19 136 € TTC</i>
<i>Mise en place d'un système de gestion (SIG) de données géographiques communes partagées par plusieurs utilisateurs</i>	<i>07/03/2006</i>	<i>ESRI</i>	<i>184 261,02 € HT, soit 220 376.18 € TTC</i>
<i>Travaux d'enfouissement des différents réseaux aériens, de rénovation de l'éclairage public et de voirie, avenue Fourcault de Pavant (entre le boulevard de la Porte Verte et l'avenue Douglas Haig) et avenue de Normandie (entre le boulevard de Glatigny et l'avenue du Douglas Haig).</i>			
<i>Lot n°1 « Enfouissement des réseaux et rénovation de l'éclairage public »</i>	<i>21/03/2006</i>	<i>CICO</i>	<i>305 973,90€ HT soit 365 944,78 € TTC (montant estimatif)</i>

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

M. de LESQUEN :

Il nous est demandé d'approuver les choix de la commission d'appel d'offres. Nous n'avons rien évidemment contre les excellentes entreprises qui ont été retenues...

M. JAMOIS :

Mais...

M. de LESQUEN :

... non plus d'ailleurs contre celles qui ont été écartées.

M. JAMOIS :

Mais...

M. de LESQUEN :

Nous ne sommes pas hostiles non plus aux travaux qui sont souvent très nécessaires (*sur plusieurs bancs : Mêêê ..*) Mais nous ne pouvons hélas (*Ah ! sur de nombreux bancs*) faire confiance à la commission d'appel d'offres dans sa composition actuelle. En effet, lors de la première séance de la mandature, le 25 mars 2001, à la suite d'un accord sournois et honteux entre la liste de gauche et la liste de la majorité municipale dirigée par MM. PINTE et DEVYS, le candidat de l'URV a été écarté de cette

commission. Or il faut y insister, une commission d'appel d'offres a une fonction purement technique. Elle est chargée de dire quelle est l'entreprise la mieux disante. Elle n'a normalement rien à voir avec la politique. La majorité municipale aurait dû se contenter de trois sièges sur cinq et en laisser un à chacune des deux autres listes représentées au conseil municipal. Mais (*Mêêê..sur plusieurs bancs, rires*) puisqu'elle a décidé de présenter cinq candidats, le fonctionnement normal de la démocratie donnait quatre sièges à la majorité, un à l'URV et aucun à la gauche, en l'absence de magouille (*exclamations*). Vous avez donc, Monsieur le Maire, pris un très mauvais départ pour cette mandature. Vous avez d'emblée trahi vos électeurs (*exclamations*) en vous alliant avec la gauche pour former cette majorité socialo-pintiste pour laquelle vos électeurs n'avaient pas voté.

De plus, ce vote équivoque ne pouvait manquer d'alimenter les soupçons. Philippe COLOMBANI, le 25 mars 2001, a fait référence...

M. JAMOIS :

Il était tellement bien avec vous qu'il est parti !

M. de LESQUEN :

... A la commission d'appel d'offres de la région Ile-de-France présidée par Michel ELBEL. M. DEVYS n'a rien dit à cette occasion. Pourtant il connaissait bien le sujet puisque, quelques mois plus tard, on pouvait lire dans *le Monde* du 25 juillet 2001, en page 13, « M. Jean-Jacques JEGOU, ancien président de la fédération... »

M. le Maire :

Cela suffit !

M. de LESQUEN :

M.DEVYS aurait dû démissionner ! C'est une honte ! Il a reçu une mallette pleine de billets ! (*vives protestations*)

M. DEVYS :

Menteur !

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité des votants, le groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles ne prenant pas part au vote.

2006.03.81

Entretien des portes et barrières automatiques, des systèmes d'alarme anti-intrusion avec ou sans télésurveillance installés dans les bâtiments de la Ville et du C.C.A.S. – Avenant n° 1 au marché passé avec l'entreprise CESA PARK (lot n° 1)

Mme GUILLOT :

Par délibération du 22 septembre 2005, le conseil municipal adoptait le dossier de consultation des entreprises relatif à l'entretien des portes et barrières automatiques, des systèmes d'alarme anti-intrusion avec ou sans télésurveillance installés dans les bâtiments de la Ville et du C.C.A.S.

Suite à l'intégration de deux nouveaux équipements, il convient de passer un avenant en plus value pour le lot n° 1 (entretien des portes et barrières automatiques) :

- d'un montant annuel de 213,40 € H.T. pour l'adjonction de la porte des archives communales situées 1 avenue de Paris ;
- d'un montant annuel de 304,20 € H.T. pour l'adjonction du portail motorisé de la fondation Lépine située 53 rue des Chantiers.

Soit un total annuel de 517,60 € H.T. Les seuils minimum (11.700 € H.T.) et maximum (46.800 € H.T.) restent inchangés.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide de conclure un avenant en plus value avec l'entreprise CESA PARK (lot n° 1 : entretien des portes et barrières automatiques) afin d'intégrer deux nouveaux équipements ;*
- 2) *donne pouvoir à Monsieur le Maire ou à son représentant pour signer l'avenant à intervenir et tout document s'y rapportant.*

Avis favorable de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité, le groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles ne participant pas au vote.

2006.03.82

Fourniture et livraison d'articles de bureau et d'articles scolaires, lot n°2 « Articles scolaires et petit matériel pédagogique » Avenant n°3 au marché passé avec l'entreprise LA MALOUINE SCOLAIRE M.C.F. SARL

Mme GRAS :

Par délibération du 21 octobre 2004, le conseil municipal adoptait le dossier de consultation des entreprises décomposé en deux lots pour la fourniture et la livraison d'articles de bureau pour les services municipaux et d'articles scolaires et petit matériel pédagogique destinés aux enfants des écoles maternelles et élémentaires publiques, des garderies, des centres de loisirs et des centres socioculturels.

Le lot n°2 « Articles scolaires et petit matériel pédagogique » a été attribué à la société ALTER BURO/LA MALOUINE le 17 décembre 2004.

Par un avenant n°2 au lot n°2, adopté par le conseil municipal le 19 janvier 2006, la société ALTER BURO/LA MALOUINE a été remplacée par LA MALOUINE SCOLAIRE M.C.F. SARL, à la suite de la cession de la branche d'activité de vente de fournitures et d'articles scolaires de la société ALTER BURO/LA MALOUINE.

Dans le cahier des clauses particulières commun aux deux lots, l'article 11.3 indique que l'ajustement des prix se fait une fois par an avec l'indice « articles scolaires de bureau ».

Or, il s'avère que l'INSEE a supprimé cet indice. Afin de permettre au titulaire du marché d'ajuster ses prix une fois par an, il convient de le remplacer par l'indice : « papeterie scolaire et commerciale ».

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide de conclure un avenant n°3 au lot 2 du marché relatif à la fourniture et à la livraison d'articles de bureau et d'articles scolaires avec l'utilisation d'un nouvel indice pour le calcul de la variation des prix libellé : « papeterie scolaire et commerciale ».*
- 2) *donne pouvoir à Monsieur le Maire ou à son représentant pour signer l'avenant à intervenir et tout document s'y rapportant.*

Avis favorable de la commission de l'Enseignement, de la culture, de la jeunesse et des sports.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité, le groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles ne participant pas au vote.

2006.03.83**Programme départemental 2006-2007-2008 d'aide aux communes en matière de voirie et de ses dépendances – Demande de subvention****M. BARBE :**

Je remercie Mme GRAS et M. GRESSIER avec lesquels nous avons beaucoup travaillé sur ce projet avec les associations de riverains et de commerçants, notamment de la rue Montbauron.

Chaque année, d'importants travaux sont entrepris afin de moderniser la voirie et améliorer la desserte des différents quartiers de la Ville.

C'est ainsi que le Conseil Municipal a adopté le 6 mars 2003, le 4^{ème} programme triennal de voirie pour la reconstruction de la voirie et la rénovation de l'éclairage public de la rue Bernard de Jussieu.

Le Conseil Général des Yvelines propose un nouveau programme triennal 2006-2007-2008 d'aide aux communes en matière de voirie et de ses dépendances, en accordant aux communes de plus de 2 000 habitants, une subvention à hauteur de 30 % d'une dépense plafonnée à 262 700 € H.T., soit une aide financière maximale de 78 810 €.

En 2006, il est prévu le réaménagement de la rue Montbauron, qui est l'un des rares axes routiers reliant le sud et le nord de Versailles. Elle dessert un nombre important d'établissements publics : écoles maternelle et primaire Wapler, école des Beaux Arts, Sécurité Sociale, crèche, ludothèque. Un trafic routier très important côtoie quotidiennement un flux de piétons dense dans des rues étroites.

L'aménagement de cette rue en zone 30Km/h a donc été décidé avec un renforcement de l'aspect piétonnier en cohérence avec les rues Saint-Simon et Philippe de Dangeau. Les principales modifications envisagées seraient les suivantes :

- la largeur circulaire de la rue Montbauron sera rétrécie à 3 m afin de canaliser et de ralentir les véhicules. Les trottoirs seront élargis pour le confort et la sécurité des piétons ;
- la mise en place d'un plateau au carrefour Coubertin/Montbauron (revêtement en pavés) ;
- une mise en évidence des carrefours Saint-Simon/Montbauron, Wapler/Montbauron, Philippe de Dangeau/Montbauron par un revêtement en pavés ;
- la voirie entre les rues Saint-Simon et Philippe de Dangeau sera surélevée. Les trottoirs élargis et la voirie seront séparés par une bordure granit (revêtement asphalte pour la chaussée comme sur la rue Clemenceau). Les piétons seront protégés par des bornes granit ;
- la mise en place d'un tapis en matériau rosissant sur le tronçon situé entre l'avenue de Paris et la rue Saint-Simon ;
- la mise en place d'un tapis en matériau rosissant avec stationnement en chicane sur la partie située entre la rue Philippe de Dangeau et l'avenue de Saint-Cloud. Un îlot pavé sera prévu en haut de la rue ;
- le revêtement de l'allée piétonne avenue de Saint-Cloud sera repris sur une largeur de 15 m.

Ainsi l'accessibilité du quartier sera maintenue et son aménagement en zone 30 Km/h réduira le trafic de transit tout en permettant de mieux partager la rue entre les différents modes de déplacement. D'autre part, grâce à ce projet, on a enfin rue Montbauron le pendant de ce qui a été fait rue Georges Clemenceau.

L'ensemble de ces travaux est estimé à 460 257,14 € H.T. soit 550 467,54 € T.T.C.

En conséquence, je vous propose d'inscrire l'opération de la rue Montbauron au titre de ce nouveau programme triennal et je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *décide de solliciter auprès du Conseil Général des Yvelines, une subvention au titre du programme départemental 2006-2007-2008 d'aide aux communes en matière de voirie et de ses dépendances. La subvention s'élèvera à 78 810 €, soit 30 % d'un montant de travaux subventionnable de 262 700 € hors taxes ;*
- 2) *s'engage à utiliser cette subvention, sous son entière responsabilité, pour réaliser les travaux d'aménagement de la rue Montbauron figurant dans le dossier technique annexé à la présente délibération, et conformes à l'objet du programme ;*
- 3) *s'engage à financer la part des travaux restant à sa charge et à ne demander le versement de la subvention qu'après engagement des dépenses ;*
- 4) *dit que toutes les dispositions financières concernant l'inscription de la recette seront prises lorsque la Ville aura reçu la notification de subvention.*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Ce projet me paraît exemplaire. Qu'il suscite la critique de nos deux oppositions prouve d'ailleurs que nous avons atteint un point d'équilibre, parce que nous sommes allés écouter les uns et les autres, ce qui fait que ce projet recueille la majorité chez les habitants concernés. Il reste un point à trancher, qui soulève la polémique en ce qui concerne la circulation et le stationnement, qui est le sort de l'impasse Wapler. M. le Maire a souhaité qu'on profite des travaux rue Montbauron pour trouver une solution plus réaliste impasse Wapler, pour éviter que les voitures qui s'y engagent aient à ressortir en marche arrière. Les services ont proposé la suppression d'une partie du stationnement, à droite en montant. Les parents d'élèves ne sont pas tous d'accord. Nous les avons rencontrés samedi dernier pour leur proposer cinq scénarios possibles. Nous aurons une réponse sur cette question d'ici huit jours. Cela n'a pas de conséquence budgétaire sur les travaux, car il n'est pas question de reprofiler les trottoirs sur la rue Montbauron. Ceci étant, il apparaît raisonnable d'expérimenter, car le sort de l'impasse Wapler paraît plus difficile à régler que celui de la rue Montbauron. En tout cas, cette délibération résout un problème posé depuis longtemps et il me semble que le leader de l'opposition de gauche présidait l'association qui a signalé ce problème à l'origine.

Mme COULLOCH-KATZ :

Oui, et c'est pour cela que je connais bien le sujet. Reprenons l'historique. En 1996, vous avez jugé utile de mettre la rue George Clemenceau en sens unique et d'élargir les trottoirs. Le fait que la Présidente des commerçants de Versailles avait un commerce dans cette rue est sûrement anecdotique. Il se trouve qu'il y a eu un tel report de circulation que les véhicules qui ne pouvaient plus passer rue Clemenceau sont passés rue Montbauron, et que cela a été le début des ennuis pour les riverains. Cette rue est un des seuls axes nord-sud de Versailles. Lorsque j'étais présidente de cette association, nous avons fait des comptages. En 2000, de toutes les rues parallèles, la rue Vauban, la rue Champ Lagarde, la rue Montbauron et l'avenue de l'Europe, la rue Montbauron était la plus fréquentée alors que c'est la plus étroite et la plus encaissée. On en a parlé de nombreuses fois, cela n'a strictement rien changé. Il y a eu une parodie d'écoute à propos d'un sens unique, qui a été mis en place quelques jours. La difficulté, c'est de faire diminuer le transit de la rue Montbauron, avec ses conséquences, à savoir le bruit et la pollution. Il y a une seule solution, c'est de diminuer le flux.

M. de LESQUEN :

Ce n'est pas possible.

Mme COULLOCH-KATZ :

Et pourquoi ? Les habitants de la rue Montbauron n'ont rien demandé. Tout vient du dérèglement provoqué par la mise en sens unique de la rue Clemenceau. Tous les riverains vous diront que leurs ennuis ont commencé en 1996. La difficulté est de réduire ce flux. Le sujet est compliqué, mais ce n'est pas la délibération que vous proposez qui va arranger les choses. Vous mettez en avant le fait que cela devient une « zone 30 ». Mais celle-ci existe depuis 1997, ce n'est pas une nouveauté. A cette époque, vous avez changé le revêtement du sol pour mieux insonoriser le passage des véhicules. C'était efficace tant que le revêtement de sol était en bon état. Il ne l'est plus et c'est beaucoup moins efficace. Il y a quelques années, on avait voté la réfection de ce revêtement et cela n'a jamais été fait. Maintenant, vous proposez de mettre des pavés. Ce n'est pas cela qui va réduire le bruit ! Et réduire la voie de passage des véhicules à trois mètres va élargir les trottoirs mais pas modifier le nombre de véhicules. Ils passaient déjà en une seule file, ils continueront. Mettre en place un tapis en matériau rosissant, très bien, nous ne sommes pas contre ; mais cela ne va rien changer. Les nuisances sont le bruit et la pollution dus au transit important. Ce que vous proposez, pour 550 000 euros, c'est un cautère sur une jambe de bois. Je veux bien croire que vous ayez fait de la concertation. Moi qui suis implantée dans le quartier, j'y connais pas mal de gens et cela ne répond absolument pas à leur attente, Monsieur BARBE. Vous avez peut-être subi les pressions de certaines associations, mais cela ne répond pas aux attentes.

Par ailleurs, Monsieur le Maire, le 13 décembre 2004, en réunion publique, vous vous étiez engagé à changer le sens de circulation de la rue Philippe de Dangeau et de la rue Saint-Simon, car les gens qui voulaient descendre par la place Charost et rejoindre la rue Clemenceau, ne sachant pas qu'elle est barrée la plupart du temps, remontaient et faisaient le tour du pâté de maison, notamment au niveau de l'impasse Wapler. C'est une circulation que l'on pourrait tout à fait éviter. Vous en aviez convenu à l'époque et vous aviez dit que cela allait se faire dans un avenir assez proche et ce n'est toujours pas le cas. Cette délibération ne résout rien et nous ne la voterons pas.

M. BARBE :

Effectivement, le 13 décembre 2004, Monsieur le maire, vous aviez présidé l'assemblée générale de l'association « Mieux Vivre à Montbauron » à la demande de son président. Vous aviez convenu que nous avions envisagé, en refaisant la rue Saint Simon et le rue Philippe de Dangeau, de passer dans le sens inverse du sens actuel. Nous avons fait des sondages auprès des commerçants et des habitants qui ont donné des résultats absolument contradictoires. En conséquence de quoi nous avons conclu que le projet n'était pas mûr et qu'il paraissait plus intelligent de conserver la situation actuelle et de laisser les mentalités évoluer.

Il est vrai que l'association MVM que Mme COULLOCH-KATZ a présidée a effectué des comptages et qu'elle a été un partenaire dans cette opération au même titre que les commerçants. Après 14 mois, Mme GRAS, M. GRESSIER et moi, nous vous dirons la même chose : il faut être pragmatique. On ne peut pas, pour la circulation et les stationnements, appliquer des idées toutes faites. Mais on peut encore moins ne pas avoir de proposition. Que je sache, je ne vous ai pas entendu en faire une seule pour régler un problème dont on nous dit qu'il est vieux de dix ans. Nous en faisons une, qui est pragmatique. Sur le transit rue Montbauron, on a pour le passé les chiffres de MVM et de la Ville. Voyons où nous en sommes dans six mois, un an et deux ans, et alors on pourra discuter.

Et pour répondre à une question que l'extrême droite ne va pas manquer de poser, sur la baisse du trafic de transit rue Montbauron, dans l'étude de circulation qui a été réalisée et présentée au Conseil municipal en avant-première, il n'est préconisé à aucun moment de modifier les conditions de circulation rue Montbauron. Pourtant ce sont des spécialistes qui l'ont fait. Dès lors, je ne pense pas qu'il viendra à l'idée du conseil de quartier de Montreuil ou de Notre Dame de demander, demain, la modification du sens de circulation rue Montbauron. Les travaux que l'on y fait aujourd'hui sont de bon sens et équilibrés. (*applaudissements*)

M. AUDIBERT :

Il est vrai que la rue Montbauron est un axe nord-sud fondamental pour les Versaillais. Beaucoup l'utilisent et tous se rappellent cette triste période de juin-juillet, lors de votre première mandature, où

vous aviez changé partiellement le sens de circulation. Cela avait été une catastrophe. Donc toucher à la rue Montbauron a des conséquences explosives. Il est vrai que, dans la délibération, vous parlez de la transformer en une « zone 30 ». Mais elle l'est déjà naturellement ; il y a trois ou quatre chicanes et un stop. Les véhicules y vont au pas, à un tel point que les piétons traversent n'importe où car de toute façon ils se sentent en sécurité, vu la vitesse des véhicules. Aujourd'hui, se lancer dans 500 000 euros de travaux, c'est une somme colossale. M. DEVYS cherche toujours des économies...

M. de LESQUEN :

Oh non.

M. DEVYS :

Votre groupe est divisé ! (*rires*)

M. AUDIBERT :

Je vous donne une idée puisque vous en manquez. Ces 500 000 euros, c'est de l'argent jeté par la fenêtre. Vous allez mettre du rose, cela plaît à certains. Vous allez mettre des pavés, cela fera plus de bruit, c'est ridicule. Arrêtez le massacre, sauvez l'argent des contribuables !

M. JAMOIS :

Mettez les villes à la campagne !

M. AUDIBERT :

D'autre part, dans cette assemblée, on aborde toujours les questions de circulation de façon idéologique. Il faut arrêter, tous ces travaux, les surélèvements, cela fait juste gaspiller l'argent du contribuable. Arrêtez. C'est pour cela que nous voterons non.

M. PICHON :

Quel mépris pour les Versaillais !

M. le Maire :

Tous les amortisseurs que nous avons fait installer, c'est à la demande des riverains et pour la sécurité des piétons.

M. LITTLER :

J'observe d'abord que le tapis dans cette rue est dans un tel état qu'il est absolument urgent de faire ces travaux. L'argent n'est donc pas jeté par la fenêtre. En second lieu, la question du transit nord-sud a bien été mise en évidence dans l'étude de circulation. Les propositions faites dans cette étude devraient conduire à une réduction du trafic de transit mais ne portent pas sur un changement du sens de circulation dans cette rue, elles portent sur des tronçons en amont et en aval.

Mme COULLOCH-KATZ :

Monsieur BARBE est à coup sûr un brillant orateur. Il dit que nous n'apportons pas de solution. Mais vous êtes à l'origine du dérèglement de la circulation dans le quartier. Alors revenons-en à la situation d'origine.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec 11 voix contre (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles, groupe de la Gauche plurielle et Mme NEGRE)

2006.03.84**Aménagement du carrefour avenue de Paris – rue Champ Lagarde - Demande de subventions à la Région Ile de France et au Département des Yvelines****M. FONTAINE :**

L'amélioration de la sécurisation du carrefour avenue de Paris – rue Champ Lagarde est inscrite au budget primitif 2006 dans le cadre des opérations de sécurité routière.

Cet aménagement comprend :

- l'installation d'une signalisation lumineuse tricolore fonctionnant en coordination avec les carrefours contigus, (Paris-Vergennes et Paris –Mermoz),
- la création d'un passage piétons pour traverser l'avenue de Paris, notamment pour les nombreux élèves du Lycée Marie Curie leur permettant ainsi de faire le parcours entre leur établissement et les arrêts de transport en commun situés rue Champ Lagarde en toute sécurité,
- la modification géométrique du débouché de la rue Champ Lagarde sur l'avenue de Paris, ce qui permettra d'effectuer le mouvement de tourne à gauche interdit actuellement pour des raisons de sécurité, mais qui redevient possible avec un feu.

Le coût global de cet aménagement est estimé à 140 000 € HT se décomposant en 75 000 € HT pour la voirie (modification de la géométrie du carrefour, reprise des bordures, réfection des trottoirs et chaussées, ...) et 65 000 € HT pour la signalisation tricolore (tranchées, fourreaux, câblages, fourniture et pose du matériel,...).

Ces travaux feront l'objet d'une mise en concurrence par un marché à procédure adaptée.

S'agissant d'une opération d'une part destinée à favoriser les déplacements des piétons ainsi que l'utilisation des transports en commun, et d'autre part concernant une voie départementale en agglomération (la RD10), des subventions sont susceptibles d'être accordées par la Région Ile de France et par le Conseil Général des Yvelines, lequel a donné son accord sur ce projet.

En conséquence, je vous invite à adopter le projet de délibération suivant :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *adopte le projet d'aménagement du carrefour avenue de Paris – rue Champ Lagarde ;*
- 2) *sollicite de la Région Ile de France et du Département des Yvelines les subventions au taux maximum ;*
- 3) *dit que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2006 de la Ville.*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

M. le Maire :

C'est une bonne délibération qui doit donner plus de sécurité dans tout le quartier.

M. DEFRANCE :

En commission de l'Urbanisme, j'ai proposé une solution pour le passage piétons, qui est de le mettre en baïonnette, avec un refuge central comme en face de l'hôtel de ville : de la sorte, les enfants devront traverser en deux temps l'avenue de Paris. Il faudrait voir avec le Département et la Région si l'on peut installer ce refuge sur l'axe central.

M. FONTAINE :

Nous en avons débattu en commission. Il y a actuellement un îlot central qui permet de traverser en deux temps. C'est un aménagement qu'on retrouve un peu partout. Effectivement, installer le passage clouté en baïonnette offre une sécurité supplémentaire. Nous verrons avec le temps s'il faut aller dans ce sens. La solution technique a déjà été validée par le Conseil général et le Conseil régional, et c'est pourquoi ils nous accordent des subventions.

M. AUDIBERT :

Il est vrai que ce carrefour devait être modifié pour des raisons de sécurité, en particulier pour les élèves de Marie Curie, et aussi pour les véhicules qui pourraient tourner à gauche, puisque ce sera désormais autorisé.

Mais j'ai deux remarques à faire. D'abord, je trouve que cette modification est mal faite. Les véhicules venant de la contre-allée vont se heurter au flux de circulation venant de la rue Champ Lagarde vers l'avenue de Paris. Il serait souhaitable de faire installer un système équivalent à celui qui existe en haut de la rue de Provence quand elle arrive sur l'avenue de Saint Cloud, c'est-à-dire un feu qui permet de s'engager de façon sécurisée quand on vient de la contre-allée.

D'autre part, ces travaux ont été réclamés depuis longtemps, et voilà que, brusquement, vous donnez votre aval. En consultant le dossier, j'ai vu qu'en créant un espace neutralisé avec les véhicules en stationnement plus la piste cyclable, l'avenue de Paris va être ramenée à deux voies. On se retrouve encore dans l'idéologie. Vous allez diminuer la surface...

Mme de BARMON :

Cela n'a rien à voir avec l'idéologie !

M. AUDIBERT :

Cela a à voir avec le traitement du carrefour, taisez-vous ! (*protestations*) Laissez-moi terminer, Madame.

Lorsqu'on diminue la surface laissée aux véhicules, on connaît bien le cas à Paris, la consommation augmente, la vitesse diminue et la pollution est plus grande. Ne faisons pas à Versailles ce qu'on sait être mauvais, et qui est fait à Paris par Delanoë. Nous nous abstenons.

Mme NICOLAS :

Dans la contre-allée, il passe une voiture toutes les trente minutes. J'habite le quartier, et depuis qu'il y a un stop, on attend pas mal de temps, et il passe des cars doubles. Quand vous prenez la rue Champ Lagarde en venant de la rue des Condamines, le matin à 9 heures, on fait déjà la queue quelquefois. Alors si on installe un double feu pour laisser passer une voiture de la contre-allée chaque fois qu'il pleut...

M. BERNOT :

Je peux témoigner personnellement qu'en venant de la rue Champ Lagarde, à certaines heures, il est vraiment dangereux de s'insérer dans la circulation de l'avenue de Paris où des voitures roulent à grande vitesse. Notre priorité doit être la mise en sécurité du carrefour. Si, en plus, on peut tourner à gauche, pourquoi pas, et si on met en sécurité les élèves de Marie Curie, c'est l'essentiel. J'ai assez critiqué les délibérations portant sur la voirie pour dire que je suis tout à fait favorable à celle-là.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec six abstentions (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles)

2006.03.85**Prestations de service rendues par la ville de Versailles pour une mission de conseil et d'assistance dans le cadre des travaux de réaménagement de la rue de l'Etang à Rocquencourt, réalisés par la ville de Rocquencourt.****M. FONTAINE :**

Dans le cadre de l'entraide intercommunale et dans la perspective d'une réfection globale de la voirie de la rue de l'Etang sise à Rocquencourt, la ville de Rocquencourt a sollicité notre bureau d'études « Espaces Publics » pour une mission de conseil et d'assistance afin de mettre en œuvre ce projet.

Cette mission consiste en :

- récupération de données,
- visite sur site,
- étude d'esquisse,
- étude et examen d'avant projet,
- étude détaillée du projet,
- conception du projet et pièces techniques du dossier de consultation des entreprises,
- étude des plans d'exécution,
- réunions.

Dans ce cadre, il convient d'établir une convention avec la ville de Rocquencourt par laquelle cette dernière s'engage à rembourser à la Ville les frais de personnel pour le temps consacré à cette mission, et qui sont évalués à 14 800 €.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL :

- 1) *approuve les termes de la convention à passer avec la ville de Rocquencourt, relative aux prestations de service rendues par la ville de Versailles pour une mission de conseil et d'assistance ;*
- 2) *autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ;*
- 3) *dit que les recettes correspondantes seront imputées au budget de la ville :*
 - *chapitre 928 " Aménagement et services urbains "*
 - *article budgétaire 823 « Espaces verts urbains »*
 - *nature 70688 "Autres prestations de service "*.

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

M. DEFRANCE :

J'ai plaisir à constater la qualité de nos fonctionnaires puisque d'autres communes demandent leur aide pour faire de vrais projets. Je tiens à les féliciter.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.86

Rénovation et renforcement d'une canalisation d'égout rue du Peintre Lebrun entre la rue Eudore Soulié et la rue de la Paroisse - Adoption du dossier de demande de subventions.

M. MEZZADRI :

Dans le cadre des visites d'inspections annuelles des collecteurs d'égout de la Ville, les égoutiers du service assainissement, ont relevé une dégradation importante de l'ouvrage situé sous la rue du Peintre Lebrun, entre la rue Eudore Soulié et la rue de la Paroisse.

Il apparaît de nombreuses anomalies :

- trous multiples en radier ;
- maçonnerie de meulières non enduite et disjointe à de multiples endroits ;
- branchements pénétrants et mal rejointoyés ;
- branchements obstrués.

Des travaux de remplacement s'imposent ; ils seront réalisés en tranchée ouverte et comprendront :

- la démolition de l'ancien ouvrage ;
- la pose du nouveau collecteur et la reprise des branchements des riverains ;
- la réfection de voirie à l'identique.

Cette opération fera l'objet d'une procédure de mise en concurrence par appel d'offres ouvert.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *adopte le dossier de demande de subventions, relatif aux travaux de rénovation d'un petit collecteur d'égout sous la rue du Peintre Lebrun entre la rue Eudore Soulié et la rue de la Paroisse ;*
- 2) *sollicite de l'Agence de l'Eau Seine Normandie une subvention (correspondant à 40% du montant total des travaux), dans le cadre du « contrat d'agglomération 2004/2008 » ;*
- 3) *sollicite du Conseil Général des Yvelines une subvention (correspondant à 15% du montant total des travaux), dans le cadre du « futur contrat eau 2006/2008 » ;*
- 4) *dît que les recettes correspondantes seront inscrites au budget annexe de l'assainissement : Chapitre 13 – « subventions d'investissement » - Programme 2006 61 : « travaux sur réseaux – Rue du Peintre Lebrun.*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.87

Rénovation d'une canalisation d'égout vétuste rue des Frères Coustou - Adoption du dossier de demande de subventions.

M. MEZZADRI :

Dans le cadre des inspections vidéo du réseau d'assainissement de la Ville, il a été détecté une dégradation importante de l'ensemble de la canalisation d'égout située sous la chaussée de la rue des Frères Coustou.

En effet, il apparaît de nombreuses anomalies :

- contre pente à certains endroits ;
- décalage de tuyaux ;
- branchements pénétrants et mal rejointoyés ;
- joints ouverts à de multiples endroits ;

Ces travaux de remplacement réalisés en tranchée ouverte, comprendront :

- la démolition de l'ancienne canalisation lors des terrassements ;
- la pose du nouveau collecteur ;
- la reprise des branchements des riverains ;
- les réfections de voirie à l'identique.

Cette opération fera l'objet d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre d'un marché négocié.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *adopte le dossier de demande de subventions, relatif aux travaux de rénovation et de renforcement d'une canalisation d'égout sous la chaussée de la rue des Frères Coustou ;*
- 2) *sollicite de l'Agence de l'Eau Seine Normandie une subvention (correspondant à 40% du montant total des travaux), dans le cadre du « contrat d'agglomération 2004/2008 » ;*
- 3) *sollicite du Conseil Général des Yvelines une subvention (correspondant à 15% du montant total des travaux), dans le cadre du « futur contrat eau 2006/2008 » ;*
- 4) *dit que les recettes correspondantes seront inscrites au budget annexe de l'assainissement : Chapitre 13 – « subventions d'investissement » - Programme 2006 64 : « travaux sur réseaux – rue des Frères Coustou »*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

2006.03.89**Fourrière animale - Convention de remboursement des dépenses engagées et reversement des recettes perçues par la Commune de Versailles pour le compte de la Communauté de Communes du Grand Parc****M. MEZZADRI :**

Par délibération du 20 janvier 2005, le conseil municipal a approuvé l'extension des compétences du Grand Parc en ce qui concerne notamment la réalisation et la gestion d'une fourrière animale. Par arrêtés des 25 avril et 10 mai 2005, les Préfets de l'Essonne et des Yvelines ont autorisé cette modification.

Jusqu'à présent le service hygiène de la Ville avait en charge la gestion de la fourrière animale. Dans l'attente de la réalisation d'un équipement intercommunal, il est proposé que la ville de Versailles poursuive cette mission en ouvrant aux villes du Grand Parc l'accès à ce service.

Il convient dès lors d'établir une convention fixant les modalités de remboursement des frais qui seront supportés par la Ville et de reversement des recettes liées aux missions assurées pour le compte du Grand Parc, dans ce cadre, à savoir :

- réception des animaux vivants ou morts, amenés par les services des villes du Grand Parc
- entretien de la fourrière communale, située sur le territoire de la ville de Buc, alimentation, soins et sortie des animaux ;
- restitution des animaux ;
- transferts éventuels vers des associations de protection animale, après délai légal de garde ;
- identification et vaccination des animaux restitués, transférés (tatouage...), ou euthanasiés ;
- tenue du registre, de la régie de recettes et de la conservation des fonds ;
- lien avec l'équarrisseur départemental.

Le service n'inclut pas la capture et l'acheminement des animaux vivants ou morts, trouvés sur la voie publique, qui demeurent du ressort des villes concernées.

De même, cette activité est limitée aux seules places disponibles. Les animaux excédentaires devront être pris en charge par le Grand Parc dans les conditions qu'il lui appartient de déterminer.

Pour information, en un an nous avons récupéré 84 animaux. Le coût total est de 34 000 euros. Nous avons préféré parler de frais réels dans la convention, car avec la grippe aviaire, il y a des apports d'animaux mors, qu'il faut conserver en congélation à la fourrière de Buc pour transmission au laboratoire d'analyse.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) accepte la poursuite des activités de gestion de la fourrière animale de Versailles par ses services dans l'attente de la réalisation de la fourrière intercommunale ;*
- 2) accepte d'ouvrir cette activité aux communes du Grand Parc, charge à elles de faire leur affaire des animaux qui ne pourraient être pris en raison du nombre de places disponibles limité, et de la capture et de l'acheminement des animaux vivants ou morts dans les locaux de Versailles ;*
- 3) adopte la convention de remboursement des dépenses engagées et de reversement des recettes perçues par la Commune de Versailles pour le compte de la Communauté de Communes du Grand Parc pour l'exécution des missions de fourrière animale ;*

4) dit que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les différents crédits de fonctionnement du budget de la ville et en particulier : Chapitre 925 Interventions sociales et santé - Article 510, services communs – et diverses Natures.

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec six abstentions avec six abstentions (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles)

2006.03.88

Convention de remboursement des dépenses engagées et reversement des recettes par la Ville de Versailles pour le compte de la communauté de communes du Grand Parc pour l'exécution des missions de développement économique

M. BUFFETAUT :

Dans le cadre de la compétence obligatoire en matière de développement économique, le Grand Parc a confié l'exécution des missions suivantes à la direction du développement économique de la Ville de Versailles.

En 2005, ont été menées :

- la promotion du Grand Parc avec la participation aux salons concernés (Salon de l'Immobilier d'Entreprise en décembre 2005, Marché International des Professionnels de l'Immobilier en mars 2005, Marché International Professionnel de l'Implantation Commercial en novembre 2005) ;
- l'édition d'outils de promotion du Grand Parc : brochure « commerce dans le Grand Parc » ;
- la gestion du fichier des entreprises et de l'observatoire des créations/radiations des entreprises ;
- l'élaboration d'une charte de développement commercial ;
- la réunion annuelle des nouvelles entreprises ;
- la gestion d'une base de données des offres et demandes de locaux ;
- l'instruction des dossiers de Commission Départementale d'Equipement Commercial ;
- la conduite d'un diagnostic sur l'immobilier d'entreprise avec recommandation sur les zones d'activité existantes et les projets en cours ;
- la conduite d'un diagnostic sur l'hébergement touristique ;
- un audit des contrats liant les communes du Grand Parc et leur délégataire pour la gestion des halles et marchés et une réflexion sur les mutualisations possibles ;
- la réalisation d'une brochure présentant les artisans d'art du Grand Parc ;
- la création d'une annonce publicitaire insérée dans le magazine « Buziness Immo » à l'occasion du SIMI ;
- le soutien des associations SCY et OSER 78 dans leurs actions d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Pour 2006, seront reconduites les missions récurrentes, les missions 2005 en cours et de nouvelles missions :

Missions récurrentes :

- l'animation du tissu économique comprenant l'observatoire de la vie économique et la réunion annuelle des nouvelles entreprises ;

- la promotion du Grand Parc à travers la participation aux salons concernés (MIPIM en mars 2006, MAPIC en novembre 2006, SIMI en décembre 2006) ;
- la promotion des artisans d'art dans la continuité de la brochure « Métiers d'art » faite par Versailles (site internet, mise à jour et la mise en place d'actions de communication sur le commerce auprès des habitants du Grand Parc) ;
- l'offre en immobilier d'entreprise avec la gestion des offres et demandes de locaux, promotion des offres de locaux par insertion publicitaire et adhésion à l'observatoire régional de l'immobilier d'entreprise et à Yvelines Compétence, site internet du Conseil Général ;
- l'aide à l'emploi : reprise du soutien à l'association SCY mise en place par Versailles et comprenant d'une part une aide au fonctionnement forfaitaire et d'autre part une prime au résultat versé en fonction du nombre de demandeurs d'emploi ayant retrouvé un emploi.

Missions 2005 en cours :

- pour le développement commercial, l'élaboration d'un outil de portage foncier à partir des préconisations du schéma d'organisation commerciale, en vu, notamment, de maintenir le commerce de proximité et d'autre part de freiner l'installation d'agences (banque, assurance, immobilier...) ;
- pour le tourisme, rendu de la partie recommandations de l'étude sur les hébergements touristiques.

Nouvelles missions 2006 :

- l'animation du tissu économique s'élargira à la tenue de réunions thématiques avec les entreprises existantes, avec un esprit « rencontres d'affaires » ;
- la création d'une brochure institutionnelle du développement économique du Grand Parc permettra de renforcer la promotion du Grand Parc ;
- le développement commercial élargira son action à la mise en œuvre de projets d'accompagnement du commerce auprès des associations de commerçants (restructuration des associations, service de portage et accompagnement pour les clients, mise en place de consignes, transfert de la conduite de la charte qualité ...) ;
- l'offre en immobilier d'entreprise s'enrichira d'actions de prospection autour du pôle de compétitivité Vestapolis-Moneo ;
- l'aide aux demandeurs d'emploi intégrera le transfert de la cotisation à la Mission locale intercommunale au Grand Parc et des manifestations de type « forum de l'emploi » ;
- l'aide à la création d'entreprise prévoit la mise en œuvre d'une plate-forme d'initiative locale.

Il convient de fixer les conditions de remboursement des frais qui seront supportés par la Ville.

Les dépenses à rembourser sont :

- les frais de personnel pour le temps consacré aux missions exécutées pour le compte du Grand Parc. Ces frais sont évalués à 152 206 € pour l'année 2006.
- les dépenses liées à l'exécution des missions (acquisition de données à caractère socio-économique, fichier d'entreprise, frais de participation aux salons professionnels, frais d'édition et d'impression de brochures, maintenance et évolution de l'outil informatique de gestion de bases de données, études sur le commerce et sur l'immobilier d'entreprise ...).

Ces différents remboursements s'effectueront sur la base d'une convention. L'état de recouvrement comprendra en annexe un décompte précisant la nature des dépenses, expressément visé et validé par les deux parties.

Dans le cas où la ville percevrait directement des recettes pour l'exécution de ces missions, celles-ci seraient reversées au Grand Parc.

Je vous précise que la Ville facturera au Grand Parc des frais d'administration générale calculés sur les sommes, objet de remboursement et de reversement, afin de tenir compte des frais de gestion supportés par la Ville. Ces frais seront calculés conformément au dernier compte administratif voté.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

- 1) *approuve la convention de remboursement des dépenses engagées par la Ville de Versailles pour le compte de la communauté de communes du Grand Parc pour l'exécution des missions de développement économique ;*
- 2) *autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention précitée ;*
- 3) *dit que les crédits de dépenses et de recettes correspondantes seront inscrits au budget de la Ville.*

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté avec six abstentions (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles)

2006.03.90

Création d'un syndicat mixte pour l'élaboration d'un plan local de déplacements

M. FONTAINE :

L'augmentation des besoins de déplacements des franciliens génère une congestion croissante des infrastructures de transport. L'organisation de la circulation et des déplacements en Ile-de-France est complexe et implique de nombreux acteurs. Cette situation incite les décideurs publics à reconsidérer dans sa globalité l'offre de déplacements, notamment au travers l'élaboration de documents tels que les plans de déplacements urbains.

Le Plan de déplacements urbains (PDU) de la région Ile-de-France a été arrêté le 15 décembre 2000. Si certaines des actions qu'il comprend sont mises en œuvre au niveau régional, le PDU comprend également certaines orientations qui n'ont de sens que déclinées localement. C'est pourquoi, il est prévu par la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI), que ce document peut être complété, en certaines de ses parties, par des plans locaux de déplacements (PLD) qui en détaillent et précisent le contenu.

L'article 28-4 de la LOTI précise que ces PLD sont élaborés à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte.

Les compétences transférées à la communauté de communes du Grand Parc lors de sa création le 1er janvier 2003, comprennent l'élaboration et le suivi d'un PLD. Toutefois, son cadre géographique ayant été jugé trop restreint pour la mise en œuvre d'un tel outil, le Grand Parc a sollicité dès novembre 2003 les communes du bassin de déplacements de la région de Versailles (Bailly, Bois d'Arcy, Chateaufort, Le Chesnay, les Clayes-sous-Bois et Vélizy-Villacoublay) pour participer, au sein d'un syndicat mixte, à la mise en œuvre de cette étude stratégique d'amélioration de l'offre de transport.

M. BERNOT :

Je n'ai aucune objection de principe à la création de ce type de structure. Elle sera certainement bénéfique dans la mesure où elle paraît susceptible d'apporter une réelle valeur ajoutée pour l'optimisation des transports collectifs à l'intérieur du bassin de déplacements ainsi défini. Cela sera d'ailleurs vraisemblablement le cas pour les habitants de Vélizy et de Bailly qui, comme nous l'apprend aujourd'hui le *Parisien libéré* dans son cahier *Yvelines matin*, se plaignent d'être très mal desservis par les autobus de la société Evolia transports qui a un monopole, voire, comme le dénonce une mère de famille, d'être coupés du monde, c'est-à-dire pour elle en particulier du centre-ville de Versailles situé à moins de 10 km ; on y apprend que les gens qui regagnent Bailly le soir voient les autobus de Phébus faire demi-tour à moins de deux kilomètres de la commune parce qu'ils sont arrivés au bout de leur ligne. Il n'y a pas de mise en concurrence et des adjoints au maire la demandent. Je pense que, dans ce cadre, les choses pourront déboucher, ce qui sera bénéfique pour tous, y compris pour l'activité économique de Versailles.

Cela permettra-t-il pour autant d'améliorer la fréquence de la desserte intra muros, qui est notoirement insuffisante sur certaines lignes de la société Phebus ? Je veux parler en particulier de la ligne D, sur laquelle, monsieur le Maire, j'ai appelé à plusieurs reprises votre attention par une question écrite et par plusieurs interventions dans cette enceinte.

Sur un autre point, j'ai fait part en commission de mon étonnement devant le tracé quelque peu tourmenté du périmètre de cette structure, en constatant notamment que certaines communes limitrophes comme La Celle Saint Cloud, Vaucresson, Ville d'Avray, Marnes la Coquette, Guyancourt en étaient exclues.

Mme DUPONT :

Certaines sont dans les Hauts-de-Seine.

M. BERNOT :

Bièvre est dans l'Essonne et en fera partie. En commission, on nous a répondu que ces communes ne le souhaitaient pas. Je pose la question : le leur a-t-on réellement proposé ? En tout cas, les préfets ont certainement leur mot à dire. Il ne faut pas tout attendre de la Région, qui est bien loin et a d'autres problèmes à traiter.

En dépit de ces quelques réserves, je voterai en faveur de cette délibération.

M. le Maire :

On ne force pas les communes. Nous avons déjà un plan local de déplacements avant la création du Grand parc, dont certaines communes concernées ne font pas partie, d'où la création d'un syndicat mixte. On a proposé à d'autres communes de faire partie du périmètre de ce PLD. Elles ont refusé parce qu'un certain nombre d'entre elles voulaient adhérer à un PLD avec d'autres communes ou ne le jugeaient pas nécessaire. Cela étant, vous avez raison, j'espère que la concertation et le dialogue à l'intérieur de ce syndicat vont permettre d'améliorer les circuits de bus pour certaines communes mal desservies aujourd'hui. Mais nous nous heurtons toujours à une ancienne réglementation sur les transports urbains en Ile-de-France qui fait que les compagnies sont propriétaires de leurs circuits. On arrive progressivement à mutualiser les intérêts, en donnant telle ou telle partie de circuit à une compagnie, avec des contreparties sur un autre territoire. Mais ce n'est pas facile.

Mme LEHERISSEL :

Cette délibération a un côté un peu extraordinaire. On a une première question, qui est : comment pourrait-on en rajouter dans l'empilement déjà invraisemblable des structures administratives françaises ? et une seconde qui est : pourquoi multiplier les études et missions d'utilité douteuse ? Nous avons l'Europe, l'Etat, la Région, le Département, la commune, la communauté de communes où vous vous êtes précipités, et

vous nous expliquez qu'il faut une nouvelle structure pour compléter des études probablement redondantes, d'autant que le postulat de base sera sûrement qu'il faut limiter les déplacements individuels motorisés au profit des transports en commun et des circulations douces. Tout ceci va être l'occasion de dépenses publiques supplémentaires sans intérêt. Nous voterons contre cette délibération.

M. le Maire :

La délibération vous l'indique, il n'y aura aucune charge supplémentaire.

Le projet de délibération, mi aux voix, est adopté avec six voix contre (groupe de l'Union pour le renouveau de Versailles)

M. BERNOT :

J'espère quand même avoir un jour une réponse à ma question sur la ligne D.

M. FONTAINE :

L'intérêt de travailler entre communes va se vérifier en particulier pour la ligne D, car le gros problème est la traversée de la RD 10 sous le viaduc de Viroflay. J'ai posé le problème. Il est très complexe, mais il va falloir trouver une solution, j'en suis d'accord avec vous. Nous ne pouvons le faire seuls, il faut le faire avec Viroflay en particulier.

2006.03.91

**Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF)
Adhésion de la commune de Carrières-sur-Seine**

M. ULRICH :

Au cours de sa séance du 30 janvier dernier, le comité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) s'est prononcé sur la demande d'adhésion de la commune de Carrières-sur-Seine à ce syndicat pour les deux compétences en matière de distribution publique de gaz et d'électricité.

Les membres du comité ont émis un avis favorable à cette demande d'adhésion. Cette délibération nous a été notifiée le 3 mars 2006.

L'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales prévoit que le conseil municipal de chaque commune membre doit se prononcer sur l'admission des nouvelles collectivités dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du syndicat concerné.

En conséquence, je vous invite à adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

approuve l'adhésion au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) de la commune Carrières-sur-Seine pour les compétences gaz et électricité.

Avis favorable de la commission de l'Administration générale, de la vie économique et des finances et de la commission de l'Urbanisme et des travaux.

Le projet de délibération, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

M. le Maire :

Certains se sont plaints de ne pas recevoir les procès-verbaux des conseils communautaires. Je précise qu'ils ont tous été mis en ligne sur le site de la commune de Versailles.

M. GOSSELIN :

Sur le site, oui, mais ils ne nous ont pas été envoyés par courrier électronique.

M. le Maire :

Vous pouvez aller les consulter sans trop de problème.

La séance est levée à 23 heure 30.

ANNEXE

Délibération 2006.03.76 : Charte relative aux conditions d'intervention des bénévoles dans le cadre des activités de la ville de Versailles en faveur des personnes âgées

S O M M A I R E

Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire en application de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales (délibération du 25 novembre 2004)	195
Adoption du procès-verbal de la séance du 2006	199
Informations diverses	201
Annexes	273

DECISIONS

DATES	N°	OBJET	
20 janvier 2006	2006/23	Don de l'association des « Amis du musée Lambinet » en faveur du musée Lambinet	195
24 janvier 2006	2006/25	Contrat d'animation avec le cercle celtique « Ar Gorriganed Widreüz » pour une représentation à la maison de quartier de Clagny-Glatigny les 22 et 25 février 2006	195
25 janvier 2006	2006/26	Convention d'occupation des Archives Communales aux Grandes Ecuries liant la ville de Versailles et l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles - Avenant	195
26 janvier 2006	2006/27	Contrat relatif à la coédition, l'impression et la diffusion d'un catalogue des peintures de post impressionnistes de la collection Guy et de dessins, aquarelles de Paul Signac	195
27 janvier 2006	2006/28	Contrat d'animation avec l'association "SEEVE, S'Epanouir Et Vivre Ensemble" pour une prestation proposée aux enfants de la maison de quartier de Notre Dame les 13 et 14 février 2006	195
27 janvier 2006	2006/30	Contrat avec l'association "Les enfants de la Lune" pour une prestation "Contes de Bretagne" à la maison de quartier Clagny-Glatigny le 22 février 2006	196
27 janvier 2006	2006/31	Contrat d'animation pour une intervention de Marie FLUSIN SIMON autour de l'illustration du livre jeunesse à la maison de quartier Clagny-Glatigny le 1er février 2006	196
27 janvier 2006	2006/32	Achat de carnets de chèques carburant pour les départs en vacances des familles dans le cadre de l'action "Vacances familiales" mise en place par la ville de Versailles	196

30 janvier 2006	2006/33	Contrat relatif à la mission de coordination sécurité et protection de la santé conclu avec BATIPREV dans le cadre des travaux de démolition et de reconstruction d'une "baraque" située 24 rue Royale à Versailles	196
30 janvier 2006	2006/34	Contrat relatif à la mission de contrôle technique conclu avec la société HINDIE France dans le cadre des travaux de reconstruction d'une "baraque" située 24 rue Royale à Versailles	196
1 ^{er} février 2006	2006/35	Achat d'un appareil de type véhicule type combiné - marché à procédure adaptée conclu avec la société HYDROVIDE	196
2 février 2006	2006/36	Régie de recette pour la perception des droits de stationnement du secteur St Louis - Modification	196
2 février 2006	2006/37	Régie de recette pour la perception des abonnements aux places de stationnement payant - Modification	196
2 février 2006	2006/38	Régie de recette pour la perception des droits d'inscription aux conférences, cours de langues, examens de l'Alliance Française et des ventes de livres, pin's, affiches, gravures et cassettes détenus en stock par l'Université Inter-Ages - Modification	196
2 février 2006	2006/39	Régie d'avance pour les centres de loisirs primaires et centres de vacances - Modification	196
2 février 2006	2006/40	Régie de recettes de la bibliothèque annexe de l'UIA - Modification	196
2 février 2006	2006/41	Contrat d'animation avec l'association "SEEVE, S'Epanouir Et Vivre Ensemble" pour une prestation proposée aux enfants de la maison de quartier des Chantiers les 13, 14 et 15 février 2006	196
2 février 2006	2006/42	Réception par traitement en décharge de Bazainville des déchets inertes en provenance de la Ville (gravats, terres), pour une durée de un an, à compter du 1er janvier 2006	196
3 février 2006	2006/43	Régie de recettes de l'Ecole des Beaux Arts - Modification	196
6 février 2006	2006/44	Contrat d'animation avec l'association "SEEVE, S'Epanouir Et Vivre Ensemble" pour une prestation proposée aux enfants de la maison de quartier de Montreuil Près aux Bois du 18 au 21 avril 2006	197
7 février 2006	2006/45	Contrat relatif à l'organisation de camps de vacances ou séjours pour les usagers des centres socioculturels (Pâques 2006) conclu avec l'association Plein Temps Vacances et Loisirs (lots 1 et 2)	197
8 février 2006	2006/46	Marché relatif au réaménagement des espaces verts du carré aux puits	197

8 février 2006	2006/47	Contrat relatif à l'entretien des horloges situées dans les bâtiments communaux de la Ville conclu avec la société HORELEC	197
9 février 2006	2006/48	Audit sur plusieurs domaines d'achat – Marché à procédure adaptée conclu avec la société Ernst & Young	197
9 février 2006	2006/49	Contrat de maintenance périodique et de surveillance d'un poste de relevage d'eaux pluviales, rue Jean Mermoz à Versailles – marché sans formalités préalables conclu avec la Société des Eaux de Versailles et de Saint Cloud (S.E.V.E.S.C.)	197
10 février 2006	2006/50	Restructuration de la piscine Montbauron et création d'un espace sports, loisirs, santé - Avenant n°1 au contrat SPS passé avec Monsieur Jean MIR	197
10 février 2006	2006/51	Régie de recettes de la bibliothèque municipale - Modification	197
10 février 2006	2006/52	Régie de recettes de la bibliothèque annexe de l'UIA - Modification	197
10 février 2006	2006/53	Contrat relatif à une mission de contrôle et essais installations sportives du parc de la ville de Versailles conclu avec le cabinet ALVI	197
10 février 2006	2006/54	Engagement pour l'enregistrement de 2 noms de domaine européen pour le site Internet de la Ville	197
10 février 2006	2006/55	Avenant n°1 au contrat relatif à la mission OPC pour la restructuration de la piscine Montbauron et l'aménagement d'un espace sports, loisirs et santé	197
20 février 2006	2006/56	Contrat relatif à la mission de contrôle technique dans le cadre des travaux d'installation d'un nouveau système de sécurité incendie au théâtre Montansier, rue des Réservoirs à Versailles	197
21 février 2006	2006/57	Modification de la régie d'avances de l'Hôtel de Ville - Cabinet du Maire	197
21 février 2006	2006/58	Contrat de maintenance des terminaux de paiement	198
21 février 2006	2006/59	Marché relatif aux prestations de distribution en boîte aux lettres du magazine de la ville de Versailles	198
22 février 2006	2006/60	Entretien des appareils élévateurs en service dans les bâtiments de la ville de Versailles - Marché à procédure adaptée conclu avec la société KONE	198
22 février 2006	2006/61	Marchés relatifs à l'organisation de centres de vacances pour l'été 2006 - Prestations d'accueil d'enfants de 4 à 17 ans	198

22 février 2006	2006/62	Contrat de maintenance pour 4 appareils lecteurs-reproducteurs-numériseurs de microfilms	198
23 février 2006	2006/63	Contrats de connexion Internet pour les établissements scolaires	198
28 février 2006	2006/64	Marchés relatifs à l'organisation de centres de vacances pour l'été 2006 - Prestations d'accueil d'enfants de 4 à 17 ans - lots 2 et 14	198
28 février 2006	2006/65	Marché relatif à la rénovation du pavage de chaussée Boulevard de la Reine (entre les rues de Provence et Pierre Bertin)	198
28 février 2006	2006/66	Contrat avec l'association "Amulette" pour la représentation d'un spectacle "Le bal rock des enfants" à la maison de quartier de Versailles Porchefontaine	198
1 ^{er} mars 2006	2006/67	Contrat relatif à la mission de vérification initiale des installations électriques pour la mise en conformité du nouveau TGBT du Conservatoire National de Région, 24 rue de la Chancellerie à Versailles	198
2 mars 2006	2006/68	Contrat relatif au développement d'un logiciel de suivi et d'analyse prospective de la masse salariale passé avec la société AMPHAZ	198
3 mars 2006	2006/69	Contrat relatif à l'organisation d'un séjour inter âges en bord de mer (juin 2006), conclu avec la société Renouveau Vacances	198
6 mars 2006	2006/70	Réaménagement de l'espace de jeux de l'école élémentaire Charles Perrault à Versailles - Avenant n°2 au MAPA conclu avec la société AGRIGEX	198

DELIBERATIONS

2006.03.67	Maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ouvrages relatifs à l'aménagement paysager des espaces publics liés au franchissement des réservoirs Gobert – Désignation du maître d'œuvre	208
2006..03.63	Vote des taux 2006 de la taxe d'habitation, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et de la taxe professionnelle	215
2006.03.64	Principe d'instauration d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité	223
2006.03.65	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat » - Avenant à la convention	229

2006.03.66	OPAC Versailles Habitat – Acquisition et réalisation de 36 logements aidés au 25 bld St Antoine – Emprunt de 902 511 € auprès de la Caisse des Dépôts et consignations – Demande de garantie - Convention – Acceptation	231
2006.03.68	Achat d'une parcelle de terrain nécessaire à l'accès à l'aire de livraison de la Fondation Lépine	234
2006.03.69	Achat au Département des Yvelines d'une parcelle de terrain contiguë à la crèche du jeu de l'Oie située 21-23 rue Jean Mermoz	235
2006.03.70	Demande de remise gracieuse des pénalités pour retard de paiement de taxes d'urbanisme	235
2006.03.71	Fonds de solidarité communal en faveur des collèges et lycées de Versailles	2336
2006.03.72	Adhésion de la ville de Versailles au Groupement d'Intérêt Public du Centre de Recherche du Château de Versailles	2338
2006.03.73	Théâtre Montansier – Demande de subvention	241
2006.03.74	Subvention exceptionnelle pour l'association Versailles Jazz Festival	243
2006.03.75	Subvention exceptionnelle à la Congrégation des Dominicaines Missionnaires de Notre Dame de la Délivrande, pour le collège d'Arraya au Liban	245
2006.03.76	Charte relative aux conditions d'intervention des bénévoles dans le cadre des activités de la ville en faveur des personnes âgées	247
2006.03.77	Travaux à entreprendre sur des immeubles communaux – Autorisation de déposer les dossiers de demandes de permis de démolir, de construire et déclarations de travaux	248
2006.03.78	Installation et mise en valeur d'une statue de Saint Louis dans l'église Notre Dame – Convention avec le Département des Yvelines	249
2006.03.79	Restauration du Conservatoire National de Région (Hôtel de Pange) : Phase 1 : restauration de la façade nord et de la clôture rue de la Chancellerie et rue de Fontenay – Demande de subvention	251
2006.03.80	Autorisation de signer les marchés supérieurs à 210 000 €	252

2006.03.81	Entretien des portes et barrières automatiques, des systèmes d'alarme anti-intrusion avec ou sans télésurveillance installés dans les bâtiments de la ville et du CCAS – Avenant n°1 au marché passé avec l'entreprise CESA PARK (lot n°1)	254
2006.03.82	Fourniture et livraison d'articles de bureau et d'articles scolaires, lot n°2 « Articles scolaires et petit matériel pédagogique » Avenant n°3 au marché passé avec l'entreprise la Malouine scolaire MCF SARL	255
2006.03.83	Programme départemental 2006-2007-2008 d'aide aux communes en matière de voirie et de ses dépendances – Demande de subventions	256
2006.03.84	Aménagement carrefour avenue de Paris et rue Champ Lagarde - Demande de subvention	260
2006.03.85	Prestations de services rendues par la ville de Versailles pour une mission de conseil et d'assistance dans le cadre des travaux de réaménagement de la rue de l'Etang à Rocquencourt	262
2006.03.86	Rénovation et renforcement d'une canalisation d'égout rue du Peintre Lebrun entre la rue Eudore Soulié et la rue de la Paroisse – Adoption du dossier de demande de subventions	263
2006.03.87	Rénovation d'une canalisation d'égout vétuste rue des Frères Coustou - Adoption du dossier de demande de subventions	264
2006.03.89	Fourrière animale – Convention de remboursement des dépenses engagées et reversement des recettes perçues par la ville de Versailles pour le compte de la communauté de communes du Grand Parc	265
2006.03.88	Convention de remboursement des dépenses engagées par la ville de Versailles pour le compte de la communauté de communes du Grand Parc pour l'exécution des missions de développement économique	266
2006.03.90	Création d'un syndicat mixte pour l'élaboration d'un plan local de déplacements	268
2006.03.91	Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile de France (SIGEIF) – Adhésion de la commune de Carrières-sur-Seine	271